

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Les titres décrits dans le présent prospectus ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites.

PROSPECTUS

Premier appel public à l'épargne et placement permanent

Le 17 août 2022



HAMILTON ETFs

FNB amélioré banques canadiennes Hamilton (« HCAL »)

Placement de parts de catégorie E

**FNB amélioré vente d'options d'achat couvertes
multisectorielles Hamilton (« HDIV »)**

Placement de parts de catégorie E

FNB amélioré services publics Hamilton (« HUTS »)

Placement de parts de catégorie E

Dans les présentes, HCAL, HDIV et HUTS sont désignés collectivement les « **FNB** » et individuellement, un « **FNB** ». Le présent prospectus autorise le placement de parts de catégorie E des FNB (aussi appelées les « **parts** » dans les présentes).

Les FNB sont des organismes de placement collectif (OPC) négociés en bourse constitués selon les lois de l'Ontario et sont également des OPC alternatifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (aussi appelés les « **FNB alternatifs** » dans les présentes). Le gestionnaire (défini ci-après) peut offrir d'autres fonds négociés en bourse aux termes de prospectus distincts.

Il n'y a pas de nombre minimal de parts d'un FNB pouvant être émis. Chaque part d'un FNB représente une participation indivise et égale dans l'actif du FNB. Les parts de chaque FNB seront offertes à un prix correspondant à la valeur liquidative de ces parts qui est déterminée après la réception de l'ordre de souscription. La monnaie de base de chaque FNB est le dollar canadien.

Le gestionnaire, le conseiller en valeurs et le fiduciaire des FNB est Hamilton Capital Partners Inc. (« **Hamilton ETFs** », le « **gestionnaire** », le « **conseiller en valeurs** » ou le « **fiduciaire** »). Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB » à la page 54.

La Bourse de Toronto (la « **TSX** ») a approuvé conditionnellement l'inscription à sa cote des parts de HUTS (aussi appelé le « **nouveau FNB** »). L'inscription du nouveau FNB est subordonnée au respect par le nouveau FNB de toutes

les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 15 août 2023. Les parts de HCAL et de HDIV sont actuellement inscrites et négociées à la TSX.

Objectifs de placement

HCAL

L'objectif de placement de HCAL est de reproduire, dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple du rendement d'un indice de banques canadiennes à pondération variable fondé sur des règles. En particulier, le FNB cherche à reproduire un multiple de 1,25 fois le rendement de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion (ou de tout indice lui succédant).

HCAL aura recours au levier financier. Le levier financier peut être créé au moyen d'emprunts en espèces et ne doit pas dépasser les limites d'utilisation du levier financier décrites aux présentes ou autrement permises par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

HDIV

HDIV a pour objectif de placement de fournir un revenu mensuel intéressant et une croissance du capital à long terme au moyen d'un portefeuille multisectoriel diversifié composé principalement de FNB d'options d'achat couvertes axés sur le Canada.

HDIV aura recours à l'effet de levier pour faire en sorte qu'il réalise son objectif de placement. Le levier financier sera créé au moyen d'emprunts en espèces ou d'une autre manière permise par les lois sur les valeurs mobilières applicables. L'effet de levier global maximal du FNB amélioré vente d'options d'achat couvertes multisectorielles Hamilton ne sera pas supérieur à environ 25 % de sa valeur liquidative.

HUTS

L'objectif de placement de HUTS est de reproduire dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple de 1,25 fois le rendement d'un indice de services publics fondé sur des règles.

HUTS aura recours à l'effet de levier pour réaliser son objectif de placement. L'effet de levier sera créé au moyen d'emprunts de fonds ou comme le permettent par ailleurs les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Voir la rubrique « Objectifs de placement » à la page 16.

Les FNB sont assujettis à certaines restrictions en matière de placement. Voir la rubrique « Restrictions en matière de placement » à la page 24.

Sous réserve, dans le cas du nouveau FNB, de l'obtention de toutes les approbations nécessaires de la TSX, les investisseurs pourront acheter ou vendre des parts des FNB à la TSX par l'intermédiaire de courtiers inscrits dans la province ou le territoire de résidence de l'investisseur. Les investisseurs pourraient se voir imputer des frais de courtage d'usage relativement à l'achat ou à la vente de parts des FNB. Les porteurs de parts peuvent faire racheter tout nombre de parts d'un FNB contre une somme au comptant, sous réserve d'un escompte au rachat, ou peuvent faire racheter un nombre prescrit de parts (le « **nombre prescrit de parts** ») d'un FNB ou un lot correspondant à un multiple du nombre prescrit de parts du FNB, en contrepartie d'une somme au comptant correspondant à la valeur liquidative de ce nombre de parts du FNB, sous réserve de tous frais de rachat. Voir la rubrique « Échange et rachat de parts » à la page 44.

Chaque FNB émet des parts directement au courtier désigné et aux courtiers (chacune de ces expressions étant définie ci-après).

Aucun courtier désigné, courtier ou contrepartie (termes définis ci-après) n'a participé à l'établissement du présent prospectus ni n'en a examiné le contenu. Les autorités de réglementation des valeurs mobilières (expression définie

ci-après) ont rendu une décision qui dispense les FNB de l'exigence d'inclure une attestation d'un preneur ferme dans le prospectus. Le courtier désigné, les courtiers ou les contreparties ne sont pas des preneurs fermes des FNB dans le cadre du placement par les FNB de leurs parts par voie du présent prospectus.

Pour un exposé des risques associés à un placement dans des parts des FNB, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » à la page 26.

Bien que les FNB constituent des organismes de placement collectif en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et que chaque FNB soit considéré comme un organisme de placement collectif distinct aux termes de ces lois, certaines dispositions de ces lois et des politiques des autorités de réglementation des valeurs mobilières applicables aux organismes de placement collectif classiques et conçues pour protéger les investisseurs qui achètent des titres d'organismes de placement collectif ne s'appliquent pas aux FNB.

De plus, chaque FNB (comme il est indiqué ci-dessus, chaque FNB est également appelé dans les présentes un « FNB alternatif ») est différent de la majorité des autres fonds négociés en bourse, car chacun est un OPC alternatif, au sens du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (le « Règlement 81-102 »). Chacun est autorisé à utiliser des stratégies généralement interdites aux organismes de placement collectif traditionnels. Ces stratégies comprennent la capacité d'investir plus de 10 % de sa valeur liquidative dans des titres d'un seul émetteur, la capacité d'emprunter des liquidités, de vendre à découvert au-delà des limites prescrites pour les organismes de placement collectif traditionnels et d'utiliser un levier financier. Même si ces stratégies sont utilisées uniquement en conformité avec les objectifs et les stratégies de placement d'un FNB, pendant certaines conjonctures du marché, elles peuvent accélérer le risque qu'un placement dans les parts d'un FNB diminue de valeur.

CES BRÈVES INDICATIONS NE SUFFISENT PAS À VOUS INFORMER DE TOUS LES RISQUES ET DE TOUS LES AUTRES ASPECTS IMPORTANTS D'UN PLACEMENT DANS DES PARTS DES FNB. AVANT D'EFFECTUER UN PLACEMENT DANS LES PARTS DES FNB, UN INVESTISSEUR DEVRAIT LIRE ATTENTIVEMENT LE PRÉSENT PROSPECTUS, NOTAMMENT LA DESCRIPTION DES PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE DES FNB À LA PAGE 26.

Les inscriptions et les transferts de parts d'un FNB sont effectués uniquement au moyen du système d'inscription en compte administré par Services de dépôt et de compensation CDS inc. Les propriétaires véritables n'ont pas le droit de recevoir les certificats matériels attestant de leur propriété.

Il est ou sera possible de trouver d'autres renseignements sur un FNB dans ses derniers états financiers annuels déposés, accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant, les états financiers intermédiaires de ce FNB déposés après ces états financiers annuels, ses derniers rapports annuel et intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds déposés et le dernier aperçu du FNB déposé à l'égard de ce FNB. Ces documents sont ou seront intégrés par renvoi dans le présent prospectus, de sorte qu'ils en feront légalement partie intégrante. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique « Documents intégrés par renvoi » à la page 70.

Vous pouvez obtenir sur demande et sans frais un exemplaire de ces documents en communiquant avec le gestionnaire au numéro 416 941-9888, ou en vous adressant à votre courtier en valeurs. On peut ou pourra également obtenir ces documents sur le site Web désigné des FNB, à l'adresse www.hamiltonetfs.com, ou en communiquant avec le gestionnaire à l'adresse électronique etf@hamiltonetfs.com. On peut ou pourra obtenir ces documents et d'autres renseignements concernant les FNB sur le site Web de SEDAR (le Système électronique de données, d'analyse et de recherche), à l'adresse www.sedar.com.

**Hamilton Capital Partners Inc.
55 York Street, Suite 1202
Toronto (Ontario) M5J 1R7**

**Tél. : 416 941-9888
Courriel : etf@hamiltonetfs.com
Télec. : 416 941-9801**

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
SOMMAIRE DU PROSPECTUS	I	Statut des FNB.....	49
GLOSSAIRE.....	12	Imposition des FNB.....	49
VUE D'ENSEMBLE DE LA		Imposition des porteurs.....	51
STRUCTURE JURIDIQUE DES FNB.....	16	Imposition des régimes enregistrés.....	52
OBJECTIFS DE PLACEMENT	16	Échange de renseignements fiscaux.....	53
RENSEIGNEMENTS		Incidences fiscales de la politique en	
SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INDICE.....	17	matière de distributions d'un FNB.....	53
Généralités	17	MODALITÉS D'ORGANISATION ET	
Rééquilibrage.....	17	DE GESTION DES FNB.....	54
Remplacement des indices – FNB indiciels.....	18	Gestionnaire des FNB.....	54
STRATÉGIES DE PLACEMENT.....	18	Dirigeants et administrateurs du	
Aperçu	18	gestionnaire.....	54
Stratégies générales de placement	20	Propriété des titres du gestionnaire.....	54
APERÇU DES SECTEURS DANS		Obligations et services du gestionnaire.....	54
LESQUELS LES FNB INVESTISSENT.....	23	Obligations et services du conseiller en	
RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE		valeurs.....	55
PLACEMENT.....	24	Le courtier désigné	56
Généralités	24	Conflits d'intérêts	57
Restrictions fiscales en matière de		Comité d'examen indépendant	58
placement.....	24	Le fiduciaire.....	58
FRAIS.....	25	Administrateur.....	59
Frais payables par les FNB.....	25	Dépositaire.....	59
Frais directement payables par les porteurs		Courtier de premier ordre	59
de parts.....	26	Auditeurs	60
FACTEURS DE RISQUE.....	26	Agent d'évaluation.....	60
NIVEAUX DE RISQUE DES FNB.....	39	Agent chargé de la tenue des registres et	
POLITIQUE EN MATIÈRE DE		agent des transferts	60
DISTRIBUTIONS.....	41	Promoteur	60
Régime de réinvestissement des		Mandataire d'opérations de prêt de titres.....	60
distributions	41	CALCUL DE LA VALEUR	
ACHATS DE PARTS.....	42	LIQUIDATIVE.....	60
Placement initial dans le FNB	42	Politiques et procédures d'évaluation des	
Placement permanent.....	42	FNB	61
Émission de parts d'un FNB.....	43	Communication de l'information sur la	
Achat et vente de parts d'un FNB.....	43	valeur liquidative	62
Points particuliers que devraient examiner		CARACTÉRISTIQUES DES TITRES	62
les porteurs de parts	44	Description des titres faisant l'objet du	
ÉCHANGE ET RACHAT DE PARTS.....	44	placement.....	62
Échange de parts à la valeur liquidative		Rachat de parts contre une somme au	
par part contre des paniers de titres ou une		comptant	63
somme au comptant	44	Modification des modalités.....	63
Rachat de parts d'un FNB contre une		QUESTIONS TOUCHANT LES	
somme au comptant	45	PORTEURS DE PARTS.....	63
Interruption des rachats.....	45	Assemblées des porteurs de parts	63
Coûts associés aux rachats.....	46	Questions nécessitant l'approbation des	
Frais de création.....	46	porteurs de parts.....	63
Attribution des revenus et des gains en		Modifications apportées à la déclaration de	
capital aux porteurs faisant racheter leurs		fiducie	65
parts	46	Rapports aux porteurs de parts.....	66
Usage exclusif du système d'inscription en		DISSOLUTION DES FNB.....	66
compte	46	Procédure au moment de la dissolution	66
Opérations à court terme.....	47	MODE DE PLACEMENT.....	67
PLACEMENTS ANTÉRIEURS	47	ENTENTES DE COURTAGE	67
INCIDENCES FISCALES.....	48		

TABLE DES MATIÈRES

	Page
RELATION ENTRE LES FNB ET LES COURTIERS	67
PRINCIPAUX PORTEURS DE PARTS DES FNB	67
INFORMATION SUR LE VOTE PAR PROCURATION RELATIF AUX TITRES EN PORTEFEUILLE	67
CONTRATS IMPORTANTS	68
CONVENTION DE LICENCE	68
Modalités de la convention de licence	68
Renseignements sur les marques de commerce et déni de responsabilité du fournisseur d'indices.....	69
POURSUITES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES	69
EXPERTS.....	69
DISPENSES ET APPROBATIONS.....	69
AUTRES FAITS IMPORTANTS	69
Déclaration de renseignements à l'échelle internationale	69
DROITS DE RÉOLUTION DU SOUSCRIPTEUR OU DE L'ACQUÉREUR ET SANCTIONS CIVILES.....	70
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI	70
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS.....	71
ATTESTATION DU FNB, DU GESTIONNAIRE ET DU PROMOTEUR.....	76

SOMMAIRE DU PROSPECTUS

Le texte suivant est un sommaire des principales caractéristiques du placement et doit être lu en tenant compte des renseignements détaillés ainsi que des données et des états financiers qui sont présentés dans le corps du texte du présent prospectus ou intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Les termes clés non définis dans ce résumé le sont dans le glossaire.

Les FNB

Les FNB sont des organismes de placement collectif (OPC) négociés en bourse constitués selon les lois de l'Ontario et sont également des OPC alternatifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (les FNB sont aussi appelés les « **FNB alternatifs** » dans les présentes). Le présent prospectus autorise le placement de parts de catégorie E des FNB (aussi appelées les « **parts** » dans les présentes).

Il n'y a pas de nombre minimal de parts d'un FNB qui peut être émis. Chaque part d'un FNB représente une participation indivise et égale dans l'actif du FNB. La monnaie de base de chacun des FNB est le dollar canadien. Les parts de chaque FNB seront offertes à un prix correspondant à la valeur liquidative de ces parts qui est déterminée après la réception de l'ordre de souscription.

Voir la rubrique « Vue d'ensemble de la structure juridique du FNB » à la page 16.

Objectifs de placement

HCAL

L'objectif de placement de HCAL est de reproduire, dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple du rendement d'un indice de banques canadiennes à pondération variable fondé sur des règles. En particulier, le FNB cherche à reproduire un multiple de 1,25 fois le rendement de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion (ou de tout indice lui succédant).

HCAL aura recours au levier financier. Le levier financier peut être créé au moyen d'emprunts en espèces et ne doit pas dépasser les limites d'utilisation du levier financier décrites aux présentes ou autrement permises par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

HDIV

HDIV a pour objectif de placement de fournir un revenu mensuel intéressant et une croissance du capital à long terme au moyen d'un portefeuille multisectoriel diversifié composé principalement de FNB d'options d'achat couvertes axés sur le Canada.

HDIV aura recours à l'effet de levier pour faire en sorte qu'il réalise son objectif de placement. Le levier financier sera créé au moyen d'emprunts en espèces ou d'une autre manière permise par les lois sur les valeurs mobilières applicables. L'effet de levier global maximal du FNB amélioré vente d'options d'achat couvertes multisectorielles Hamilton ne sera pas supérieur à environ 25 % de sa valeur liquidative.

HUTS

L'objectif de placement de HUTS est de reproduire, dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple de 1,25 fois le rendement d'un indice de services publics fondé sur des règles.

HUTS aura recours à l'effet de levier pour réaliser son objectif de placement. L'effet de levier sera créé au moyen d'emprunts de fonds ou comme le permettent par ailleurs les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Voir les rubriques « Objectifs de placement » à la page 16 et « Stratégies de placement » à la page 18.

Facteurs de risque

Un placement dans des parts d'un FNB peut être spéculatif et être assorti d'un niveau élevé de risque et pourrait ne s'adresser qu'aux personnes qui sont en mesure d'assumer la perte de l'intégralité de leur placement. Les investisseurs éventuels devraient étudier les risques suivants, entre autres, avant de souscrire des parts d'un FNB.

- Risque d'organisme de placement collectif alternatif
- Risque de levier
- Risque de technique d'investissement dynamique
- Aucune garantie quant à l'atteinte de l'objectif de placement
- Risque de marché
- Risque lié aux émetteurs
- Risques liés aux titres de participation
- Risques liés aux ventes à découvert
- Risque lié aux lois et à la réglementation
- Risque lié à la cybersécurité
- Risque lié aux dérivés
- Risque lié à la valeur liquidative correspondante
- Risque lié à la suspension des souscriptions
- Risque de distribution
- Risque lié au courtier désigné et aux courtiers
- Dépendance envers le personnel clé
- Conflits d'intérêts potentiels
- Risque de contrepartie
- Risque d'interdictions d'opérations sur titres
- Absence de propriété
- Risque de change
- Risque de clôture précoce
- Prix de rachat
- Risque lié à la volatilité du prix des marchandises – HUTS
- Risque des sociétés de services publics – HUTS
- Risque lié au pétrole et au gaz – HUTS
- Risque lié au secteur des télécommunications – HUTS
- Risque lié à la concentration – HCAL, HUTS
- Risque lié à l'utilisation des données historiques
- Risque de liquidité
- Risque fiscal
- Risque lié aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres
- Risque lié à un placement dans un fonds de fonds
- Risque lié aux fonds négociés en bourse
- Absence de marché actif et d'antécédents d'exploitation
- Risque lié au courtier de premier ordre
- Aucun rendement garanti
- Approbation de l'inscription par la TSX – HUTS
- Risque de marché volatil

- Rendement des banques et des institutions financières – HCAL
- Risques liés aux bourses étrangères
- Risque lié aux marchés étrangers
- Risque lié à la méthode d'échantillonnage – FNB indiciels
- Risque d'erreur dans la reproduction ou le suivi de l'indice – FNB indiciels
- Risque lié à la stratégie de placement de l'indice – FNB indiciels
- Risque lié au rééquilibrage et à l'ajustement – FNB indiciels
- Calcul et dissolution de l'indice – FNB indiciels

Voir la rubrique « Facteurs de risque » à la page 26.

Stratégies de placement

HCAL

HCAL tentera d'atteindre son objectif de placement en empruntant des fonds en vue d'investir dans les titres constituant de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion dans les mêmes proportions que celles qu'ils représentent dans cet indice ou en investissant dans ce qui constitue un échantillon représentatif des titres constituant de cet indice et en les détenant afin de reproduire environ 1,25 fois le rendement de cet indice. Au lieu ou en plus d'investir dans les titres constituant de l'indice et de les détenir, HCAL peut également investir dans d'autres titres, y compris d'autres fonds (définis aux présentes) afin d'obtenir une exposition aux titres constituant de l'indice d'une façon qui est conforme à l'objectif de placement de HCAL. HCAL peut également détenir des espèces et des quasi-espèces ou d'autres instruments du marché monétaire afin de s'acquitter de ses obligations.

L'exposition globale maximale du FNB aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de la valeur liquidative du FNB; ainsi, le ratio de levier financier (défini aux présentes) du FNB ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci.

L'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion se compose de titres de sociétés cotées à des bourses canadiennes qui appartiennent au secteur diversifié des banques. Les titres constituant sont assujettis à des critères minimaux en matière de capitalisation boursière et de liquidité et sont rééquilibrés trimestriellement (ou à toute autre fréquence que le fournisseur d'indices peut fixer à l'occasion) conformément à une stratégie de repondération fondée sur des règles. Les titres constituant sont les titres des six plus importantes banques canadiennes, selon leur capitalisation boursière, cotées à la Bourse de Toronto ou à une autre bourse de valeurs reconnue au Canada. À l'heure actuelle, ces banques sont la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale du Canada et La Banque Toronto-Dominion. La stratégie de repondération est fondée sur les tendances historiques à long terme de retour à la moyenne observées dans le secteur. La stratégie de retour à la moyenne fondée sur des règles de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion vise à rééquilibrer le portefeuille trimestriellement (ou à toute autre fréquence que le fournisseur d'indices peut fixer à l'occasion) (une « **date de rééquilibrage de HCAL** ») en fonction de l'écart en pourcentage entre le cours de l'action de chaque banque et son cours moyen sur 200 jours (ou toute autre mesure pouvant être déterminée par le fournisseur d'indices de temps à autre) (le « **cours moyen de HCAL** »). À une date de rééquilibrage de HCAL, le fournisseur d'indices établit i) les trois banques qui affichent le plus faible écart en pourcentage entre leur cours ce jour-là et le cours moyen de HCAL, et ces banques seront « surpondérées » de façon à représenter chacune environ 26,5 % de l'indice, ii) les trois banques qui affichent le plus grand écart en pourcentage entre leur cours ce jour-là et le cours moyen de HCAL, et ces banques seront « sous-pondérées » de façon à ce qu'elles représentent chacune environ 6,5 % de l'indice. Ces pondérations du portefeuille sont maintenues jusqu'à la date de rééquilibrage de HCAL suivante, soit la date à laquelle le processus de rééquilibrage est répété. Il est possible d'obtenir de plus amples

renseignements sur l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion et ses émetteurs constituants sur le site Web de Solactive AG à l'adresse www.solactive.com.

Sur la base d'un effet de levier, le FNB peut donc investir jusqu'à environ : i) 33,3 % de sa valeur liquidative dans un titre bancaire surpondéré; et ii) 8,3 % de sa valeur liquidative dans un titre bancaire sous-pondéré.

Pour mettre en œuvre la stratégie de placement susmentionnée, le gestionnaire, agissant pour le compte du FNB, a obtenu des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières une dispense de l'application de la restriction en matière de concentration énoncée au paragraphe 2.1 (1.1) du Règlement 81-102, sous réserve des modalités énoncées dans cette dispense. Voir la rubrique « Risque lié à la concentration » à la page 33.

HDIV

HDIV tente d'atteindre son objectif de placement en empruntant des fonds pour investir dans un portefeuille diversifié et multisectoriel composé principalement de FNB d'options d'achat couvertes axés sur le Canada. HDIV peut également détenir des espèces et des quasi-espèces ou d'autres instruments du marché monétaire afin de s'acquitter de ses obligations.

L'exposition globale maximale de HDIV aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de sa valeur liquidative; ainsi, le ratio de levier financier de ce FNB ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci.

Le gestionnaire s'attend à ce que les avoirs globaux de HDIV soient diversifiés par secteur et que l'accent soit mis sur le rendement, compte tenu également de la composition sectorielle du marché canadien et de l'univers des fonds négociés en bourse connexes offerts. Le gestionnaire passera en revue la composition du portefeuille de façon continue à la recherche d'ajouts, de retraits ou de substitutions possibles qui, à son appréciation, seraient avantageux pour HDIV et les porteurs de parts de celui-ci. Les motifs à l'appui de tels changements dans la composition du portefeuille pourraient comprendre les suivants : i) une modification des frais de gestion ou du ratio des frais de gestion facturés (déduction faite de toute remise sur les frais); ii) une variation des rendements en distributions, soit en valeur absolue, soit par rapport à des fonds négociés en bourse similaires; iii) une modification de la fréquence de distribution des revenus; iv) une modification de l'objectif de placement; et/ou v) un rendement inférieur par rapport à des fonds négociés en bourse similaires.

HUTS

HUTS tentera d'atteindre son objectif de placement en empruntant des fonds en vue d'investir dans les titres constituants de l'indice Solactive Canadian Utility Services High Dividend (l'« **indice des services publics** ») dans les mêmes proportions que celles qu'ils représentent dans cet indice ou en investissant dans ce qui constitue un échantillon représentatif des titres constituants de cet indice et en les détenant afin de reproduire environ 1,25 fois le rendement de cet indice. Au lieu ou en plus d'investir dans les titres constituants de l'indice et de les détenir, HUTS peut également investir dans d'autres titres, y compris d'autres fonds (définis aux présentes) afin d'obtenir une exposition aux titres constituants de l'indice des services publics d'une façon qui est conforme à son objectif de placement. À l'heure actuelle, on prévoit que HUTS atteindra initialement son objectif de placement en investissant dans des titres d'un autre fonds négocié en bourse approprié géré par Horizons (l'« **autre FNB** »). À l'égard de ce placement, Hamilton ETFs et Horizons ont conclu une convention aux termes de laquelle, sous réserve des modalités qui y sont décrites, l'autre FNB accordera à HUTS une remise de 100 % sur les frais qui composent le ratio des frais de gestion de l'autre FNB payables par HUTS, et Hamilton ETFs versera

à Horizons une partie des frais de gestion que HUTS aura remis à Hamilton. L'une ou l'autre des parties peut résilier cette convention conformément aux modalités de celle-ci.

HUTS peut également détenir de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ou d'autres instruments du marché monétaire afin de respecter ses obligations.

L'exposition globale maximale de HUTS aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de la valeur liquidative de HUTS; ainsi, le ratio de levier financier de ce FNB ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci.

L'indice des services publics est conçu pour offrir une exposition aux sociétés de services publics canadiennes cotées en bourse. Pour être considéré comme admissible à l'indice des services publics, un titre doit respecter des exigences minimales en matière de liquidité, de rendement en dividendes et de capitalisation boursière. Chaque titre sera classé comme appartenant principalement à l'un des sous-secteurs suivants, soit les « services publics » (*Utilities*), les « pipelines » (*Pipelines*) ou les « télécommunications » (*Telecommunications*) (les « **sous-secteurs de l'indice des services publics** »), chaque terme en anglais étant défini par le fournisseur d'indices dans les lignes directrices de l'indice des services publics. À chaque date de rééquilibrage de HUTS (au sens donné à ce terme ci-après), les titres seront classés selon leur capitalisation boursière dans chaque sous-secteur de l'indice des services publics. L'indice des services publics est tenu de comporter un nombre défini d'émetteurs constituants par sous-secteur de l'indice des services publics. Le titre admissible le plus important selon la capitalisation boursière dans chaque catégorie sera inclus dans l'indice des services publics, sous réserve de certaines règles tampon pour les titres existants. L'indice des services publics est habituellement rééquilibré chaque semestre à la clôture des marchés (une « **date de rééquilibrage de HUTS** »). À chaque date de rééquilibrage de HUTS, chaque titre est pondéré de manière égale. Des renseignements supplémentaires sur l'indice des services publics et les émetteurs dont il est composé sont présentés dans les lignes directrices relatives à l'indice, accessibles sur le site Web de Solactive AG au www.solactive.com.

Voir la rubrique « Stratégies de placement » à la page 18.

Effet de levier

À titre d'organisme de placement collectif alternatif, chaque FNB alternatif peut avoir recours à un levier financier. Conformément à la réglementation sur les valeurs mobilières applicable, un organisme de placement collectif alternatif peut créer un effet de levier au moyen d'emprunts en espèces, de ventes à découvert ou d'instruments dérivés. Ces règlements sur les valeurs mobilières prévoient qu'un organisme de placement collectif alternatif, comme un FNB alternatif, peut emprunter jusqu'à 50 % de sa valeur liquidative et vendre des titres à découvert, de sorte que la valeur marchande globale des titres vendus à découvert sera limitée à 50 % de sa valeur liquidative. L'utilisation combinée de ventes à découvert et d'emprunts de fonds par un FNB alternatif est assujettie à une limite globale de 50 % de sa valeur liquidative. À l'heure actuelle, chaque FNB alternatif prévoit d'atteindre son objectif de placement et de créer un effet de levier au moyen d'emprunts. Bien que les FNB ne prévoient pas de vendre de titres à découvert, ils pourraient le faire à l'avenir si le conseiller en valeurs le juge approprié.

De plus, la réglementation des valeurs mobilières prévoit que l'exposition brute globale d'un organisme de placement collectif alternatif, calculée comme la somme des éléments suivants, ne doit pas dépasser 300 % de la valeur liquidative de l'organisme de placement collectif alternatif : i) la valeur marchande totale des emprunts de fonds; ii) la valeur marchande globale des ventes à découvert physiques visant des titres de capitaux propres, des titres à revenu fixe ou d'autres actifs en portefeuille; et iii) le montant notionnel global des positions sur dérivés visés, à l'exclusion des dérivés visés utilisés aux fins de

couverture. L'effet de levier sera calculé conformément à la méthode prescrite par les lois sur les valeurs mobilières ou à toute dispense de celles-ci.

Nonobstant ce qui précède et les limites permises par les lois, conformément à l'objectif de placement d'un FNB alternatif, l'exposition globale maximale d'un FNB alternatif aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de sa valeur liquidative, de sorte que son ratio de levier ne dépasse pas environ 125 % de la valeur liquidative du FNB alternatif, ou 1,25 fois celle-ci. Comme il est indiqué, il est prévu qu'un tel effet de levier sera créé par le recours à des emprunts en espèces.

L'exposition globale au marché de tous les instruments détenus directement ou indirectement par un FNB alternatif, calculée quotidiennement sur la base de l'évaluation au marché, peut être supérieure à la valeur liquidative du FNB alternatif ainsi qu'aux sommes et aux titres détenus à titre de dépôt de couverture afin d'appuyer les activités de négociation de dérivés du FNB alternatif.

Afin de s'assurer que le risque d'un porteur de parts est limité au capital investi, le ratio de levier financier d'un FNB alternatif sera rééquilibré dans certaines circonstances et lorsque le ratio de levier financier enfreint certaines fourchettes. Plus précisément, le ratio de levier financier d'un FNB alternatif sera rééquilibré à 125 % de la valeur liquidative du FNB alternatif dans les deux jours ouvrables suivant le moment où ce ratio du FNB alternatif s'écartera de 2 % de son objectif de 125 % (c.-à-d., si le ratio de levier financier est inférieur à 123 % ou s'il est supérieur à 127 %).

Le placement

Conformément au Règlement 81-102, le nouveau FNB n'émettra pas de parts auprès du public tant qu'il n'aura pas reçu et accepté des ordres d'une valeur totalisant au moins 500 000 \$ de la part d'investisseurs autres que Hamilton ETFs ou ses administrateurs, ses dirigeants et ses porteurs de titres.

Les parts des FNB sont offertes en permanence par le présent prospectus et il n'est pas nécessaire d'émettre un nombre minimal ou maximal de parts d'un FNB à la fois. Les parts des FNB sont offertes en dollars canadiens. Les parts des FNB sont offertes à un prix correspondant à la valeur liquidative de ces parts établie après la réception de l'ordre de souscription. Voir la rubrique « Mode de placement » à la page 67.

La TSX a approuvé conditionnellement l'inscription à sa cote des parts du nouveau FNB. L'inscription du nouveau FNB est subordonnée au respect par le nouveau FNB de toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 15 août 2023. Les parts de HCAL et de HDIV sont actuellement inscrites et négociées à la TSX.

Voir la rubrique « Caractéristiques des titres » à la page 67.

Ententes de courtage

Sous réserve de l'approbation écrite préalable du gestionnaire, le conseiller en valeurs est autorisé à ouvrir, à tenir, à modifier et à fermer des comptes de courtage au nom de chaque FNB.

Considérations particulières pour les acheteurs

Les dispositions relatives au « système d'alerte » qui sont énoncées dans la législation canadienne sur les valeurs mobilières ne s'appliquent pas dans le cadre de l'acquisition de parts d'un FNB. De plus, chaque FNB peut se prévaloir d'une dispense accordée par les autorités de réglementation des valeurs mobilières permettant à un porteur de parts de ce FNB d'acquiescer plus de 20 % des parts de ce FNB au moyen de souscriptions à la TSX, sans égard aux exigences relatives aux offres publiques d'achat de la législation canadienne sur les valeurs mobilières applicable.

Les participants du marché sont autorisés à vendre à découvert et à tout prix des parts d'un FNB, sans égard aux Règles universelles d'intégrité du marché qui, en général, interdisent la vente à découvert de titres à la TSX, sauf à un prix égal ou supérieur au dernier prix de vente.

À moins d'en être dispensé par les autorités de réglementation des valeurs mobilières, chaque FNB se conformera à toutes les exigences applicables du Règlement 81-102.

Voir la rubrique « Caractéristiques des titres – Description des titres faisant l'objet du placement » à la page 62.

Distributions et réinvestissement automatique

Il est prévu que les FNB verseront des distributions à leurs porteurs de parts chaque mois. Ces distributions seront versées au comptant, à moins qu'un porteur de parts ne participe au régime de réinvestissement. Les versements de distributions ne sont pas fixes ni garantis. Le gestionnaire peut, à son gré, changer la fréquence ou le montant prévu de ces versements de distributions. Les distributions en espèces sont composées principalement de revenu. Toutefois, elles peuvent comprendre, à l'appréciation du gestionnaire, des gains en capital ou un remboursement de capital.

Les FNB prévoient aussi distribuer une partie suffisante de leurs produits nets des placements (y compris les gains en capital nets) pour ne pas être assujettis à l'impôt sur le revenu canadien pour une année donnée. Des distributions supplémentaires devant faire en sorte qu'un FNB n'ait pas d'impôt canadien à payer, le cas échéant, devraient être versées annuellement à la fin de chaque année, au besoin. Toutes ces distributions seront automatiquement réinvesties pour le compte de chaque porteur de parts dans des parts additionnelles du FNB visé, puis elles seront regroupées, de sorte que le nombre de parts en circulation après la distribution sera le même que celui avant la distribution.

Voir la rubrique « Politique en matière de distributions » à la page 41.

Régime de réinvestissement des distributions

Les porteurs de parts d'un FNB peuvent choisir à tout moment de participer au régime de réinvestissement en communiquant avec l'adhérent de la CDS par l'intermédiaire duquel ils détiennent leurs parts. Aux termes du régime de réinvestissement, les distributions mensuelles ou trimestrielles au comptant, selon le cas, seront affectées à l'acquisition de parts additionnelles du FNB visé, sur le marché ou de la trésorerie, lesquelles seront portées au crédit du porteur de parts par l'entremise de la CDS.

Voir la rubrique « Politique en matière de distributions – Régime de réinvestissement des distributions » à la page 41.

Rachats

En plus de pouvoir vendre des parts d'un FNB à la TSX, les porteurs de parts peuvent :

- a) faire racheter tout nombre de parts de ce FNB contre une somme au comptant, à un prix de rachat par part correspondant à 95 % du cours de clôture des parts du FNB à la TSX le jour de prise d'effet du rachat;
- b) échanger un nombre prescrit de parts ou un lot correspondant à un multiple du nombre prescrit de parts de ce FNB contre des paniers de titres et/ou une somme au comptant correspondant à la valeur liquidative de ce nombre de parts, moins tous frais de rachat.

Voir la rubrique « Échange et rachat de parts » à la page 44.

Incidences fiscales

En général, un porteur de parts d'un FNB sera tenu d'inclure, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le revenu (y compris les gains en capital imposables) que le FNB a versé ou doit verser au porteur de parts au cours de cette année d'imposition (y compris le revenu qui est réinvesti dans des parts additionnelles du FNB).

Un porteur de parts d'un FNB qui dispose d'une part du FNB qui est détenue en tant qu'immobilisations, y compris dans le cadre d'un rachat ou de toute autre opération, réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition (autre que toute somme que le FNB doit payer et qui représente un montant qui, par ailleurs, doit être inclus dans le revenu du porteur de parts), déduction faite des frais de disposition, est supérieur (ou inférieur) au prix de base rajusté de la part du FNB.

Aux termes de la déclaration de fiducie, un FNB peut affecter et désigner tout revenu ou gain en capital qu'il réalise par suite de toute disposition de biens du FNB entreprise pour permettre ou faciliter le rachat de parts pour un porteur faisant racheter ses parts. En outre, chaque FNB a le pouvoir de distribuer, d'attribuer et de désigner tout revenu ou gain en capital du FNB à un porteur de parts ayant fait racheter des parts du FNB pendant l'année, d'un montant correspondant à la quote-part de ce porteur, au moment du rachat, dans le revenu et les gains en capital du FNB pour cette année, ou tout autre montant que le FNB juge raisonnable. Ces attributions réduiront le produit de la disposition pour le porteur de parts faisant racheter ses parts. Un FNB qui est une fiducie de fonds commun de placement aux fins de l'impôt pendant toute une année ne peut réclamer, dans le calcul de son revenu pour l'année, une déduction au titre des montants de revenu qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts, et sa capacité de réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de gains en capital qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts est restreinte. Par conséquent, les montants et la partie imposable des distributions versées aux porteurs ne faisant pas racheter leurs parts d'un FNB pourraient être supérieurs à ce qu'ils auraient été, n'eût été ces règles fiscales.

Chaque investisseur devrait consulter son conseiller fiscal quant aux incidences fiscales fédérales et provinciales d'un placement dans des parts d'un FNB.

Voir la rubrique « Incidences fiscales » à la page 48.

Admissibilité aux fins de placement

Les parts d'un FNB constitueront des placements admissibles en vertu de la LIR pour une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite, un fonds enregistré de revenu de retraite, un régime enregistré d'épargne-invalidité, un régime de participation différée aux bénéficiaires, un régime enregistré d'épargne-études ou un compte d'épargne libre d'impôt, dans la mesure où le FNB est admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement » au sens de la LIR ou que les parts du FNB sont inscrites à la cote d'une « bourse de valeurs désignée » au sens de la LIR.

Documents intégrés par renvoi

Il est ou sera possible de trouver d'autres renseignements sur chaque FNB dans les derniers états financiers annuels et intermédiaires de ce FNB et les derniers rapports annuel et intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds qui auront été déposés à l'égard de ce FNB. Ces documents sont ou seront intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus en font légalement partie intégrante, comme s'ils en constituaient une partie imprimée. Ces documents sont ou seront accessibles au public sur le site Web désigné des FNB à l'adresse www.hamiltonetfs.com et vous pourrez les obtenir sur demande et sans frais en composant sans frais le 416 941-9888 ou en vous adressant à votre courtier en valeurs. Ces documents et d'autres renseignements concernant les FNB sont ou seront également disponibles sur le site Web www.sedar.com. Voir la rubrique « Documents intégrés par renvoi » à la page 70.

Dissolution

Les FNB ne sont pas assortis d'une date de dissolution déterminée, mais peuvent être dissous au gré du gestionnaire conformément aux modalités de la déclaration de fiducie. Un FNB ne sera pas liquidé si la valeur liquidative par part est inférieure à un certain niveau.

Voir « Dissolution des FNB » à la page 66.

Modalités d'organisation et de gestion des FNB

Le gestionnaire, le conseiller en valeurs et le fiduciaire Le gestionnaire, Hamilton Capital Partners Inc., est une société constituée en vertu des lois de la province d'Ontario. Le gestionnaire agit à titre de gestionnaire, de conseiller en valeurs et de fiduciaire de chaque FNB. Il lui incombe de fournir ou de faire fournir les services administratifs et les services de tiers requis par les FNB, et il prend et met à exécution les décisions en matière de placement pour le compte des FNB.

Le bureau principal du gestionnaire est situé au 55 York Street, Suite 1202, Toronto (Ontario) M5J 1R7. Le gestionnaire est inscrit à titre i) de gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador; ii) de courtier sur le marché dispensé en Ontario; et iii) de gestionnaire de portefeuille en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB » à la page 54.

Administrateur Le gestionnaire a retenu les services d'Horizons ETFs Management (Canada) Inc. (« **Horizons** »), société constituée en vertu des lois du Canada, afin que celle-ci l'assiste dans certains aspects de l'administration quotidienne des FNB. Horizons est indépendante du gestionnaire, et ses bureaux sont situés à Toronto, en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Administrateur » à la page 59.

Dépositaire Compagnie Trust CIBC Mellon est le dépositaire des FNB et est indépendante du gestionnaire. Compagnie Trust CIBC Mellon fournit des services de garde aux FNB. Les bureaux de Compagnie Trust CIBC Mellon sont situés à Toronto, en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Dépositaire » à la page 59.

Courtier de premier ordre Financière Banque Nationale inc., par l'intermédiaire de sa division Banque Nationale Réseau Indépendant (« **FBN** »), fournira aux FNB des services de courtage de premier ordre, y compris, à l'égard des FNB alternatifs, des facilités de marge aux termes d'une convention de services de garde et de valeurs mobilières. FBN est indépendante du gestionnaire. Elle fournira des prêts sur marge aux FNB alternatifs, ce qui permettra à ceux-ci d'acquérir des titres de participation supplémentaires. La division Banque Nationale Réseau Indépendant de FBN est située à Toronto, en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Courtier de premier ordre » à la page 59.

Auditeurs KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. est responsable de l'audit des états financiers annuels des FNB. Les auditeurs sont indépendants du gestionnaire. Le bureau principal de KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. est situé à Toronto, en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Auditeurs » à la page 60.

Agent d'évaluation Les services de Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon ont été retenus pour que celle-ci fournisse des services de comptabilité et d'évaluation aux FNB. Les bureaux de Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon sont situés à Toronto, en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Agent d'évaluation » à la page 60.

Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts Fiducie TSX est l'agent chargé de la tenue des registres et l'agent des transferts à l'égard des parts des FNB conformément à une convention relative à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts conclue par les FNB. Compagnie Trust TSX est indépendante du gestionnaire. Compagnie Trust TSX est située à Toronto, en Ontario. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts » à la page 60.

Promoteur Hamilton ETFs est également le promoteur des FNB. Hamilton ETFs a pris l'initiative de créer et d'organiser les FNB et, par conséquent, elle est le promoteur des FNB au sens des

lois sur les valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Promoteur » à la page 60.

Agent de prêt de titres

The Bank of New York Mellon sera le mandataire d'opérations de prêt de titres des FNB. Les bureaux de la Bank of New York Mellon sont situés à New York. Voir la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Agent de prêt de titres » à la page 60.

Site Web désigné

Tout fonds d'investissement est tenu d'afficher certains documents d'information réglementaires sur un site Web désigné. Le site Web désigné des FNB auxquels ce document se rapporte se trouve à l'adresse suivante : www.hamiltonetfs.com.

Sommaire des frais

Le tableau suivant présente les frais payables par les FNB et ceux que les porteurs de parts peuvent devoir payer s'ils effectuent un placement dans un FNB. Les porteurs de parts peuvent devoir payer directement certains de ces frais. Si un FNB doit payer certains de ces frais, cela réduira la valeur d'un placement dans le FNB.

Frais payables par les FNB

Type de frais

Description

Frais de gestion

Les FNB versent au gestionnaire les frais de gestion annuels suivants.

FNB	Catégorie	Frais de gestion
HCAL	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HCAL, ainsi que les taxes de vente
HDIV	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HDIV, ainsi que les taxes de vente
HUTS	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HUTS, ainsi que les taxes de vente

Les frais de gestion sont calculés et cumulés quotidiennement et sont payables mensuellement à terme échu.

Distributions de frais de gestion

Le gestionnaire peut, à son gré, exiger des frais réduits par rapport aux frais qu'il aurait autrement le droit de recevoir d'un FNB à l'égard de placements importants dans le FNB par les porteurs de parts. Cette réduction sera fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment du montant investi, du total des actifs sous gestion du FNB et de l'importance prévue des mouvements du compte. Dans ces cas, une somme correspondant à la différence entre les frais autrement exigibles et les frais réduits sera distribuée aux porteurs de parts qui y ont droit au titre de distributions de frais de gestion.

Voir la rubrique « Frais » à la page 25.

Frais d'exploitation

À moins que le gestionnaire n'y renonce ou ne les rembourse, l'ensemble des frais d'exploitation incombent à un FNB, notamment (sans s'y limiter) les frais de gestion, les honoraires d'audit, les frais liés aux services offerts par le fiduciaire et le dépositaire, les frais d'administration, les coûts associés à l'évaluation, à la comptabilité et à la tenue de registres, les frais juridiques, les frais autorisés relatifs à la préparation et au dépôt de prospectus, les coûts liés à l'envoi de documents aux porteurs de parts, les droits

d'inscription à la cote et les frais annuels connexes, les frais de licence de l'indice, les frais payables à la CDS, les frais bancaires et les intérêts, les dépenses extraordinaires, les coûts liés à la préparation de rapports et à la prestation de services à l'intention des porteurs de parts, les frais d'emprunt (s'il y a lieu), les honoraires de l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts, les coûts associés au CEI, l'impôt sur le revenu, les taxes de vente, les commissions et les frais de courtage, ainsi que les retenues d'impôt.

Voir la rubrique « Frais » à la page 25.

Frais d'émission

À l'exception des frais d'organisation initiaux d'un FNB, celui-ci assume tous les frais relatifs à l'émission de ses parts.

Voir la rubrique « Frais » à la page 25.

Frais directement payables par les porteurs de parts

Frais de rachat et frais de création

Le gestionnaire peut, à son gré, exiger des porteurs de parts d'un FNB des frais de rachat correspondant au plus à 0,25 % du produit de rachat. Les souscriptions en espèces effectuées par des courtiers ou le courtier désigné peuvent, au gré du gestionnaire, être assujetties à des frais de création pouvant atteindre 0,25 % de la valeur de l'ordre de souscription en espèces, payables au FNB.

Voir la rubrique « Échange et rachat de parts » à la page 44.

GLOSSAIRE

Les termes suivants sont définis comme suit :

« **Accord** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Autres faits importants »;

« **adhérent de la CDS** » désigne un adhérent de la CDS qui détient des droits sur des parts pour le compte des propriétaires véritables de ces parts;

« **administrateur** » désigne Horizons, en sa qualité d'administrateur de chaque FNB aux termes de la convention d'administration;

« **agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts** » désigne la Fiducie TSX;

« **ARC** » désigne l'Agence du revenu du Canada;

« **autorités de réglementation des valeurs mobilières** » désigne la commission des valeurs mobilières ou l'autorité de réglementation similaire de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada qui sont chargées d'administrer la législation canadienne sur les valeurs mobilières qui y sont en vigueur;

« **autre fonds** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Stratégies de placement – Placements dans d'autres fonds d'investissement »;

« **CDS** » désigne Services de dépôt et de compensation CDS Inc.;

« **CEI** » désigne le comité d'examen indépendant des FNB, établi conformément aux exigences du Règlement 81-107;

« **CELI** » désigne un compte d'épargne libre d'impôt au sens de la LIR;

« **CIBC Mellon titres mondiaux** » désigne la Compagnie de services de titres mondiaux CIBC Mellon;

« **CIBC Mellon Trust** » désigne la Compagnie Trust CIBC Mellon;

« **conseiller en valeurs** » désigne Hamilton ETFs, en sa qualité de conseiller en valeurs des FNB aux termes de la déclaration de fiducie;

« **contrat de courtage** » désigne un contrat conclu entre le gestionnaire, au nom d'un FNB, et un courtier;

« **contrat de courtier désigné** » désigne un contrat conclu entre le gestionnaire, au nom d'un FNB, et le courtier désigné;

« **convention d'administration** » désigne la convention d'administration datée du 15 janvier 2016, en sa version modifiée de temps à autre, conclue entre le gestionnaire, en sa qualité de gestionnaire et de fiduciaire des FNB, et Horizons;

« **convention de dépôt** » désigne la convention-cadre relative aux services de dépôt datée du 21 décembre 2015, dans sa version modifiée de temps à autre, conclue entre le gestionnaire, en sa qualité de gestionnaire et de fiduciaire des FNB, et Compagnie Trust CIBC Mellon;

« **convention de licence** » désigne la convention de licence datée du 24 avril 2020, en sa version modifiée par les programmes d'ordre respectivement datés du 16 septembre 2020, du 1^{er} juillet 2021 et du 17 août 2022, conclue entre Hamilton ETFs, en son propre nom et pour le compte des FNB, et le fournisseur d'indices;

« **convention de mandat** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Mandataire d'opérations de prêt de titres »;

« **courtier de premier ordre** » désigne la Financière Banque Nationale inc. ou tout successeur de celle-ci ou tout courtier de premier ordre supplémentaire nommé par le gestionnaire à l'occasion;

« **courtier désigné** » désigne un courtier inscrit ayant conclu un contrat de courtier désigné avec le gestionnaire, au nom d'un FNB, aux termes duquel le courtier désigné convient d'exercer certaines fonctions à l'égard du FNB;

« **courtier** » désigne un courtier inscrit (qui est ou non le courtier désigné) ayant conclu un contrat de courtage avec le gestionnaire, pour le compte des FNB, aux termes duquel le courtier souscrit des parts des FNB comme il est décrit à la rubrique « Achats de parts »;

« **date de clôture des registres aux fins des distributions** » désigne une date fixée par le gestionnaire comme date de clôture des registres pour déterminer les porteurs de parts d'un FNB ayant droit au versement d'une distribution d'un FNB;

« **date de paiement** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Politique en matière de distributions »;

« **déclaration de fiducie** » désigne la convention cadre de fiducie modifiée et mise à jour conclue par le fiduciaire en date du 17 août 2022, telle qu'elle peut être modifiée à nouveau par celui-ci;

« **dépositaire** » désigne CIBC Mellon Trust, en sa qualité de dépositaire des FNB aux termes de la convention de dépôt;

« **distribution de frais de gestion** », expression décrite à la rubrique « Frais », désigne un montant correspondant à la différence entre les frais de gestion que le gestionnaire peut exiger et une commission réduite qu'il détermine, à sa discrétion, de temps à autre, et qui est distribuée trimestriellement en espèces aux porteurs de parts d'un FNB qui détiennent des investissements importants dans le FNB;

« **FERR** » désigne un fonds enregistré de revenu de retraite au sens de la LIR;

« **fiduciaire** » désigne Hamilton ETFs, en sa qualité de fiduciaire des FNB aux termes de la déclaration de fiducie;

« **FLRP** » désigne un fait lié à la restriction de pertes au sens donné à ce terme dans la LIR;

« **FNB acceptable** » a le sens qui est attribué à cette expression dans la rubrique « Achats de parts »;

« **FNB alternatifs** » désigne tous les FNB et « **FNB alternatif** » désigne l'un d'entre eux;

« **FNB indiciels** » désigne collectivement HUTS et HCAL; « **FNB indiciel** » désigne l'un d'entre eux;

« **FNB** » désigne, collectivement, HUTS, HCAL et HDIV, et, individuellement, l'un d'entre eux;

« **fournisseur d'indices** » désigne Solactive AG, tiers fournisseur des indices;

« **frais de gestion** » désigne les frais de gestion annuels qu'un FNB verse au gestionnaire et qui correspondent à un pourcentage de la valeur liquidative de la catégorie applicable d'un FNB, lesquels sont calculés et cumulés quotidiennement et payables mensuellement à terme échu;

« **gain en capital imposable** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Incidences fiscales – Imposition des porteurs »;

« **gestionnaire** » désigne Hamilton ETFs en sa qualité de gestionnaire des FNB aux termes de la déclaration de fiducie;

« **Hamilton ETFs** » désigne Hamilton Capital Partners Inc.;

« **HCAL** » désigne FNB amélioré banques canadiennes Hamilton;

« **HDIV** » désigne FNB amélioré vente d'options d'achat couvertes multisectorielles Hamilton;

« **heure d'évaluation** », en ce qui concerne un FNB, signifie 16 h (HNE) un jour d'évaluation;

« **Horizons** » désigne Horizons ETFs Management (Canada) Inc.;

« **HUTS** » désigne FNB amélioré services publics Hamilton;

« **indice** » ou « **indices** », selon le contexte, désigne un indice de référence ou un indice, fourni par le fournisseur de l'indice, ou un indice alternatif ou de remplacement qui applique des critères essentiellement comparables à ceux actuellement utilisés par le fournisseur d'indices pour l'indice de référence ou l'indice ou un indice successeur qui est ou serait composé de titres constituants identiques ou similaires, qu'un FNB indiciel est susceptible d'utiliser pour atteindre son objectif (à l'heure actuelle, i) pour HCAL, l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion et ii) pour HUTS, l'indice Solactive Canadian Utility Services High Dividend);

« **jour d'évaluation** », en ce qui concerne un FNB, désigne un jour auquel une séance est tenue à la TSX;

« **jour de bourse** » désigne, à l'égard du FNB, un jour i) où une séance de bourse est tenue à la TSX; ii) où la bourse principale pour les titres détenus par le FNB est ouverte aux fins de négociation; iii) qui n'est pas un jour férié;

« **jour férié** » désigne tout jour ouvrable où les banques de dépôt aux États-Unis ou au Canada ne sont pas ouvertes;

« **léislation canadienne sur les valeurs mobilières** » désigne les lois sur les valeurs mobilières en vigueur dans les provinces et les territoires du Canada, toutes les règles, les ordonnances et les politiques et tous les règlements pris en application de ces lois, et toutes les normes canadiennes et multilatérales adoptées par les autorités de réglementation des valeurs mobilières dans ces provinces et ces territoires;

« **LIR** » désigne la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), en sa version modifiée de temps à autre;

« **mandataire du régime** » désigne le mandataire du régime de réinvestissement, soit CIBC Mellon Trust;

« **modification fiscale** » désigne une proposition de modification de la législation fiscale du Canada annoncée publiquement par le ministre des Finances (Canada) avant la date des présentes;

« **nombre prescrit de parts** » à l'égard des parts d'un FNB, désigne le nombre prescrit de parts du FNB que le gestionnaire fixe de temps à autre aux fins de souscription ou de rachat de parts du FNB par un courtier ou par un porteur de parts, ou à toutes autres fins que le gestionnaire peut déterminer;

« **norme de diligence en matière de garde** » a la signification attribuée à cette expression dans la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Dépositaire »;

« **nouveau FNB** » désigne le FNB amélioré services publics Hamilton;

« **panier de titres** » ou « **paniers de titres** » désigne un groupe d'actions ou d'autres titres, y compris, mais sans s'y limiter, un ou plusieurs fonds ou titres négociés en bourse, comme le ou les détermine le gestionnaire de temps à autre aux fins d'ordres de souscription, d'échanges, de rachats ou à d'autres fins;

« **participant au régime** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Politique en matière de distributions – Régime de réinvestissement des distributions »;

« **parts visées par le régime** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Politique en matière de distributions – Régime de réinvestissement des distributions »;

« **parts** » désigne les parts catégorie E d'un FNB, le cas échéant, et « **part** » désigne l'une d'entre elles;

« **politique en matière de vote par procuration** » a le sens donné à ce terme à la rubrique « Information sur le vote par procuration relatif aux titres en portefeuille »;

« **porteur de parts** » désigne un porteur de parts d'un FNB;

« **porteur** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Incidences fiscales »;

« **ratio de levier financier** » désigne la valeur notionnelle sous-jacente globale des titres ou des positions en instruments financiers dérivés par rapport au total des actifs détenus par un FNB alternatif;

« **REEE** » désigne un régime enregistré d'épargne-études au sens de la LIR;

« **REEI** » désigne un régime enregistré d'épargne-invalidité au sens de la LIR;

« **REER** » désigne un régime enregistré d'épargne-retraite au sens de la LIR;

« **régime de réinvestissement** » désigne le régime de réinvestissement des distributions pour les FNB, tel qu'il est décrit à la rubrique « Politique en matière de distributions – Régime de réinvestissement des distributions »;

« **régime** » a le sens attribué à ce terme à la rubrique « Incidences fiscales – Statut des FNB »;

« **Règlement 81-102** » désigne le *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*, en sa version modifiée de temps à autre;

« **Règlement 81-107** » désigne le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, en sa version modifiée de temps à autre;

« **rendement indiqué** » désigne le taux de dividende ou le taux de distribution au comptant régulier déclaré le plus récent, annualisé, divisé par le cours actuel de l'action;

« **RPDB** » désigne un régime de participation différée aux bénéfices au sens de la LIR;

« **taxe de vente** » désigne l'ensemble des taxes de vente, des taxes d'utilisation, des taxes sur la valeur ajoutée ou des taxes sur les produits et services provinciales ou fédérales applicables, y compris la TPS/TVH;

« **TPS/TVH** » désigne les taxes exigibles en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise (Canada)* et de ses règlements d'application, tels qu'ils sont modifiés de temps à autre;

« **TSX** » désigne la Bourse de Toronto;

« **valeur liquidative** » désigne la valeur liquidative d'un FNB, telle qu'elle est calculée chaque jour d'évaluation conformément à la déclaration de fiducie.

VUE D'ENSEMBLE DE LA STRUCTURE JURIDIQUE DES FNB

Les FNB sont des organismes de placement collectif constitués en vertu des lois de l'Ontario et sont également des OPC alternatifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (les FNB sont aussi appelés les « **FNB alternatifs** » dans les présentes). Le présent prospectus autorise le placement de parts de catégorie E des FNB (aussi appelées les « **parts** » dans les présentes). Un sommaire des FNB et des parts offertes aux termes des présentes est présenté ci-après.

Nom du FNB	Symbole boursier à la TSX	
	Parts de catégorie E	Type
FNB amélioré banques canadiennes Hamilton	HCAL	organisme de placement collectif alternatif
FNB amélioré vente d'options d'achat couvertes multisectorielles Hamilton	HDIV	organisme de placement collectif alternatif
FNB amélioré services publics Hamilton	HUTS	organisme de placement collectif alternatif

Il n'y a pas de nombre minimal de parts d'un FNB qui peut être émis. Chaque part d'un FNB représente une participation indivise et égale dans l'actif du FNB.

La monnaie de base de chaque FNB est le dollar canadien, et les parts des FNB sont offertes en dollars canadiens. Les parts de chaque FNB seront offertes à un prix correspondant à la valeur liquidative de ces parts qui est déterminée après la réception d'un ordre de souscription.

Le gestionnaire, le conseiller en valeurs et le fiduciaire des FNB est Hamilton Capital Partners Inc. (« **Hamilton ETFs** », le « **gestionnaire** », le « **conseiller en valeurs** » ou le « **fiduciaire** »).

Les FNB ont été créés en vertu de la déclaration de fiducie. Le bureau principal du gestionnaire est situé au 55 York Street, Suite 1202, Toronto (Ontario) M5J 1R7. Puisque les FNB sont aussi des organismes de placement collectif (OPC) alternatifs en vertu de la législation sur les valeurs mobilières canadienne, certaines dispositions de la législation canadienne en valeurs mobilières qui s'appliquent aux organismes de placement collectif traditionnels ne s'appliquent pas aux FNB. En outre, HCAL peut également se prévaloir d'une dispense des autres dispositions des lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent par ailleurs aux organismes de placement collectif traditionnels.

La TSX a approuvé conditionnellement l'inscription à sa cote des parts du nouveau FNB. L'inscription du nouveau FNB est subordonnée au respect par le nouveau FNB de toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 15 août 2023. Les parts de HCAL et de HDIV sont actuellement inscrites et négociées à la TSX.

OBJECTIFS DE PLACEMENT

L'objectif de placement fondamental de chaque FNB est indiqué ci-après. L'objectif de placement fondamental d'un FNB ne peut être changé sans l'approbation des porteurs de parts du FNB. Pour obtenir plus de précisions sur le processus permettant de convoquer une assemblée des porteurs de parts et sur les exigences relatives à l'approbation des porteurs de parts, se reporter à la rubrique « Questions touchant les porteurs de parts » à la page 63.

HCAL

L'objectif de placement de HCAL est de reproduire, dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple du rendement d'un indice de banques canadiennes à pondération variable fondé sur des règles. En particulier, le FNB cherche à reproduire un multiple de 1,25 fois le rendement de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion (ou de tout indice lui succédant).

HCAL aura recours à l'effet de levier pour faire en sorte qu'il réalise son objectif de placement. Le levier financier sera créé au moyen d'emprunts en espèces ou d'une autre manière permise par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

HDIV

HDIV a pour objectif de placement de fournir un revenu mensuel intéressant et une croissance du capital à long terme au moyen d'un portefeuille multisectoriel diversifié composé principalement de FNB d'options d'achat couvertes axés sur le Canada.

HDIV aura recours à l'effet de levier pour réaliser son objectif de placement. L'effet de levier sera créé au moyen d'emprunts de fonds ou comme le permettent par ailleurs les lois sur les valeurs mobilières applicables. L'effet de levier global maximal du FNB amélioré vente d'options d'achat couvertes multisectorielles Hamilton ne sera pas supérieur à environ 25 % de sa valeur liquidative.

HUTS

L'objectif de placement de HUTS est de reproduire dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple de 1,25 fois le rendement d'un indice de services publics fondé sur des règles.

HUTS aura recours à l'effet de levier pour réaliser son objectif de placement. L'effet de levier sera créé au moyen d'emprunts de fonds ou comme le permettent par ailleurs les lois sur les valeurs mobilières applicables.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INDICE

Généralités

Chaque FNB indiciel cherchera à reproduire, dans la mesure du possible et avant déduction des frais, un multiple du rendement d'un indice.

Rééquilibrage

À une date de rééquilibrage (définie ci-après), un indice sera rééquilibré ou rajusté par l'ajout de titres à cet indice ou le retrait de titres de celui-ci. Les pondérations précises du portefeuille qui sont maintenues par chaque indice sont décrites ci-après à la rubrique « Stratégies de placement ».

Afin de s'assurer que le risque d'un porteur de parts est limité au capital investi, le ratio de levier financier d'un FNB alternatif sera rééquilibré dans certaines circonstances et lorsque le ratio de levier financier enfreint certaines fourchettes. Plus précisément, le ratio de levier financier d'un FNB alternatif sera rééquilibré à 125 % de la valeur liquidative du FNB alternatif dans les deux jours ouvrables (une « **date de rééquilibrage de l'effet de levier** ») et avec une date de rééquilibrage de l'indice (définie ci-après), une « **date de rééquilibrage** ») du ratio de levier financier du FNB alternatif évoluant de 2 % loin de son ratio de levier financier cible de 125 % (c.-à-d., si le ratio de levier financier est inférieur à 123 % ou s'il est supérieur à 127 %).

Après une date de rééquilibrage, un FNB acquerra ou cédera généralement le nombre approprié de titres, i) dans le cas d'un FNB indiciel, pour lui permettre de reproduire le multiple approximatif de la pondération

du portefeuille de l'indice applicable et ii) dans le cas de HDIV, pour suivre approximativement les pondérations relatives du portefeuille le jour précédent, ou toute autre pondération que le gestionnaire pourrait choisir à l'occasion, à sa discrétion. Par conséquent, i) des parts d'un FNB pourraient être émises, ou une somme pourrait être versée, en contrepartie de titres constituants de l'indice (dans le cas d'un FNB indiciel) dont le FNB fera l'acquisition, au gré du conseiller en valeurs; et ii) des parts pourraient être échangées contre ces titres qui, selon le conseiller en valeurs, devraient être vendus par le FNB, ou une somme pourrait être versée, au gré du conseiller en valeurs. De façon générale, ces opérations peuvent être effectuées au moyen d'un transfert au FNB de titres constituants dont le FNB devrait faire l'acquisition selon le conseiller en valeurs, ou au moyen d'un transfert des titres qui, de l'avis du conseiller en valeurs, devraient être vendus par le FNB.

Sauf à une date de rééquilibrage, tout placement par un FNB (en raison, par exemple, de souscriptions reçues à l'égard de parts du FNB), le cas échéant, s'effectuera de manière à ce que les titres soient acquis selon des pondérations équivalentes aux pondérations de ces titres dans le portefeuille du FNB, en fonction de leur valeur marchande relative, au moment de ce placement.

Utilisation des indices

Hamilton ETFs et chaque FNB indiciel sont autorisés à utiliser l'indice visé aux termes de la convention de licence décrite ci-après à la rubrique « Convention de licence ». Hamilton ETFs et les FNB indiciels déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude et/ou à l'exhaustivité des indices ou des données qui y sont incluses, et ils ne garantissent pas l'exactitude et/ou l'exhaustivité de ces indices ou de ces données.

Remplacement des indices – FNB indiciels

Sous réserve de toute approbation pouvant être requise des porteurs de parts, Hamilton ETFs peut remplacer un indice par un autre indice qui procure essentiellement la même exposition à la catégorie d'actifs que celle à laquelle un FNB indiciel est exposé à l'heure actuelle. Si Hamilton ETFs remplace l'indice d'un FNB indiciel, ou tout indice remplaçant cet indice, elle diffusera un communiqué dans lequel elle présentera le nouvel indice et fournira une description générale de celui-ci et un énoncé des motifs du changement.

STRATÉGIES DE PLACEMENT

Aperçu

HCAL

HCAL tentera d'atteindre son objectif de placement en empruntant des fonds en vue d'investir dans les titres constituants de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion dans les mêmes proportions que celles qu'ils représentent dans cet indice ou en investissant dans ce qui constitue un échantillon représentatif des titres constituants de cet indice et en les détenant afin de reproduire environ 1,25 fois le rendement de cet indice. Au lieu ou en plus d'investir dans les titres constituants de l'indice et de les détenir, HCAL peut également investir dans d'autres titres, y compris d'autres fonds (définis aux présentes) afin d'obtenir une exposition aux titres constituants de l'indice d'une façon qui est conforme à l'objectif de placement de HCAL. HCAL peut également détenir des espèces et des quasi-espèces ou d'autres instruments du marché monétaire afin de s'acquitter de ses obligations.

L'exposition globale maximale du FNB aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de la valeur liquidative du FNB; ainsi, le ratio de levier financier du FNB ne dépassera pas environ 125 % de la valeur liquidative du FNB, ou 1,25 fois celle-ci (voir les rubriques « Effet de levier » et « Rééquilibrage » pour plus de détails).

L'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion se compose de titres de sociétés cotées à des bourses canadiennes qui appartiennent au secteur diversifié des banques. Les titres constituants sont assujettis à des critères minimaux en matière de capitalisation boursière et de liquidité et sont rééquilibrés trimestriellement (ou à toute autre fréquence que le fournisseur d'indices peut fixer à l'occasion) conformément à une stratégie de pondération fondée sur des règles. Les titres constituants sont les titres des six plus importantes banques

canadiennes, selon leur capitalisation boursière, cotées à la Bourse de Toronto ou à une autre bourse de valeurs reconnue au Canada. À l'heure actuelle, ces banques sont la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale du Canada et La Banque Toronto-Dominion. La stratégie de repondération est fondée sur les tendances historiques à long terme de retour à la moyenne observées dans le secteur. La stratégie de retour à la moyenne fondée sur des règles de l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion vise à rééquilibrer le portefeuille trimestriellement (ou à toute autre fréquence que le fournisseur d'indices peut fixer à l'occasion) (une « **date de rééquilibrage de HCAL** ») en fonction de l'écart en pourcentage entre le cours de l'action de chaque banque et son cours moyen sur 200 jours (ou toute autre mesure pouvant être déterminée par le fournisseur d'indices de temps à autre) (le « **cours moyen de HCAL** »). À une date de rééquilibrage de HCAL, le fournisseur d'indices établit : i) les trois banques qui affichent le plus faible écart en pourcentage entre leur cours ce jour-là et le cours moyen de HCAL, et ces banques seront « surpondérées » de façon à représenter chacune environ 26,5 % de l'indice; ii) les trois banques qui affichent le plus grand écart en pourcentage entre leur cours ce jour-là et le cours moyen de HCAL, et ces banques seront « sous-pondérées » de façon à ce qu'elles représentent chacune environ 6,5 % de l'indice. Ces pondérations du portefeuille sont maintenues jusqu'à la date de rééquilibrage de HCAL suivante, soit la date à laquelle le processus de rééquilibrage est répété. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur l'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion et ses émetteurs constituants sur le site Web de Solactive AG à l'adresse www.solactive.com.

Sur la base d'un effet de levier, le FNB peut donc investir jusqu'à environ : i) 33,3 % de sa valeur liquidative dans un titre bancaire surpondéré; et ii) 8,3 % de sa valeur liquidative dans un titre bancaire sous-pondéré. Comme il est indiqué ci-dessus, sauf à une date de rééquilibrage, tout investissement du FNB (par exemple, après avoir reçu des souscriptions à l'égard de parts du FNB), le cas échéant, sera effectué de telle sorte que les titres seront acquis jusqu'à concurrence des mêmes pondérations que celles qui existent dans le portefeuille du FNB, selon la valeur au marché relative de ces titres au moment de l'investissement.

Pour mettre en œuvre la stratégie de placement susmentionnée, le gestionnaire, agissant pour le compte du FNB, a obtenu des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières une dispense de l'application de la restriction en matière de concentration énoncée au paragraphe 2.1 (1.1) du Règlement 81-102, sous réserve des modalités énoncées dans cette dispense. Voir la rubrique « Risque lié à la concentration » à la page 33.

HDIV

HDIV cherche à atteindre son objectif de placement en empruntant des espèces pour investir dans un portefeuille diversifié et multisectoriel composé principalement de FNB d'options d'achat couvertes axés sur le Canada. HDIV peut également détenir des espèces et des quasi-espèces ou d'autres instruments du marché monétaire afin de s'acquitter de ses obligations.

L'exposition globale maximale de HDIV aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de sa valeur liquidative; ainsi, le ratio de levier financier de ce FNB ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci.

Le gestionnaire s'attend à ce que les avoirs globaux de HDIV soient diversifiés par secteur et que l'accent soit mis sur le rendement, compte tenu également de la composition sectorielle du marché canadien et de l'univers des fonds négociés en bourse connexes offerts. Le gestionnaire passera en revue la composition du portefeuille de façon continue à la recherche d'ajouts, de retraits ou de substitutions possibles qui, à son appréciation, seraient avantageux pour HDIV et les porteurs de parts de celui-ci. Les motifs à l'appui de tels changements dans la composition du portefeuille pourraient comprendre les suivants : i) une modification des frais de gestion ou du ratio des frais de gestion facturés (déduction faite de toute remise sur les frais); ii) une variation des rendements en distributions, soit en valeur absolue, soit par rapport à des fonds négociés en bourse similaires; iii) une modification de la fréquence de distribution des revenus; iv) une modification de l'objectif de placement; et/ou v) un rendement inférieur par rapport à des fonds négociés en bourse similaires.

HUTS

HUTS tentera d'atteindre son objectif de placement en empruntant des fonds en vue d'investir dans les titres constituants de l'indice Solactive Canadian Utility Services High Dividend (l'« **indice des services publics** ») dans les mêmes proportions que celles qu'ils représentent dans cet indice ou en investissant dans ce qui constitue un échantillon représentatif des titres constituants de cet indice et en les détenant afin de reproduire environ 1,25 fois le rendement de cet indice. Au lieu ou en plus d'investir dans les titres constituants de l'indice et de les détenir, HUTS peut également investir dans d'autres titres, y compris d'autres fonds (définis aux présentes) afin d'obtenir une exposition aux titres constituants de l'indice des services publics d'une façon qui est conforme à son objectif de placement. À l'heure actuelle, on prévoit que HUTS atteindra initialement son objectif de placement en investissant dans des titres d'un autre fonds négocié en bourse approprié géré par Horizons (l'« **autre FNB** »). À l'égard de ce placement, Hamilton ETFs et Horizons ont conclu une convention aux termes de laquelle, sous réserve des modalités qui y sont décrites, l'autre FNB accordera à HUTS une remise de 100 % sur les frais qui composent le ratio des frais de gestion de l'autre FNB payables par HUTS, et Hamilton ETFs versera à Horizons une partie des frais de gestion que HUTS aura remis à Hamilton. L'une ou l'autre des parties peut résilier cette convention conformément aux modalités de celle-ci.

HUTS peut également détenir de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ou d'autres instruments du marché monétaire afin de respecter ses obligations.

L'exposition globale maximale de HUTS aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de sa valeur liquidative; ainsi, le ratio de levier financier de ce FNB ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci.

L'indice des services publics est conçu pour offrir une exposition aux sociétés de services publics canadiennes cotées en bourse. Pour être considéré comme admissible à l'indice des services publics, un titre doit respecter des exigences minimales en matière de liquidité, de rendement en dividendes et de capitalisation boursière. Chaque titre sera classé comme appartenant principalement à l'un des sous-secteurs suivants, soit les « services publics » (*Utilities*), les « pipelines » (*Pipelines*) ou les « télécommunications » (*Telecommunications*) (les « **sous-secteurs de l'indice des services publics** »), chaque terme en anglais étant défini par le fournisseur d'indices dans les lignes directrices de l'indice des services publics. À chaque date de rééquilibrage de HUTS (au sens donné à ce terme ci-après), les titres seront classés selon leur capitalisation boursière dans chaque sous-secteur de l'indice des services publics. L'indice des services publics est tenu de comporter un nombre défini d'émetteurs constituants par sous-secteur de l'indice des services publics. Le titre admissible le plus important selon la capitalisation boursière dans chaque catégorie sera inclus dans l'indice des services publics, sous réserve de certaines règles tampon pour les titres existants. L'indice des services publics est habituellement rééquilibré chaque semestre à la clôture des marchés (une « **date de rééquilibrage de HUTS** ») et, collectivement avec une date de rééquilibrage de HCAL et une date de rééquilibrage de HDIV, une « **date de rééquilibrage de l'indice** »). À chaque date de rééquilibrage de HUTS, chaque titre est pondéré de manière égale. Des renseignements supplémentaires sur l'indice des services publics et les émetteurs dont il est composé sont présentés dans les lignes directrices relatives à l'indice, accessibles sur le site Web de Solactive AG au www.solactive.com.

Stratégies générales de placement

Les FNB investiront dans des portefeuilles qui comprennent divers titres et instruments, notamment des titres de participation, des titres liés à des actions, des contrats à terme standardisés et des fonds négociés en bourse. Si la conjoncture du marché l'exige, les FNB peuvent chercher à investir une partie importante de leur actif en trésorerie et équivalents de trésorerie afin de préserver le capital.

Le conseiller en valeurs a l'intention de publier sur son site Web (www.hamiltonetfs.com), dès que possible après la fin de chaque mois, un résumé du portefeuille de placement indiquant les dix principales positions (acheteur et vendeur) détenues par chaque FNB, exprimées sous forme de pourcentage absolu de l'actif net du FNB.

Effet de levier

À titre d'organisme de placement collectif alternatif, chaque FNB alternatif peut avoir recours à un levier financier. Il y a effet de levier lorsque l'exposition théorique globale du FNB alternatif aux actifs sous-jacents est supérieure à la valeur liquidative du FNB alternatif. Lorsque le FNB alternatif effectue des placements dans des instruments dérivés, emprunte des fonds à des fins de placement ou effectue des ventes à découvert physiques sur des titres de participation, des titres à revenu fixe ou d'autres actifs du portefeuille, un levier financier peut être introduit dans le FNB alternatif.

Conformément à la réglementation sur les valeurs mobilières applicable, un organisme de placement collectif alternatif peut créer un effet de levier au moyen d'emprunts en espèces, de ventes à découvert ou d'instruments dérivés. Ces règlements sur les valeurs mobilières prévoient qu'un organisme de placement collectif alternatif, comme un FNB alternatif, peut emprunter jusqu'à 50 % de sa valeur liquidative et vendre des titres à découvert, de sorte que la valeur marchande globale des titres vendus à découvert sera limitée à 50 % de sa valeur liquidative. L'utilisation combinée de ventes à découvert et d'emprunts de fonds par un FNB alternatif est assujettie à une limite globale de 50 % de sa valeur liquidative. À l'heure actuelle, chaque FNB alternatif prévoit d'atteindre son objectif de placement et de créer un effet de levier au moyen d'emprunts. Bien qu'un FNB alternatif ne prévoit pas de vendre de titres à découvert, il pourrait le faire à l'avenir si le conseiller en valeurs le juge approprié.

De plus, la réglementation des valeurs mobilières prévoit que l'exposition brute globale d'un organisme de placement collectif alternatif, calculée comme la somme des éléments suivants, ne doit pas dépasser 300 % de la valeur liquidative de l'organisme de placement collectif alternatif : i) la valeur marchande totale des emprunts de fonds; ii) la valeur marchande globale des ventes à découvert physiques visant des titres de capitaux propres, des titres à revenu fixe ou d'autres actifs en portefeuille; et iii) le montant notionnel global des positions sur dérivés visés, à l'exclusion des dérivés visés utilisés aux fins de couverture. L'effet de levier sera calculé conformément à la méthode prescrite par les lois sur les valeurs mobilières ou à toute dispense de celles-ci.

Nonobstant ce qui précède et les limites permises par les lois, conformément à l'objectif de placement d'un FNB alternatif, l'exposition globale maximale d'un FNB alternatif aux emprunts en espèces, aux ventes à découvert et à certains dérivés ne dépassera pas environ 25 % de sa valeur liquidative. ainsi, le ratio de levier financier de ce FNB alternatif ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci. Comme il est indiqué, il est prévu qu'un tel effet de levier sera créé par le recours à des emprunts en espèces.

L'exposition globale au marché de tous les instruments détenus directement ou indirectement par un FNB alternatif, calculée quotidiennement sur la base de l'évaluation au marché, peut être supérieure à la valeur liquidative du FNB alternatif ainsi qu'aux sommes et aux titres détenus à titre de dépôt de couverture afin d'appuyer les activités de négociation de dérivés du FNB alternatif.

Comme il a été mentionné, afin de s'assurer que le risque d'un porteur de parts est limité au capital investi, le ratio de levier financier d'un FNB alternatif sera rééquilibré dans certaines circonstances et lorsque le ratio de levier financier enfreint certaines fourchettes. Plus précisément, le ratio de levier financier d'un FNB alternatif sera rééquilibré à 125 % de la valeur liquidative du FNB alternatif dans les deux jours ouvrables suivant le moment où ce ratio du FNB alternatif s'écartera de 2 % de son objectif de 125 % (c.-à-d., si le ratio de levier financier est inférieur à 123 % ou s'il est supérieur à 127 %).

Prêt de titres

Un FNB peut, dans la mesure permise par les lois sur les valeurs mobilières applicables, conclure des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres de façon à gagner des revenus supplémentaires.

Si un FNB effectue des opérations de prêt de titres, il peut prêter des titres à des courtiers, à d'autres institutions financières et à d'autres emprunteurs qui souhaitent emprunter des titres, dans la mesure où ces

opérations de prêt de titres sont admissibles à titre de « mécanismes de prêt de valeurs mobilières » au sens de la LIR. Le prêt de titres permet à un FNB de dégager des revenus supplémentaires afin de compenser ses frais. Tous les revenus supplémentaires réalisés par un FNB au moyen du prêt de titres reviennent au FNB. Lors des opérations de prêt de titres, les FNB retiendront les services d'un mandataire d'opérations de prêt expérimenté et offrant une expertise dans le domaine du prêt de titres.

En vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la valeur globale de la garantie fournie pour les prêts de titres doit correspondre à au moins 102 % de la valeur des titres prêtés. Toute trésorerie affectée en garantie acquise par un FNB pourra être investie uniquement dans les titres autorisés aux termes du Règlement 81-102, ayant une durée résiduelle d'au plus 90 jours.

Ventes à découvert

Les FNB peuvent vendre des titres à découvert. Les ventes à découvert constituent une stratégie de placement aux termes de laquelle un FNB vend un titre qu'il ne détient pas parce que le conseiller en valeurs est d'avis que ce titre est surévalué et que son cours baissera. Une telle opération crée une « position vendeur » qui générera un bénéfice pour le FNB si la valeur marchande du titre fléchit. Une bonne stratégie de vente à découvert permettra à un FNB d'acheter ultérieurement le titre (et ainsi de régler sa « position vendeur ») à un prix inférieur à celui qu'il a tiré de sa vente, ce qui lui procurera un gain.

Dans les périodes où la croissance des résultats des sociétés est faible ou même négative et/ou dans les périodes de fortes fluctuations des cours, ainsi que dans d'autres circonstances où il semble probable que le cours d'un titre fléchira, la vente à découvert permet à un FNB de contrôler la volatilité et peut-être même de rehausser son rendement. Le conseiller en valeurs est d'avis que les FNB peuvent tirer parti de la mise en œuvre d'une stratégie comportant un nombre limité et contrôlé d'opérations de vente à découvert. Cette stratégie compléterait la stratégie fondamentale d'un FNB qui consiste à acheter des titres dont la valeur au marché devrait, selon les prévisions, augmenter.

La vente à découvert comporte des risques. Ces risques sont gérés en respectant certains contrôles rigoureux.

Placements dans d'autres fonds d'investissement

Conformément à la législation sur les valeurs mobilières applicable, notamment le Règlement 81-102, et au lieu ou en plus d'investir directement dans des titres et de les conserver, le conseiller en valeurs peut aussi investir dans un ou plusieurs autres fonds d'investissement, dont d'autres fonds d'investissement gérés par le gestionnaire (dans chaque cas, un « **autre fonds** »); toutefois, le FNB ne paiera aucuns frais de gestion ni aucune rémunération au rendement qui, pour une personne raisonnable, doubleraient les frais payables par l'autre fonds pour le même service. La répartition par un FNB des placements dans d'autres fonds, le cas échéant, variera à l'occasion en fonction de la taille et de la liquidité relatives de l'autre fonds et de la capacité du conseiller en valeurs de repérer d'autres fonds appropriés qui concordent avec les objectifs et les stratégies de placement du FNB.

Recours à des instruments dérivés

Le conseiller en valeurs peut utiliser des instruments dérivés pour réduire les coûts d'opérations et augmenter la liquidité et l'efficacité des négociations. Le conseiller en valeurs peut de temps à autre utiliser des instruments dérivés pour couvrir son exposition aux titres de participation.

Le conseiller en valeurs peut investir dans des instruments dérivés, notamment des contrats à terme standardisés et des contrats à terme de gré à gré, ou y avoir recours, à condition que l'utilisation de ces instruments dérivés soit en conformité avec le Règlement 81-102 (selon que ces restrictions s'appliquent aux organismes de placement collectif alternatifs), ou que les dispenses de la réglementation appropriées aient été obtenues, et soit conforme à l'objectif et à la stratégie de placement du FNB.

Échantillonnage - FNB indiciels

Pour atteindre son objectif de placement, un FNB indiciel peut investir dans les titres constituant de l'indice visé et détenir de tels titres dans une proportion égale à celle qu'ils représentent dans cet indice, ou il peut investir dans ce qui constitue un échantillon représentatif des titres constituant de cet indice et détenir de tels titres, afin de chercher à reproduire un multiple du rendement de cet indice. Plutôt que d'investir dans les titres constituant de l'indice et de les détenir, ou tout en procédant ainsi, chaque FNB indiciel peut également investir dans d'autres titres afin d'obtenir une exposition aux titres constituant de l'indice visé d'une façon qui est conforme à l'objectif de placement de chaque FNB indiciel. Comme il est indiqué ci-dessus, un FNB indiciel peut également détenir de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ou d'autres instruments du marché monétaire afin de respecter ses obligations.

Un FNB indiciel peut, dans certaines circonstances et au gré de Hamilton ETFs, recourir à une méthode d'échantillonnage. Aux termes d'une stratégie d'échantillonnage, un FNB indiciel pourrait ne pas détenir tous les titres qui composent l'indice visé, mais détenir à la place un portefeuille de titres choisis par le conseiller en valeurs qui correspond étroitement aux caractéristiques de placement globales (comme la capitalisation boursière, le secteur d'activité, les pondérations, la qualité de crédit, le rendement et la durée à l'échéance) des titres composant l'indice visé. Il est prévu que Hamilton ETFs puisse avoir recours à cette méthode d'échantillonnage lorsqu'il est difficile d'acquérir les titres constituant nécessaires de l'indice visé, que le niveau des actifs du FNB indiciel ne permet pas à celui-ci de détenir la totalité des titres constituant ou que Hamilton ETFs juge qu'il est par ailleurs avantageux pour le FNB indiciel de le faire.

APERÇU DES SECTEURS DANS LESQUELS LES FNB INVESTISSENT

Certains FNB investissent, ou prévoient investir, dans des secteurs, des marchandises ou des instruments financiers donnés. Une brève description de ces secteurs, de ces marchandises et de ces instruments financiers est présentée ci-dessous. Veuillez également consulter les rubriques « Objectifs de placement », à partir de la page 16, et « Stratégies de placement », à partir de la page 18, pour en apprendre davantage sur les secteurs applicables à un FNB.

HCAL

HCAL investit dans un portefeuille composé de titres de participation des six principales banques canadiennes ou est exposé à un tel portefeuille. Au 30 juin 2022, le taux de rendement moyen indiqué des titres des six plus grandes banques canadiennes était de 4,67 %. Au sein de ce groupe, les rendements des titres ou les rendements sous forme de distributions de ces sociétés varient.

HDIV

HDIV investit dans un portefeuille composé principalement de FNB d'options d'achat couvertes axés sur le Canada. Le portefeuille est censé être diversifié par secteur, mettre l'accent sur le rendement et représenter la répartition sectorielle du marché canadien (représenté par le TSX 60).

HUTS

HUTS investira dans un portefeuille composé de titres de participation de sociétés de services publics inscrites à la cote d'une bourse canadienne qui versent des dividendes élevés ou sera exposé à un tel portefeuille. Les émetteurs constituant proviennent de sociétés cotées en bourse dont le siège social est situé au Canada et peuvent comprendre des sociétés à petite, moyenne et grande capitalisation. En outre, pour être considéré comme admissible à l'indice des services publics, un titre doit respecter des exigences minimales en matière de liquidité et de capitalisation boursière.

RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENT

Généralités

Les FNB sont assujettis à certaines restrictions et pratiques qui figurent dans les lois sur les valeurs mobilières, y compris le Règlement 81-102, qui sont conçues en partie pour veiller à ce que les placements des FNB soient diversifiés et relativement liquides et assurer la bonne administration des FNB. Les FNB sont gérés en conformité avec les restrictions et pratiques présentées dans le Règlement 81-102. De plus, certaines restrictions et pratiques qui s'appliquent aux organismes de placement collectif traditionnels ne s'appliquent pas aux FNB puisque chacun d'eux est aussi un « OPC alternatif » en vertu du Règlement 81-102.

Les FNB sont gérés conformément aux restrictions et aux pratiques applicables aux organismes de placement collectif alternatifs, sauf dans la mesure permise par les dispenses obtenues des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières. Le terme « organisme de placement collectif alternatif » comprend notamment un organisme de placement collectif qui a adopté des objectifs de placement fondamentaux lui permettant d'utiliser des instruments dérivés précis, ou d'investir dans ceux-ci, d'emprunter des fonds ou de s'engager dans des ventes à découvert d'une manière qui n'est pas autorisée par d'autres organismes de placement collectif en vertu du Règlement 81-102.

Les restrictions et les pratiques en matière de placement applicables à un FNB, qui figurent dans les lois sur les valeurs mobilières, y compris le Règlement 81-102, ne peuvent faire l'objet d'une dérogation sans le consentement préalable des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières qui ont compétence sur le FNB.

Les porteurs de parts doivent donner leur approbation avant qu'un changement ne soit apporté à l'objectif de placement d'un FNB. Pour obtenir plus de précisions sur le processus permettant de convoquer une assemblée des porteurs de parts et sur les exigences relatives à l'approbation des porteurs de parts, se reporter à la rubrique « Questions touchant les porteurs de parts » à la page 63.

Restrictions fiscales en matière de placement

Un FNB ne fera pas un placement qui ferait en sorte qu'il ne soit pas admissible à titre de « fiducie d'investissement à participation unitaire » ou de « fiducie de fonds commun de placement » au sens de la LIR. En outre, un FNB n'effectuera ni ne détiendra aucun placement dans des « biens canadiens imposables » (au sens donné à cette expression dans la LIR, sans égard au paragraphe b) de cette définition) si un tel placement faisait en sorte que le FNB aurait la propriété d'un tel bien canadien imposable ayant une juste valeur marchande supérieure à 10 % de la juste valeur marchande de tous ses biens.

FRAIS

Frais payables par les FNB

Frais de gestion

Les FNB versent au gestionnaire les frais de gestion annuels suivants :

FNB	Catégorie	Frais de gestion
HCAL	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HCAL, ainsi que les taxes de vente
HDIV	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HDIV, ainsi que les taxes de vente
HUTS	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HUTS, ainsi que les taxes de vente

Les frais de gestion sont calculés et cumulés quotidiennement et sont payables mensuellement à terme échu.

Distributions de frais de gestion

Pour encourager l'investissement de sommes très importantes dans un FNB et s'assurer que les frais de gestion seront concurrentiels pour ces placements, le gestionnaire peut, à son gré, exiger des frais réduits par rapport aux frais qu'il aurait autrement le droit de recevoir du FNB à l'égard des placements effectués dans le FNB par les porteurs de parts qui détiennent, en moyenne, au cours de toute période déterminée par le gestionnaire de temps à autre (actuellement, un trimestre), des parts du FNB ayant une valeur totale minimale déterminée. Cette réduction sera fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment du montant investi, du total des actifs sous gestion du FNB et de l'importance prévue des mouvements du compte. Une somme correspondant à la différence entre les frais autrement exigibles et les frais réduits du FNB en question sera distribuée trimestriellement au comptant par le FNB à ces porteurs de parts du FNB au titre des distributions des frais de gestion.

La disponibilité et le montant des distributions de frais de gestion à l'égard des parts d'un FNB sont déterminés par le gestionnaire. Les distributions de frais de gestion pour un FNB sont généralement calculées et s'appliqueront selon l'avoir moyen en parts d'un porteur de parts du FNB au cours de chaque période applicable, telle qu'elle est déterminée par le gestionnaire de temps à autre. Seuls les propriétaires véritables des parts d'un FNB peuvent bénéficier des distributions de frais de gestion et non pas les courtiers ou les autres adhérents de la CDS qui détiennent des parts du FNB au nom de propriétaires véritables. Les distributions de frais de gestion sont d'abord prélevées sur le revenu net du FNB, puis sur les gains en capital du FNB et, par la suite, sur le capital. Afin de recevoir une distribution des frais de gestion pour toute période applicable, le propriétaire véritable de parts d'un FNB doit soumettre une demande visant l'obtention d'une distribution de frais de gestion qui est vérifiée par un adhérent de la CDS pour le compte du propriétaire véritable et fournir au gestionnaire tout autre renseignement que celui-ci pourrait exiger conformément aux modalités et procédures établies par lui de temps à autre.

Le gestionnaire se réserve le droit d'interrompre ou de modifier les distributions de frais de gestion en tout temps. Les incidences fiscales relatives aux distributions de frais de gestion versées par un FNB seront généralement assumées par les porteurs de parts du FNB qui reçoivent ces distributions du gestionnaire.

Frais d'exploitation

À moins que le gestionnaire n'y renonce ou ne les rembourse, l'ensemble des frais d'exploitation incombent à un FNB, notamment (sans s'y limiter) les frais de gestion, les honoraires d'audit, les frais liés aux services offerts par le fiduciaire et le dépositaire, les frais d'administration, les coûts associés à l'évaluation, à la comptabilité et à la tenue de registres, les frais juridiques, les frais autorisés relatifs à la préparation et au

dépôt de prospectus, les coûts liés à l'envoi de documents aux porteurs de parts, les droits d'inscription à la cote et les frais annuels connexes, les frais de licence de l'indice, les frais payables à la CDS, les frais bancaires et les intérêts, les dépenses extraordinaires, les coûts liés à la préparation de rapports et à la prestation de services à l'intention des porteurs de parts, les frais d'emprunt (s'il y a lieu), les honoraires de l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts, les coûts associés au CEI, l'impôt sur le revenu, les taxes de vente, les commissions et les frais de courtage, ainsi que les retenues d'impôt.

Frais d'émission

À l'exception des frais d'organisation initiaux d'un FNB, celui-ci assume tous les frais relatifs à l'émission de ses parts.

Frais directement payables par les porteurs de parts

Frais de rachat et frais de création

Le gestionnaire peut, à son gré, exiger des porteurs de parts d'un FNB des frais de rachat correspondant au plus à 0,25 % du produit de rachat. Les souscriptions en espèces effectuées par des courtiers ou le courtier désigné peuvent, au gré du gestionnaire, être assujetties à des frais de création pouvant atteindre 0,25 % de la valeur de l'ordre de souscription en espèces, payables au FNB.

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans les parts d'un FNB est associé à certains risques. En particulier, un tel placement peut être spéculatif et être assorti d'un niveau élevé de risque et pourrait ne s'adresser qu'aux personnes qui sont en mesure d'assumer la perte de l'intégralité de leur placement. Les investisseurs éventuels devraient étudier les risques suivants, entre autres, avant de souscrire des parts d'un FNB.

Facteurs de risque généraux

À moins d'indication contraire, il existe certains risques qui sont communs à un placement dans les FNB. Ces risques sont liés aux facteurs suivants :

Risque des organismes de placement collectif alternatifs

Chaque FNB est un organisme de placement collectif alternatif, ce qui signifie que chacun utilise des stratégies de placement que d'autres types d'organismes de placement collectif traditionnels ne peuvent adopter. En tant qu'organisme de placement collectif alternatif, et à la différence d'un organisme de placement collectif traditionnel, chaque FNB peut investir plus de 10 % de sa valeur liquidative dans les titres d'un seul émetteur, emprunter des fonds, vendre à découvert au-delà des limites prescrites pour les organismes de placement collectif traditionnels et utiliser un effet de levier. Même si ces stratégies sont utilisées uniquement en conformité avec les objectifs et les stratégies de placement d'un FNB, pendant certaines conjonctures du marché, elles peuvent accélérer le risque qu'un placement dans un FNB diminue de valeur.

Risque de levier

Lorsqu'un FNB alternatif effectue des placements dans des instruments dérivés, emprunte des fonds à des fins de placement ou effectue des ventes à découvert physiques sur des titres de participation, des titres à revenu fixe ou d'autres actifs du portefeuille, un levier financier peut être introduit dans le FNB alternatif. Il y a effet de levier lorsque l'exposition d'un FNB alternatif aux actifs sous-jacents est supérieure à la valeur liquidative du FNB alternatif. Il s'agit d'une technique d'investissement qui peut amplifier les gains et les pertes. L'effet de levier devrait faire en sorte qu'un FNB alternatif qui investit dans des marchés défavorables à son objectif de placement subisse des pertes plus importantes qu'un fonds négocié en bourse qui n'emploie pas de levier financier. L'utilisation d'un levier financier comporte des risques particuliers et devrait être considérée comme spéculative.

Le levier financier peut accroître la volatilité, nuire à la liquidité d'un FNB alternatif et faire en sorte qu'un FNB alternatif liquide des positions à des moments défavorables. Conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables, chaque FNB alternatif est soumis à une limite d'exposition globale brute de 300 % de sa valeur liquidative et correspond à la somme de la valeur marchande de ses positions vendeur, de l'encours de ses emprunts de fonds et de la valeur notionnelle globale de ses positions sur dérivés visés qui ne sont pas conclues à des fins de couverture. Ce calcul de l'effet de levier doit être établi quotidiennement. **Toutefois, et nonobstant ces limites prévues par les lois, conformément aux objectifs de placement du FNB alternatif, il est prévu que le levier financier global d'un FNB alternatif ne dépassera pas environ 25 % de la valeur liquidative du FNB alternatif; ainsi, le ratio de levier financier de ce FNB alternatif ne dépassera pas environ 125 % de sa valeur liquidative, ou 1,25 fois celle-ci.**

Risque de technique d'investissement dynamique

Un FNB alternatif peut utiliser des techniques de placement et des instruments financiers qui peuvent être considérés comme dynamiques. Parmi ces techniques, on compte notamment le recours à des contrats à terme standardisés, des options sur contrats à terme standardisés, des titres et des indices, des contrats à terme de gré à gré et des instruments similaires. Ces stratégies, en particulier lorsqu'elles sont utilisées pour créer un effet de levier, peuvent exposer le FNB alternatif à des variations (pertes) potentiellement importantes de la valeur des instruments et à une corrélation imparfaite entre la valeur des instruments et le titre ou l'indice concerné. Le montant des placements d'un FNB alternatif dans des instruments financiers peut être minime en regard du risque assumé.

Le recours à des techniques de placement dynamiques expose également un FNB alternatif à des risques différents des risques associés à un placement direct dans les titres qui composent son indice, ou parfois supérieurs à ceux-ci, notamment :

- i. le risque qu'un instrument soit temporairement mal évalué;
- ii. le risque lié au crédit, au rendement ou à la documentation concernant le montant que le FNB alternatif s'attend à recevoir d'une contrepartie;
- iii. le risque que le cours des titres, les taux d'intérêt et les marchés des devises fluctuent de façon défavorable et que le FNB alternatif subisse des pertes importantes;
- iv. une corrélation imparfaite entre le cours des instruments financiers et les fluctuations des cours des titres sous-jacents;
- v. le risque que le coût de détention d'un instrument financier soit supérieur à son rendement total;
- vi. l'absence possible d'un marché secondaire liquide à l'égard d'un instrument particulier et les limites imposées par des bourses sur les variations des prix, qui peuvent toutes deux rendre difficile, voire impossible, l'ajustement de la position du FNB alternatif sur un instrument particulier au moment voulu.

Aucune garantie quant à l'atteinte de l'objectif de placement

Rien ne garantit qu'un FNB atteindra son objectif de placement. Les fonds disponibles aux fins de distribution aux porteurs de parts varieront selon, notamment, les dividendes et les autres distributions versés sur les titres des portefeuilles et la valeur des titres composant les portefeuilles des FNB.

Risque de marché

Chaque FNB est soumis à des risques liés aux marchés. Ces risques, qui auront une incidence sur la valeur de leurs parts, sont liés notamment à la conjoncture économique et à la conjoncture des marchés en général, ainsi qu'aux faits nouveaux qui ont une incidence sur des sociétés, des industries ou des secteurs économiques précis.

Risque lié aux émetteurs

La valeur des titres augmentera ou diminuera au gré des faits nouveaux qui touchent les sociétés ou les gouvernements qui émettent ces titres.

Risques liés aux titres de participation

Les titres de participation, comme les actions ordinaires, accordent à leur porteur un droit de propriété partielle dans une société. La valeur des titres de participation fluctue en fonction de la situation financière de la société qui les a émis. La conjoncture générale du marché et la santé de l'économie dans son ensemble peuvent également avoir des répercussions sur le cours des titres de participation. Les titres liés à des titres de participation qui fournissent une exposition indirecte aux titres de participation d'un émetteur peuvent également être touchés par les risques liés aux titres de participation.

Risques liés aux ventes à découvert

Les FNB peuvent effectuer des ventes à découvert conformément aux exigences des lois sur les valeurs mobilières applicables. Il y aura une « vente à découvert » lorsqu'un FNB emprunte des titres auprès d'un prêteur pour ensuite les vendre sur le marché libre. À une date ultérieure, le FNB rachète le même nombre de titres et les retourne au prêteur. Dans l'intervalle, le produit de la première vente est déposé auprès du prêteur à qui le FNB verse une rémunération. Si la valeur des titres diminue entre le moment où le FNB emprunte les titres (et vend à découvert) et le moment où il les rachète et les restitue, le FNB réalise un bénéfice pour la différence (moins la rémunération que le FNB doit verser au prêteur). Les ventes à découvert comportent certains risques. Rien ne garantit que la valeur des titres baissera suffisamment durant la période de la vente à découvert pour compenser la rémunération versée par le FNB et pour que celui-ci réalise un profit; en fait, les titres vendus à découvert pourraient au contraire s'apprécier. Un FNB pourrait aussi avoir du mal à racheter et à retourner les titres empruntés s'il n'y a pas de marché liquide pour ceux-ci. De plus, le prêteur à qui le FNB a emprunté des titres peut faire faillite et le FNB peut perdre la garantie qu'il a déposée auprès du prêteur.

Si un FNB s'engage dans une vente à découvert, il respectera les contrôles et les limites censés contrebalancer les risques. Pour ce faire, il ne vend à découvert que les titres des grands émetteurs pour lesquels on prévoit le maintien d'un marché liquide et il limite l'exposition totale aux ventes à découvert. Le FNB déposera également une garantie uniquement auprès de prêteurs qui satisfont à certains critères de solvabilité et jusqu'à concurrence de certaines limites.

Les pertes possibles découlant des ventes à découvert diffèrent des pertes qui peuvent être subies à l'achat de titres parce que les pertes découlant des ventes à découvert peuvent être illimitées, tandis que les pertes découlant des achats sont limitées au montant total investi. Pour livrer des titres à un acheteur, un FNB doit emprunter les titres par l'intermédiaire d'un courtier et, du même coup, s'engager à remplacer les titres empruntés au cours du marché à la date du remplacement, peu importe le cours alors en vigueur. Une vente à découvert comporte donc le risque théoriquement illimité de perte découlant d'une augmentation du cours du titre entre la date de la vente à découvert et la date à laquelle le FNB couvre sa position vendeur. En outre, l'emprunt de titres entraîne le paiement de frais d'emprunt (qui peuvent augmenter pendant la période d'emprunt) et le versement de dividendes ou d'intérêts payables sur les titres jusqu'à leur remplacement. Si un FNB se livre à des ventes à découvert, il est tenu de maintenir des couvertures au comptant pour ses positions à découvert et il pourrait être obligé de vendre d'autres placements rapidement (et à des prix possiblement peu avantageux) pour maintenir des couvertures au comptant suffisantes à l'égard de ses positions à découvert.

Risque lié aux lois et à la réglementation

Des modifications apportées à la législation et à la réglementation pourraient avoir une incidence défavorable sur les FNB et faire en sorte qu'il soit plus difficile, voire impossible, pour les FNB d'exercer leurs activités ou d'atteindre leurs objectifs de placement. Dans la mesure du possible, le gestionnaire essaiera de surveiller

l'évolution de ces modifications afin de déterminer l'incidence qu'elles pourraient avoir sur les FNB et ce qui peut être fait, le cas échéant, pour réduire cette incidence.

Par exemple, un FNB est généralement tenu de payer la TPS/TVH sur tous les frais de gestion et sur la plupart des autres frais qu'il doit payer. Des changements pourraient être apportés quant à la façon dont la TPS/TVH et les taxes de vente provinciales s'appliquent aux frais engagés par des organismes de placement collectifs tels que les FNB, ainsi qu'aux taux de ces taxes, ce qui pourrait avoir une incidence sur les coûts pris en charge par les FNB et par leurs porteurs de parts.

Risque lié à la cybersécurité

Comme l'utilisation de la technologie prend de plus en plus d'importance dans leurs activités, le gestionnaire et les FNB sont devenus plus exposés aux risques opérationnels liés aux atteintes à la cybersécurité. Les atteintes à la cybersécurité sont des événements intentionnels ou non qui peuvent faire en sorte que le gestionnaire ou les FNB perdent des renseignements exclusifs, subissent une corruption de données ou perdent leur capacité opérationnelle. De tels événements peuvent à leur tour faire en sorte que le gestionnaire ou les FNB se voient imposer des pénalités prévues par la réglementation, subissent des dommages à la réputation, engagent des frais de conformité supplémentaires associés à des mesures correctrices et/ou subissent une perte financière. Les atteintes à la cybersécurité peuvent résulter d'accès non autorisés aux systèmes d'information numériques du gestionnaire (p. ex., au moyen d'un piratage ou d'un logiciel malveillant), mais peuvent également résulter d'attaques externes, comme des attaques par déni de service (mesures visant à bloquer aux utilisateurs l'accès à certains services offerts par l'entremise d'un réseau). De plus, les atteintes à la cybersécurité des tiers fournisseurs de services du gestionnaire ou des FNB, ou des émetteurs dans lesquels un FNB investit, peuvent également soumettre le gestionnaire ou les FNB à bon nombre des risques associés aux atteintes directes à la cybersécurité. Comme pour le risque opérationnel en général, le gestionnaire a mis en place des systèmes de gestion de risques conçus pour réduire les risques associés à la cybersécurité. Toutefois, rien ne garantit que ces systèmes seront efficaces, notamment parce que le gestionnaire n'a aucun contrôle direct sur les systèmes de cybersécurité des émetteurs ou des tiers fournisseurs de services.

Risque lié aux dérivés

L'utilisation d'instruments dérivés ne garantit pas qu'il n'y aura pas de perte ni ne garantit qu'un gain sera réalisé. Voici quelques exemples des risques associés à l'utilisation d'instruments dérivés par un FNB :

- dans le cas d'options négociées hors bourse et de contrats à terme de gré à gré, rien ne garantit qu'il y aura un marché pour ces placements si le FNB veut dénouer sa position; dans le cas d'options négociées en bourse et de contrats à terme standardisés, il pourrait y avoir un manque de liquidité si le FNB veut dénouer sa position;
- les marchés à terme peuvent imposer des limites sur les négociations quotidiennes de certains instruments dérivés, ce qui pourrait empêcher le FNB de dénouer sa position;
- dans le cas d'opérations hors bourse, si l'autre partie au contrat sur instrument dérivé n'est pas en mesure de remplir ses obligations, le FNB pourrait subir une perte ou ne pas arriver à réaliser un gain;
- si un FNB a une position en cours sur une option, un contrat à terme standardisé ou un contrat à terme de gré à gré avec un courtier qui fait faillite, le FNB pourrait subir une perte et, dans le cas d'une position sur des contrats à terme standardisés, la perte du dépôt de garantie auprès de ce courtier;
- si un instrument dérivé est fondé sur un indice boursier et que les négociations sont interrompues pour un nombre important de titres composant l'indice, ou s'il y a un changement dans la composition de l'indice, une telle interruption ou un tel changement pourrait avoir une incidence défavorable sur l'instrument dérivé.

Un FNB peut utiliser des instruments dérivés pour couvrir par rapport au dollar canadien la totalité ou une partie de son exposition à des devises (le cas échéant).

Risque lié à la valeur liquidative correspondante

La valeur liquidative par part d'un FNB sera fondée sur la valeur au cours du marché des titres détenus par le FNB. Toutefois, le cours (y compris le cours de clôture) d'une part d'un FNB à la TSX pourrait différer de la valeur liquidative réelle d'une part du FNB. Par conséquent, les courtiers pourraient être en mesure de souscrire un nombre prescrit de parts d'un FNB et les porteurs de parts pourraient être en mesure de faire racheter un nombre prescrit de parts d'un FNB moyennant un escompte ou une prime par rapport au cours de clôture par part du FNB.

Cet écart entre le cours d'un FNB et sa valeur liquidative pourrait être attribuable, en grande partie, au fait que les facteurs de l'offre et de la demande sur le marché secondaire pour les parts d'un FNB sont semblables, mais non identiques, aux forces qui influent sur le prix des éléments constitutifs sous-jacents du FNB à tout moment donné.

Puisque les porteurs de parts peuvent souscrire ou faire racheter un nombre prescrit de parts, le gestionnaire s'attend à ce que les escomptes importants ou les primes importantes sur la valeur liquidative par part des FNB ne seront pas susceptibles d'être maintenus.

Risque lié à la suspension des souscriptions

Pour atteindre son objectif de placement, un FNB alternatif emprunte des fonds auprès du courtier de premier ordre afin d'acquérir d'autres placements en actions. Si le FNB alternatif enregistre une augmentation importante de la valeur liquidative totale, le courtier de premier ordre pourra ne pas vouloir lui prêter de fonds supplémentaires et, par conséquent, le gestionnaire peut décider, à sa seule discrétion et s'il est jugé être dans l'intérêt des porteurs de parts, de suspendre les souscriptions de nouvelles parts si cela est jugé nécessaire ou souhaitable afin de permettre au FNB alternatif d'atteindre ou de continuer d'atteindre ses objectifs de placement. Pendant une période de suspension des souscriptions, le cas échéant, les investisseurs doivent tenir compte du fait que les parts d'un FNB alternatif devraient se négocier à prime ou à prime importante par rapport à la valeur liquidative du FNB alternatif. Pendant ces périodes, il est fortement déconseillé aux investisseurs d'acheter des parts d'un FNB alternatif à une bourse. Toute suspension des souscriptions ou toute reprise des souscriptions sera annoncée par communiqué et publiée sur le site Web du gestionnaire.

Risque de distribution

Le revenu et les gains peuvent être distribués par un FNB sous forme de parts du FNB qui pourront être automatiquement regroupées. Le revenu ou les gains en capital imposables distribués à un porteur de parts sous forme de parts d'un FNB doivent néanmoins être inclus dans le revenu du porteur de parts, même si aucune somme d'argent n'est distribuée pour financer tout paiement d'impôt qui en résulte.

Risque lié au courtier désigné et aux courtiers

Comme chacun des FNB n'émettra ses parts directement qu'au courtier désigné et qu'aux courtiers, s'il advenait que le courtier désigné ou un courtier qui s'en porte acquéreur soit dans l'impossibilité de s'acquitter de ses obligations de règlement, les coûts et les pertes qui en résultent seront assumés par le FNB visé.

Dépendance envers le personnel clé

Les porteurs de parts dépendront de la capacité du gestionnaire à gérer efficacement les FNB et leur portefeuille respectif conformément à leurs objectifs, leurs stratégies et leurs restrictions en matière de placement. Le gestionnaire appliquera des techniques de placement et recourra à des analyses des risques aux fins de prendre des décisions de placement pour les FNB. Toutefois, rien ne garantit que ces décisions produiront les résultats escomptés. Rien ne garantit non plus que les personnes principalement chargées de

fournir des services d'administration et de gestion de portefeuille aux FNB demeureront au service du gestionnaire.

Conflits d'intérêts potentiels

Le gestionnaire, ainsi que ses administrateurs et ses dirigeants, les membres de son groupe et les personnes avec lesquelles il a des liens, peuvent exercer des activités de promotion, de gestion ou de gestion de placements pour d'autres comptes, d'autres fonds ou d'autres fiducies qui investissent principalement dans des titres détenus par un FNB. Bien que les dirigeants, les administrateurs et le personnel professionnel du gestionnaire consacreront à un FNB autant de temps qu'il est jugé approprié pour s'acquitter de leurs fonctions, les membres du personnel du gestionnaire pourraient avoir des conflits dans la répartition de leur temps et de leurs services entre un FNB et les autres fonds gérés par le gestionnaire.

Risque de contrepartie

Un FNB sera soumis à un risque lié au crédit à l'égard du montant qu'il prévoit recevoir des contreparties à des instruments financiers qu'il a conclus ou qui sont détenus par des structures d'accueil ou des entités structurées. Si une contrepartie fait faillite ou manque par ailleurs à ses obligations en raison de difficultés financières, la valeur du placement d'un investisseur dans des parts d'un FNB pourrait chuter. Un FNB pourrait subir des délais importants dans l'obtention de tout recouvrement dans le cadre d'une faillite ou d'une autre procédure de réorganisation. Il pourrait n'obtenir qu'un recouvrement partiel ou aucun recouvrement dans certains cas. Toutes les contreparties doivent respecter les exigences de notation du Règlement 81-102.

Les modifications apportées à la réglementation ou les fluctuations des marchés pourraient également avoir une incidence défavorable sur une contrepartie des FNB, faisant en sorte qu'il pourrait être difficile ou impossible pour la contrepartie de couvrir ses obligations envers un FNB, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité du FNB d'atteindre son objectif de placement.

Risque d'interdictions d'opérations sur titres

Si les titres d'un émetteur compris dans le portefeuille d'un FNB font l'objet d'une interdiction d'opérations ordonnée par l'autorité en valeurs mobilières compétente, ou si la bourse de valeurs pertinente en suspend la négociation, le FNB pourrait suspendre la négociation de ses titres. Les titres d'un FNB sont donc exposés au risque qu'une interdiction d'opérations soit ordonnée à l'égard de l'ensemble des émetteurs dont les titres sont compris dans son portefeuille, et non pas seulement à l'égard de l'un d'entre eux. Si des titres en portefeuille d'un FNB font l'objet d'une interdiction d'opérations ordonnée par une autorité en valeurs mobilières, si la négociation habituelle de ces titres à la bourse de valeurs pertinente est suspendue ou si, pour quelque raison que ce soit, il est vraisemblable qu'aucun cours acheteur de clôture ne sera disponible pour ces titres, le FNB pourrait suspendre le droit de faire racheter des titres au comptant, sous réserve de toute approbation préalable requise des autorités en valeurs mobilières. Si le droit de faire racheter des titres au comptant est suspendu, le FNB pourrait retourner les demandes de rachat aux porteurs de titres qui les ont soumises. Si des titres font l'objet d'une interdiction d'opérations, ils pourraient ne pas être remis au moment de l'échange d'un nombre prescrit de parts contre un panier de titres, tant que l'interdiction d'opérations n'aura pas été levée.

Absence de propriété

Un placement dans les parts d'un FNB ne constitue pas un placement par les porteurs de parts dans les titres détenus par le FNB. Les porteurs de parts ne seront pas propriétaires des titres détenus par un FNB.

Risque de change

Dans le cas où la TSX fermerait prématurément ou de manière inattendue un jour où elle est normalement ouverte aux fins de négociation, les porteurs de parts ne pourront pas acheter ou vendre des parts à la TSX

jusqu'à sa réouverture et il est possible que, au même moment et pour la même raison, l'échange et le rachat de parts soient suspendus jusqu'à la réouverture de la TSX.

Risque de clôture précoce

Les fermetures hâtives imprévues d'une bourse à la cote de laquelle les titres détenus par un FNB sont inscrits pourraient empêcher ce FNB de vendre ou d'acheter des titres ce jour-là. Si la TSX ferme hâtivement un jour où un FNB doit effectuer un volume élevé de négociations de titres vers la fin de ce jour de négociation de titres, il pourrait subir d'importantes pertes de négociation.

Prix de rachat

Avant de remettre un avis de rachat, les porteurs de parts ne connaîtront pas le prix auquel les parts seront rachetées. Au cours de la période suivant la remise d'un avis de rachat et avant la date de rachat pertinente, la valeur liquidative par part du FNB et, par conséquent, le prix de rachat qui sera payable au porteur de parts à l'égard des parts faisant l'objet d'un rachat pourrait changer considérablement en raison des fluctuations du marché. Les porteurs de parts n'ont pas le droit de retirer une demande de rachat, à moins qu'une suspension des rachats n'ait été déclarée. Dans diverses circonstances, le rachat de parts et le paiement du produit du rachat peuvent être suspendus.

Risque lié à la volatilité du prix des marchandises – HUTS

On peut s'attendre à ce que les facteurs ayant une incidence sur le prix des marchandises aient aussi une incidence sur la valeur liquidative de certains FNB. Le prix des marchandises peut être influencé à tout moment par divers facteurs internationaux, économiques, monétaires et politiques imprévisibles, notamment a) l'offre et la demande mondiales, qui sont influencées par des facteurs tels que les ventes à terme par les producteurs de marchandises, les achats effectués par les producteurs de marchandises pour dénouer les positions de couverture, les achats et les ventes de la banque centrale, les activités d'investissement et de négociation des fonds spéculatifs et des fonds de marchandises, et les niveaux de production et de coût dans les principaux pays producteurs de marchandises, b) l'anticipation des investisseurs concernant les taux d'inflation futurs, c) la volatilité des taux d'intérêt et d) des événements mondiaux ou régionaux, politiques ou économiques inattendus, y compris des crises bancaires et des conflits internationaux. La modification de la réglementation en matière de fiscalité, de redevances et de terrains, de propriété de droits de pétrole brut et de gaz naturel et de location sous différents régimes politiques peut également avoir une incidence sur les fonctions du marché et les attentes à l'égard de l'approvisionnement futur en marchandises.

Risque des sociétés de services publics – HUTS

Les risques généraux des sociétés de services publics, y compris celles dont les titres sont inclus dans l'indice des services publics, comprennent notamment l'état général de l'économie, la concurrence, la consolidation, la politique nationale et internationale et la capacité excédentaire. En outre, les sociétés de services publics peuvent également être touchées de façon importante par les niveaux globaux de dépenses en immobilisations, les cycles économiques, l'obsolescence technique, les retards dans la modernisation, les relations de travail, les taux d'intérêt et la réglementation gouvernementale. Les clients et/ou les fournisseurs des sociétés de services publics peuvent être concentrés dans un pays, une région ou un secteur d'activité en particulier. Tout événement indésirable touchant l'un de ces pays, l'une de ces régions ou l'un de ces secteurs d'activité pourrait avoir une incidence négative sur les sociétés de services publics. Par l'intermédiaire des clients et des fournisseurs des sociétés de son portefeuille, HUTS est particulièrement exposé aux risques inhérents à l'économie canadienne.

Risque lié au pétrole et au gaz – HUTS

Certains des émetteurs qui composent l'indice des services publics peuvent être touchés par les fluctuations des prix du pétrole et des marchandises connexes et/ou les fluctuations du cours des titres de participation de sociétés du secteur pétrolier et du secteur de l'énergie en général. Les prix du pétrole, de l'énergie et des marchandises connexes peuvent fluctuer rapidement. Comme le secteur de l'énergie est sensible aux

changements dans l'économie mondiale et que l'économie est cyclique, la demande pour les produits du secteur de l'énergie évolue également selon des cycles qui auront une incidence sur le cours des actions des émetteurs de ce secteur. Les projets d'oléoducs et de gazoducs peuvent subir l'effet de la concurrence, des changements de prix, de la réglementation gouvernementale, d'accidents et d'autres facteurs.

Risque lié au secteur des télécommunications – HUTS

Les sociétés du secteur des télécommunications, y compris celles dont les titres sont inclus dans l'indice des services publics, peuvent subir l'effet de la concurrence au sein du secteur, des exigences considérables en capitaux, de la réglementation gouvernementale, de l'interdiction gouvernementale d'acheter des équipements de télécommunications auprès de certains fournisseurs d'équipements, des pannes de système et de l'obsolescence des produits et des services de télécommunications en raison des progrès technologiques.

Risque lié à la concentration – HCAL, HUTS

Les placements d'un FNB peuvent, à l'occasion, être fortement concentrés dans des titres d'émetteurs ou de fonds sous-jacents axés sur un seul pays ou un seul secteur d'activité. Si un FNB concentre ses placements dans un seul pays ou groupe de pays, ou dans une seule catégorie de sociétés, il sera exposé à plus de risques que s'il était largement diversifié dans de nombreux secteurs d'activité, de sorte que sa valeur liquidative pourrait être plus volatile et fluctuer davantage sur de courtes périodes que celle d'un fonds d'investissement plus diversifié.

Si un FNB concentre ses placements dans un seul pays, il est plus exposé aux cycles économiques, aux taux de change, aux valorisations boursières et aux risques politiques de ce pays ou de cette région qu'un fonds plus diversifié sur le plan géographique. Une catastrophe naturelle ou autre pourrait survenir dans une région géographique où le FNB investit, ce qui pourrait avoir une incidence sur l'économie ou les activités commerciales particulières de sociétés situées dans cette région géographique, et avoir une incidence défavorable sur les placements effectués dans la région touchée. Les risques sectoriels, dont chacun peut avoir une incidence défavorable sur les émetteurs dans lesquels un FNB investit, peuvent inclure notamment les risques liés à ce qui suit : la conjoncture économique générale ou les mouvements cycliques du marché qui peuvent avoir une incidence défavorable sur l'offre et la demande dans un secteur d'activité donné; le cadre réglementaire; les événements politiques ou mondiaux; l'intensification de la concurrence ou l'introduction de nouveaux produits qui pourraient avoir une incidence sur la rentabilité ou la viabilité des sociétés d'un secteur d'activité.

À l'égard de HCAL, le gestionnaire a obtenu des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières une dispense de l'application de la restriction en matière de concentration énoncée au paragraphe 2.1(1.1) du Règlement 81-102, sous réserve des modalités qui y sont décrites, afin que HCAL puisse atteindre son objectif de placement. Comme les placements de HCAL seront particulièrement concentrés, il pourrait subir des pertes en raison d'événements défavorables touchant des banques canadiennes. Cette situation pourrait également réduire la diversification de HCAL et occasionner une augmentation relative du risque général lié aux placements en actions et aux placements dans des titres à revenu fixe et de la volatilité de la valeur liquidative de HCAL.

Risque lié à l'utilisation des données historiques

Les tendances passées pourraient ne pas se répéter à l'avenir. L'exactitude des données historiques utilisées par le gestionnaire et les personnes qui sont principalement chargées de fournir au FNB des services d'administration et de gestion de portefeuille pour la recherche et le développement, qui sont souvent fournis par des tiers, ne peut être garantie par le gestionnaire. Le gestionnaire ne cherche à obtenir de telles données qu'auprès de sociétés qui, à son avis, sont des plus fiables et jouissent d'une bonne réputation.

Risque de liquidité

Dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une perturbation des marchés réguliers de titres ou d'autres instruments financiers dans lesquels un FNB investit, le FNB pourrait ne pas être en mesure de se départir rapidement de certains avoirs ou de s'en départir à des prix qui représentent la juste valeur au marché.

Risque fiscal

Rien ne garantit que les lois fiscales canadiennes fédérales et provinciales et les politiques administratives et les pratiques de cotisation de l'ARC visant le traitement des fiducies de fonds commun de placement ne seront pas modifiées de façon défavorable pour les porteurs de parts.

Il est prévu que chaque FNB sera admissible, ou sera réputé admissible, en tout temps à titre de « fiducie de fonds commun de placement » au sens de la LIR. Si un FNB n'est pas admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement ou cesse de l'être, les incidences fiscales décrites à la rubrique « Incidences fiscales » pourraient être considérablement différentes à certains égards.

Rien ne garantit que l'ARC acceptera le traitement fiscal adopté par un FNB pour la préparation de sa déclaration de revenus (p. ex., la déduction des frais, y compris les frais d'intérêt, ou la comptabilisation du revenu), et l'ARC pourrait réévaluer le FNB de telle sorte qu'il soit tenu de payer de l'impôt ou que des porteurs de parts soient tenus de payer un impôt supplémentaire.

La LIR contient des règles concernant l'imposition des fiducies et des sociétés de personnes canadiennes cotées en bourse qui possèdent certains types de biens définis comme « biens hors portefeuille ». Une fiducie assujettie à ces règles est soumise à une imposition au niveau de la fiducie, à des taux comparables à ceux qui s'appliquent aux sociétés, sur les revenus de la fiducie provenant de « biens hors portefeuille » dans la mesure où ces revenus sont distribués à ses porteurs de parts. Le FNB ne sera pas assujetti à l'impôt en vertu de ces règles pourvu que celui-ci se conforme à ses restrictions en matière de placement à cet égard. Si le FNB est assujetti à l'impôt en vertu de ces règles, le rendement après impôt pour les porteurs de parts pourrait être réduit, particulièrement dans le cas d'un porteur de parts qui est exonéré d'impôt en vertu de la LIR ou qui est un non-résident du Canada.

Pour déterminer son revenu à des fins fiscales, un FNB traitera les primes d'option reçues à la vente d'options d'achat couvertes ainsi que les gains réalisés ou les pertes subies à la liquidation de ces options comme des gains en capital ou des pertes en capital, conformément à la pratique administrative publiée par l'ARC. En règle générale, l'ARC ne rend pas de décision anticipée en matière d'impôt sur le revenu quant au traitement d'éléments à titre de capital ou de revenu, et aucune décision semblable n'a été demandée ni obtenue.

Certains FNB prévoient investir dans des titres de participation mondiaux. Au moyen de leurs lois fiscales et de leurs conventions fiscales concernant l'impôt sur le revenu et sur le capital, bon nombre de pays étrangers préservent leur droit d'imposer le revenu payé ou crédité aux personnes qui ne sont pas des résidents de ces pays. Par conséquent, un FNB pourrait devoir payer des impôts étrangers sur les dividendes ou sur tout autre revenu qui lui a été payé ou crédité ou sur tous gains réalisés à la disposition de ces titres. Les impôts étrangers payables par le FNB réduiront généralement la valeur de son portefeuille. Le FNB peut désigner son revenu de source étrangère à l'égard d'un porteur de parts, et ce dernier pourra, aux fins du calcul de ses crédits pour impôt étranger, traiter sa quote-part de l'impôt étranger payé par le FNB relativement à ce revenu comme un impôt étranger payé par le porteur de parts. La disponibilité de crédits pour impôt étranger pour les porteurs de parts est assujettie aux règles détaillées de la LIR. Les porteurs de parts sont donc invités à consulter leurs propres conseillers en fiscalité au sujet des crédits pour impôt étranger.

Un porteur de parts qui est un régime enregistré, tel qu'une fiducie régie par un REER, n'aura pas droit à un crédit pour impôt étranger en vertu de la LIR au titre de tout impôt étranger payé par le FNB et désigné à l'égard du régime enregistré. En conséquence, le rendement après impôt d'un placement dans les parts pourrait être touché de manière négative pour un porteur de parts qui est un régime enregistré.

La LIR comprend des règles sur le « fait lié à la restriction de pertes » qui pourraient éventuellement s'appliquer à certaines fiducies, y compris les FNB. En général, un FNB est assujéti à un fait lié à la restriction de pertes si une personne (ou un groupe de personnes) acquiert des parts du FNB dont la valeur correspond à plus de 50 % de la juste valeur au marché de toutes les parts du FNB. Si un fait lié à la restriction de pertes survient : i) le FNB sera réputé avoir une fin d'année aux fins de l'impôt; ii) tout revenu net et tout gain en capital net réalisé du FNB à cette fin d'année seront distribués aux porteurs de parts du FNB; et iii) le FNB sera limité quant à sa capacité d'utiliser les pertes fiscales (y compris toutes pertes en capital non réalisées) qui existent au moment du fait lié à la restriction de pertes. Toutefois, un FNB sera exempté de l'application des règles sur le fait lié à la restriction de pertes dans la plupart des circonstances, à la condition qu'il constitue un « fonds d'investissement » qui exige que le FNB respecte, à tout moment à compter de la fin de l'année au cours de laquelle il a été créé, certaines règles sur la diversification des placements.

Selon les règles actuelles de la LIR, un FNB qui est une fiducie de fonds commun de placement aux fins de l'impôt pendant toute l'année ne peut réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de revenu qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts, et sa capacité de réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de gains en capital qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts est restreinte. Selon les modifications proposées à la LIR publiées le 4 février 2022, qui s'appliquent spécifiquement aux fiducies de fonds commun de placement négociées en bourse, si elles sont adoptées telles que proposées, la formule de calcul du montant des gains en capital imposables attribués qui ne peut être déduit par un FNB sera fondée sur des renseignements plus facilement accessibles (à compter de l'année d'imposition 2022 du FNB). Par conséquent, les montants et la partie imposable des distributions versées aux porteurs de parts ne faisant pas racheter leurs parts d'un FNB pourraient être supérieurs à ce qu'ils auraient été, n'eût été l'application de ces règles.

Risque lié aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres

Chaque FNB est autorisé à conclure des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres conformément au Règlement 81-102. Aux termes d'une opération de prêt de titres, un FNB prête des titres de son portefeuille, par l'intermédiaire d'un mandataire autorisé, à une autre personne (qu'on appelle souvent une « contrepartie ») en échange de frais et de biens affectés en garantie de forme acceptable. Aux termes d'une opération de mise en pension, le FNB vend ses titres en portefeuille contre espèces par l'intermédiaire d'un agent autorisé et s'engage en même temps à racheter les mêmes titres contre espèces (habituellement à un prix inférieur) à une date ultérieure. Aux termes d'une opération de prise en pension, le FNB achète des titres en portefeuille contre espèces tout en convenant de les revendre contre espèces (habituellement à un prix plus élevé) à une date ultérieure.

Voici quelques exemples des risques associés aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres :

- lorsqu'il conclut des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, le FNB est soumis au risque lié au crédit si la contrepartie manque à ses obligations aux termes de la convention et s'il est forcé de présenter une réclamation afin de recouvrer son placement;
- lorsqu'il recouvre son placement qui fait l'objet d'un cas de défaut, le FNB pourrait subir une perte si la valeur des titres en portefeuille prêtés (dans le cas d'une opération de prêt de titres) ou vendus (dans le cas d'une opération de mise en pension) a augmenté par rapport à la valeur de la garantie détenue par le FNB;
- de même, le FNB pourrait subir une perte si la valeur des titres en portefeuille qu'il a achetés (dans le cas d'une opération de prise en pension) baisse en deçà du montant en espèces que le FNB a versé à la contrepartie.

Un FNB peut, à l'occasion, conclure des opérations de prêt de titres. Lorsqu'un FNB conclut des opérations de prêts de titres, il obtient des biens affectés en garantie dont la valeur excède la valeur des titres prêtés et, bien que ces biens affectés en garantie soient évalués à la valeur du marché, le FNB pourrait tout de même être exposé au risque de perte si l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de rendre les titres empruntés et si les biens affectés en garantie ne suffisent pas à reconstituer le portefeuille de titres prêtés.

Risque lié à un placement dans un fonds de fonds

Les FNB peuvent investir dans d'autres fonds négociés en bourse, organismes de placement collectif, fonds à capital fixe ou fonds d'investissement publics (notamment ceux gérés par le gestionnaire) dans le cadre de sa stratégie de placement et conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables. Si un FNB investit dans de tels fonds sous-jacents, son rendement d'investissement dépendra en grande partie du rendement d'investissement des fonds sous-jacents dans lesquels il investit.

En outre, si un fonds sous-jacent suspend les rachats, un FNB pourrait être incapable d'évaluer précisément une partie de son portefeuille de placement et de racheter ses parts.

Risque lié aux fonds négociés en bourse

Un FNB peut investir dans d'autres fonds négociés en bourse (notamment ceux gérés par le gestionnaire) qui visent à offrir un rendement similaire à celui d'un indice boursier ou d'un indice sectoriel en particulier. Un tel fonds négocié en bourse peut ne pas obtenir le même rendement que son indice boursier ou son indice sectoriel de référence en raison de différences entre la pondération réelle des titres détenus par le fonds et la pondération de ces titres dans l'indice de référence, ainsi qu'en raison des frais d'exploitation et d'administration du fonds.

Absence de marché actif et d'antécédents d'exploitation

HUTS est une fiducie de placement nouvellement constituée qui n'a pas d'antécédents d'exploitation. De plus, même si les parts d'un FNB peuvent être inscrites à la cote d'une bourse, rien ne garantit qu'un marché public actif se créera ou se maintiendra pour les parts d'un FNB.

Risque lié au courtier de premier ordre

Certains des actifs d'un FNB peuvent être détenus dans un ou plusieurs comptes sur marge étant donné que le FNB peut emprunter des fonds à des fins de placement, vendre des titres à découvert et donner une marge en garantie pour des opérations sur dérivés visés. Les comptes sur marge peuvent offrir un degré de séparation des actifs des clients moindre que dans le cadre d'une entente de garde plus conventionnelle. Par conséquent, si un courtier de premier ordre éprouvait des difficultés financières, les actifs du FNB pourraient être gelés et inaccessibles aux fins de retrait ou de négociation ultérieure pendant une période prolongée. Le FNB pourrait alors subir des pertes en raison de l'insuffisance de l'actif du courtier de premier ordre pour régler les réclamations de ses créanciers. De plus, les fluctuations défavorables éventuelles du marché alors que les positions du FNB ne peuvent être négociées pourraient avoir une incidence défavorable sur le rendement du FNB.

Aucun rendement garanti

Rien ne garantit qu'un placement dans les parts d'un FNB produira un rendement positif. La valeur des parts pourrait fluctuer en fonction des conditions du marché, de la conjoncture économique, de la situation politique, du cadre réglementaire et d'autres conditions touchant les placements compris dans le FNB. Avant de faire un placement dans un FNB, les porteurs de parts éventuels devraient examiner le contexte général de leurs politiques en matière de placement. Les éléments d'une politique en matière de placement qu'il y a lieu de considérer sont, entre autres, les objectifs de placement, les contraintes des risques par rapport au rendement et les horizons de placement.

Risque de marché volatil

Les cours des placements détenus par un FNB augmenteront ou diminueront. La conjoncture économique et la conjoncture du marché auront une incidence sur ces cours et sur la rapidité avec laquelle ils fluctuent. Les marchés des placements peuvent être volatils, et les cours des placements peuvent fluctuer considérablement en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment les taux d'intérêt, l'inflation ou la stagflation, l'évolution du rapport entre l'offre et la demande, les programmes de contrôle du commerce, de la fiscalité,

de la monnaie et des taux de change, les politiques gouvernementales, ainsi que les événements politiques et économiques à l'échelle nationale et internationale. De plus, des événements imprévus et imprévisibles comme la guerre et l'occupation, une crise sanitaire de très grande ampleur ou une pandémie mondiale, le terrorisme et les risques géopolitiques connexes peuvent entraîner une volatilité accrue des marchés à court terme et avoir des effets défavorables à long terme sur les économies mondiales et les marchés en général.

Par exemple, la propagation de la maladie à coronavirus (la « COVID-19 ») à l'échelle mondiale a perturbé les activités commerciales, a donné lieu à un ralentissement de l'économie mondiale et a engendré une volatilité accrue sur les marchés financiers mondiaux. Les effets d'événements perturbateurs imprévus pourraient entraîner une volatilité des marchés et pourraient avoir des répercussions qui ne sont pas forcément prévisibles. Ces événements pourraient également avoir des incidences défavorables sur le rendement d'un FNB et le rendement des titres dans lesquels investit un FNB et pourraient faire en sorte que votre placement dans un FNB subisse des pertes.

Ces événements pourraient également avoir un effet marqué sur des émetteurs particuliers ou des groupes d'émetteurs reliés. Ces risques pourraient également avoir une incidence défavorable sur les marchés des valeurs mobilières, l'inflation et d'autres facteurs liés à la valeur du portefeuille des FNB.

En cas de catastrophe naturelle telle qu'une inondation, un ouragan ou un tremblement de terre, ou en cas de guerre, d'émeute, de troubles civils ou d'épidémie, le pays touché pourrait ne pas s'en remettre efficacement et rapidement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur les emprunteurs et les autres entreprises économiques en développement dans ce pays.

Rendement des banques et des institutions financières – HCAL

Le portefeuille d'un FNB peut se composer principalement de titres émis par des banques et d'autres institutions de services financiers. Par conséquent, le rendement d'un tel FNB sera largement tributaire du rendement de ces institutions financières et du cours de leurs titres sur le marché, facteurs qui dépendront tous du secteur mondial des services financiers et de la performance économique de leurs pays respectifs de façon générale. Tout changement défavorable touchant le secteur mondial des services financiers ou l'économie mondiale aura vraisemblablement une incidence défavorable sur les titres du portefeuille et le rendement enregistré par le FNB applicable et ses porteurs de parts.

Risques liés aux bourses étrangères

Les placements effectués dans des titres étrangers peuvent comporter des risques qui ne sont pas habituellement associés à des placements au Canada. Des bourses étrangères pourraient être ouvertes des jours où les FNB ne fixent pas le prix des parts et, par conséquent, la valeur des titres détenus dans le portefeuille d'un FNB pourrait fluctuer des jours où les investisseurs ne seront pas en mesure d'acheter ou de vendre des titres. De plus, certains marchés de valeurs mobilières étrangers peuvent être volatils ou d'une liquidité limitée, ou encore comporter des frais d'opérations et de garde supérieurs à ceux de la TSX. Les titres de certains émetteurs canadiens sont intercotés à une bourse canadienne et à une bourse étrangère et peuvent donc être négociés les jours où la bourse étrangère est ouverte et la TSX ne l'est pas. Dans ces circonstances, les fluctuations de la valeur des titres composant le portefeuille d'un FNB ne se répercuteront pas sur la valeur du FNB, et l'écart ou la différence entre la valeur des titres du portefeuille du FNB et le cours d'une part de ce FNB à la TSX pourrait augmenter. De plus, dans l'éventualité où la TSX est ouverte un jour où une bourse étrangère est fermée, l'écart ou la différence entre la valeur des titres détenus dans le portefeuille du FNB et le cours d'une part de ce FNB à la TSX pourrait augmenter.

Risque lié aux marchés étrangers

La participation à des opérations par les FNB suppose l'exécution et la compensation d'opérations sur des marchés étrangers ou soumises aux règles d'un marché étranger. Aucune des autorités de réglementation des valeurs mobilières ni aucune des bourses canadiennes ne réglemente les activités d'un marché étranger, notamment l'exécution, la livraison ainsi que la compensation des opérations, ni n'a le pouvoir de faire respecter une règle d'un marché étranger ou des lois étrangères applicables. De manière générale, les

opérations effectuées à l'étranger sont régies par les lois étrangères applicables. Cela est vrai même si le marché étranger a un lien officiel avec un marché canadien et si l'application de ces lois par les tribunaux et les autorités gouvernementales n'est pas modifiée d'une manière ayant une incidence défavorable sur un FNB ou ses porteurs de parts ou sur les distributions reçues par le FNB ou ses porteurs de parts.

Risque lié à la méthode d'échantillonnage – FNB indiciels

Les FNB indiciels peuvent avoir recours à une méthode d'échantillonnage ou peuvent détenir un fonds négocié en bourse qui a recours à une telle méthode. Une méthode d'échantillonnage vise la reproduction du rendement de l'indice visé par la détention d'un sous-ensemble des titres constituants ou d'un portefeuille composé d'une partie ou de la totalité des titres constituants et d'autres titres choisis par le conseiller en valeurs, de sorte que les caractéristiques de placement globales du portefeuille présentent les caractéristiques de placement globales de l'indice visé ou d'un échantillon représentatif de l'indice visé. Il est possible que le recours à une méthode d'échantillonnage pour une partie ou la totalité des titres constituants entraîne un écart plus grand en termes de rendement par rapport à l'indice visé qu'une stratégie de reproduction aux termes de laquelle seuls les titres constituants sont détenus dans le portefeuille dans à peu près les mêmes proportions que dans l'indice visé.

Risque d'erreur dans la reproduction ou le suivi des indices – FNB indiciels

Un FNB indiciel ne reproduira pas exactement le multiple proposé du rendement de son indice étant donné que les frais de gestion payables à Hamilton ETFs et les frais d'opération engagés relativement au rajustement des titres de portefeuille détenus par les FNB indiciels et les autres frais des FNB indiciels viendront réduire le rendement total des parts, alors que ces frais d'opération ne sont pas inclus dans le calcul du rendement des indices.

De plus, les FNB indiciels pourraient ne pas reproduire fidèlement le rendement des indices pour diverses raisons, notamment si certains autres titres font partie du portefeuille de titres détenus par les FNB indiciels. Si un FNB indiciel a recours à une méthode d'échantillonnage, ou à certains autres titres, pour composer son portefeuille, ce FNB indiciel aura tendance à reproduire moins fidèlement l'indice qu'un fond négocié en bourse fondé sur un indice qui investit dans les titres constituants dans la même proportion que son indice.

Il se peut également que, pendant une période donnée, les FNB indiciels ne reproduisent pas exactement le multiple du rendement proposé des indices en raison de circonstances extraordinaires.

Risque lié à la stratégie de placement de l'indice – FNB indiciels

Le fournisseur d'indices peut rajuster un indice ou cesser de le calculer sans tenir compte des intérêts particuliers des FNB indiciels ou de leurs porteurs de parts.

De plus, puisque le conseiller en valeurs essaiera de reproduire le multiple du rendement proposé dans le cas de l'indice applicable à chaque FNB indiciel, dans son processus de sélection des titres pour les FNB indiciels, le conseiller en valeurs ne gèrera pas activement les FNB indiciels en entreprenant une analyse fondamentale des titres dans lesquels il investit pour les FNB indiciels ni n'achètera ou ne vendra de titres pour le compte des FNB indiciels en se fondant sur son analyse du marché, de la situation financière ou de la conjoncture économique. Étant donné que le conseiller en valeurs ne tentera pas d'acquérir des positions défensives pendant les périodes de recul des marchés, la situation financière défavorable d'un émetteur représenté dans un indice ne fera pas nécessairement en sorte que le FNB indiciel cesse de détenir les titres de l'émetteur en question, à moins que ces titres ne soient retirés de l'indice applicable.

Risque lié au rééquilibrage et à l'ajustement – FNB indiciels

Les rajustements qui doivent être apportés aux paniers de titres détenus par les FNB indiciels pour tenir compte du rééquilibrage et des rajustements des indices peuvent être tributaires de la capacité du gestionnaire et des courtiers désignés de s'acquitter de leurs obligations respectives aux termes de la ou des conventions de services de courtier désigné. Si un courtier désigné manque à ses obligations, le FNB indiciel pourrait être

tenu de vendre ou d'acheter, selon le cas, des titres constituants de l'indice applicable sur le marché. Le cas échéant, le FNB indiciel engagerait des frais d'opérations supplémentaires et les mauvaises pondérations des titres feraient en sorte que le rendement du FNB indiciel s'écarterait davantage du multiple de rendement proposé des indices qu'il ne serait autrement prévu.

Les rajustements qui doivent être apportés au panier de titres en raison d'un cas de rééquilibrage pourraient avoir une incidence sur le marché des titres constituants de l'indice applicable et, par conséquent, avoir une incidence sur la valeur de cet indice. De même, les souscriptions de parts par les courtiers désignés et les courtiers autorisés peuvent avoir une incidence sur le marché des titres constituants de l'indice, car le courtier désigné ou le courtier autorisé cherche à acheter ou à emprunter les titres constituants pour constituer les paniers de titres à livrer au FNB indiciel en paiement des parts devant être émises.

Calcul et dissolution des indices – FNB indiciels

En cas de défaillance des installations informatiques ou des autres installations du fournisseur d'indices ou de la TSX pour quelque raison que ce soit, le calcul de la valeur des indices et l'établissement par le gestionnaire du nombre prescrit de parts et des paniers de titres pourraient être retardés, et la négociation des parts pourrait être suspendue pendant un certain temps.

Si le fournisseur d'indices cesse de calculer l'indice visé ou si la convention de licence est résiliée, le gestionnaire peut dissoudre le FNB indiciel visé conformément aux lois applicables, modifier l'objectif de placement du FNB indiciel, chercher à reproduire un autre indice ou prendre tout autre arrangement qu'il considère approprié et dans l'intérêt des porteurs de parts du FNB indiciel, compte tenu des circonstances.

NIVEAUX DE RISQUE DES FNB

Le niveau de risque de placement d'un FNB doit être établi conformément à une méthode de classement du risque standardisée énoncée dans le Règlement 81-102, laquelle est fondée sur la volatilité historique du FNB, mesurée en fonction de l'écart-type sur 10 ans des rendements du FNB. L'écart-type est utilisé pour quantifier la dispersion historique des rendements autour des rendements moyens sur une période récente de 10 ans. Dans ce contexte, il peut donner une indication de la variabilité des rendements par rapport au rendement moyen sur la période d'évaluation de 10 ans. Plus l'écart-type d'un FNB est élevé, plus son rendement a varié dans le passé. En général, plus la fourchette de rendements observés ou possibles est grande, plus le risque est élevé.

Puisque chaque FNB n'a pas d'historique de rendement de 10 ans (et que HUTS est nouvellement créé), le gestionnaire calcule le niveau de risque de placement de chaque FNB au moyen d'un indice de référence dont l'écart-type devrait se rapprocher raisonnablement de l'écart-type du FNB. Lorsqu'un FNB aura un historique de rendement de 10 ans, son écart-type sera calculé en fonction de son historique de rendement plutôt qu'en fonction de celui de l'indice de référence. Chaque FNB se voit attribuer un niveau de risque de placement parmi les catégories suivantes : risque faible, faible à moyen, moyen, moyen à élevé ou élevé.

Le tableau suivant présente une brève description de l'indice de référence utilisé pour chaque FNB :

FNB	Indice de référence	Brève description de l'indice de référence
HCAL	Indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion Total Return	L'indice Solactive Canadian Bank Mean Reversion Total Return est un indice à pondération variable composé de six grandes banques commerciales canadiennes.
HDIV	Indice de rendement global S&P/TSX 60	L'indice de rendement global S&P/TSX 60 est un indice du segment de marché à grande capitalisation du marché boursier canadien, structuré de manière à refléter les pondérations sectorielles de l'indice composé S&P/TSX.
HUTS	Indice Solactive Canadian Utility Services High Dividend	L'indice Solactive Canadian Utility Services High Dividend est un portefeuille équilibré de 12 sociétés canadiennes de services publics, y compris des représentants des secteurs des services publics, des télécommunications et des pipelines, qui distribuent des dividendes élevés.

Dans certains cas, la méthode décrite ci-dessus peut produire un niveau de risque de placement pour un FNB que le gestionnaire juge trop bas et non représentatif de la volatilité future du FNB. Par conséquent, en plus d'utiliser la méthode normalisée de classification du risque décrite ci-dessus, le gestionnaire peut relever le niveau de risque de placement du FNB s'il le juge raisonnable dans les circonstances en prenant en compte d'autres facteurs qualitatifs, dont le climat économique, les styles de gestion du portefeuille, la concentration sectorielle et les types de placements effectués par le FNB.

Les porteurs de parts devraient savoir que d'autres types de risques, mesurables et non mesurables, existent. De plus, tout comme le rendement historique peut ne pas être représentatif des rendements futurs, la volatilité historique peut ne pas être représentative de la volatilité future. Le niveau de risque d'un FNB, tel qu'il est indiqué ci-après, est passé en revue chaque année et dès qu'il n'est plus raisonnable dans les circonstances. On peut obtenir gratuitement sur demande une explication détaillée de la méthode de classement du risque de placement utilisée pour établir le niveau de risque de chaque FNB en composant le 416 941-9888. Les niveaux de risque indiqués ci-dessous ne correspondent pas nécessairement à l'évaluation que fait un investisseur de sa tolérance au risque. Il est conseillé aux investisseurs de consulter leur conseiller financier pour obtenir des conseils concernant leur situation personnelle.

Compte tenu de ce qui précède, chaque FNB s'est vu attribuer un niveau de risque comme il est indiqué ci-dessous.

FNB	Niveau de risque
HCAL	Moyen à élevé
HDIV	Moyen
HUTS	Moyen

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTIONS

Généralités

Il est prévu que les FNB verseront des distributions à leurs porteurs de parts chaque mois. Ces distributions seront versées au comptant, à moins qu'un porteur de parts ne participe au régime de réinvestissement.

Les versements de distributions ne sont pas fixes ni garantis. Le gestionnaire peut, à son gré, changer la fréquence ou le montant prévu de ces versements de distributions. Les distributions en espèces sont composées principalement de revenu. Toutefois, elles peuvent comprendre, à l'appréciation du gestionnaire, des gains en capital ou un remboursement de capital.

Les FNB prévoient distribuer une partie suffisante de leurs produits nets des placements (y compris les gains en capital nets) pour ne pas être assujettis à l'impôt sur le revenu ordinaire non remboursable en vertu de la LIR pour une année donnée. Des distributions supplémentaires devant faire en sorte qu'un FNB n'ait pas cet impôt sur le revenu à payer, le cas échéant, devraient être versées annuellement à la fin de chaque année, au besoin. Toutes ces distributions seront automatiquement réinvesties pour le compte de chaque porteur de parts dans des parts additionnelles du FNB visé à un prix correspondant à la valeur liquidative par part du FNB ce jour donné. Les parts du FNB seront immédiatement consolidées de sorte que le nombre de parts en circulation du FNB qui sont détenues par chaque porteur de parts ce jour donné après la distribution correspondra au nombre de parts du FNB détenues par le porteur de parts avant la distribution. Dans le cas d'un porteur de parts non résident, si l'impôt doit être retenu relativement à la distribution, le dépositaire du porteur de parts pourra débiter son compte du montant d'impôt à retenir. Le traitement fiscal pour les porteurs de parts du FNB concernant les distributions réinvesties est présenté à la rubrique « Incidences fiscales ».

Régime de réinvestissement des distributions

Les porteurs de parts d'un FNB peuvent choisir à tout moment de participer au régime de réinvestissement des distributions du gestionnaire (le « **régime de réinvestissement** ») en communiquant avec l'adhérent de la CDS par l'intermédiaire duquel ils détiennent leurs parts. Aux termes du régime de réinvestissement, les distributions mensuelles ou trimestrielles au comptant, selon le cas, seront affectées à l'acquisition, sur le marché ou auprès du FNB visé, de parts additionnelles du FNB visé (les « **parts visées par le régime** ») et seront portées au crédit du porteur de parts (le « **participant au régime** ») par l'entremise de la CDS.

Les porteurs de parts admissibles peuvent choisir de participer ou de ne plus participer au régime de réinvestissement en faisant part de leur intention à la CDS par l'entremise de tout adhérent de la CDS par l'entremise duquel les porteurs de parts détiennent leurs parts. L'adhérent de la CDS, agissant pour le compte du porteur de parts, doit aviser la CDS que le porteur de parts souhaite ou ne souhaite pas participer au régime de réinvestissement, au plus tard à 16 h (heure de Toronto) au moins deux jours ouvrables avant la date de clôture des registres relative à la prochaine distribution prévue aux termes de laquelle le porteur de parts aurait le droit de recevoir une distribution (réinvestie ou en espèces, selon le cas). La CDS doit, à son tour, aviser le mandataire aux fins du régime, au plus tard à 17 h (heure de Toronto) à la date de clôture des registres pertinente, que le porteur de parts souhaite participer ou ne pas participer au régime de réinvestissement.

Fractions de part

Aucune fraction de parts visées par le régime ne sera émise aux termes du régime de réinvestissement. Au lieu de fractions de parts, le mandataire aux fins du régime versera à la CDS ou à l'adhérent de la CDS, chaque mois ou chaque trimestre, selon le cas, une somme en espèces correspondant aux fonds non investis. Le cas échéant, la CDS créditera cette somme au compte du participant au régime par l'entremise de l'adhérent de la CDS concerné.

Modification, suspension ou résiliation du régime de réinvestissement

Comme il est indiqué ci-dessus, les participants au régime peuvent mettre fin à leur participation au régime de réinvestissement à une date de clôture des registres relative à une distribution donnée en avisant leur adhérent de la CDS suffisamment longtemps avant la date de clôture des registres en question pour lui permettre d'aviser la CDS et de permettre à celle-ci d'aviser le mandataire aux fins du régime au plus tard à 16 h (heure de Toronto) au moins deux jours ouvrables avant cette date de clôture des registres relative à une distribution. À compter de la première date de distribution suivant la remise de cet avis, les distributions payables à ces porteurs de parts seront versées en espèces. Le formulaire d'avis de résiliation sera disponible auprès des adhérents de la CDS, et tous les frais associés à la préparation et à la remise de cet avis seront à la charge du participant au régime qui exerce son droit de mettre fin à sa participation au régime de réinvestissement.

Le gestionnaire pourra résilier le régime de réinvestissement, à son gré, moyennant un avis d'au moins 30 jours remis aux participants au régime et au mandataire aux fins du régime, sous réserve de toute approbation requise des autorités de réglementation. Sous réserve de l'approbation préalable de la TSX, le gestionnaire pourra également modifier ou suspendre le régime de réinvestissement à tout moment et à son gré, à condition qu'il respecte certaines exigences et qu'il en avise les participants au régime et le mandataire aux fins du régime, sous réserve de toute approbation requise des autorités de réglementation. Cet avis peut être donné par la publication d'un communiqué contenant une description sommaire de la modification, ou de toute autre façon que le gestionnaire juge appropriée.

À l'occasion, le gestionnaire peut adopter des règles en vue de faciliter l'administration du régime de réinvestissement. Le gestionnaire se réserve le droit de régir et d'interpréter le régime de réinvestissement de la façon qu'il juge nécessaire ou souhaitable pour en assurer le fonctionnement efficace et équitable.

Dispositions diverses

La participation au régime de réinvestissement est réservée aux porteurs de parts qui sont des résidents du Canada aux fins de la LIR. Les sociétés de personnes (exception faite des « sociétés de personnes canadiennes » au sens de la LIR) ne peuvent pas participer au régime de réinvestissement. Dès qu'il devient un non-résident du Canada ou une société de personnes autre qu'une société de personnes canadienne, un participant au régime doit en informer son adhérent de la CDS et mettre fin immédiatement à sa participation au régime de réinvestissement.

Le réinvestissement automatique des distributions aux termes du régime de réinvestissement n'exonérera pas les participants au régime de l'impôt sur le revenu applicable à ces distributions. Chaque participant au régime recevra chaque année par la poste les renseignements nécessaires pour lui permettre de produire une déclaration de revenus à l'égard des sommes qui étaient payées ou payables à ce participant par le FNB visé au cours de l'année d'imposition précédente.

ACHATS DE PARTS

Placement initial dans le FNB

Conformément au Règlement 81-102, le nouveau FNB n'émettra pas de parts auprès du public tant qu'il n'aura pas reçu et accepté des ordres d'une valeur totalisant au moins 500 000 \$ de la part d'investisseurs autres que Hamilton ETFs ou ses administrateurs, ses dirigeants et ses porteurs de titres.

Placement permanent

Les parts des FNB sont offertes en permanence par le présent prospectus et il n'est pas nécessaire d'émettre un nombre minimal ou maximal de parts des FNB à la fois. Chaque part d'un FNB représente une participation indivise et égale dans l'actif du FNB. La monnaie de base de chacun des FNB est le dollar canadien.

Émission de parts d'un FNB

Au courtier désigné et aux courtiers

Tous les ordres visant l'achat de parts directement auprès d'un FNB doivent être transmis par le courtier désigné et/ou des courtiers. Un FNB se réserve le droit absolu de refuser tout ordre de souscription transmis par le courtier désigné ou un courtier. Un FNB n'a pas à verser de commission au courtier désigné ou à un courtier dans le cadre de l'émission de parts du FNB.

Le courtier désigné ou un courtier peut, tout jour de bourse donné, transmettre un ordre de souscription visant un nombre prescrit de parts ou un lot correspondant à un multiple d'un nombre prescrit de parts d'un FNB. Si un FNB reçoit un ordre de souscription au plus tard à 14 h (heure de Toronto) un jour de bourse, le FNB émettra au courtier désigné ou au courtier le nombre de parts du FNB qui ont été souscrites, généralement le premier jour de bourse après la date à laquelle l'ordre de souscription est accepté, à condition que le paiement pour ces parts ait été reçu. Le nombre de parts d'un FNB émises est fonction de la valeur liquidative par part du FNB le jour de bourse où la souscription est acceptée par le gestionnaire. Malgré ce qui précède, un FNB émettra au courtier désigné ou au courtier le nombre de parts du FNB qui ont été souscrites au plus tard le deuxième jour de bourse suivant la date à laquelle l'ordre de souscription est accepté, à condition que le paiement pour ces parts ait été reçu.

À moins que le gestionnaire n'y consente ou que la déclaration de fiducie ne prévoit autrement, en guise de paiement pour un nombre prescrit de parts d'un FNB, le courtier désigné ou un courtier doit remettre un produit de souscription composé d'un panier de titres et/ou d'une somme au comptant suffisante pour que la valeur du panier de titres et/ou de la somme au comptant remise corresponde à la valeur liquidative du nombre prescrit applicable de parts du FNB calculée après la réception de l'ordre de souscription. Le gestionnaire peut, à son gré, accepter des titres de tout autre fonds négocié en bourse (un « **FNB acceptable** ») que le gestionnaire peut, de temps à autre, considérer comme acceptable, afin que la valeur des titres ou des sommes versées corresponde à la valeur liquidative du nombre prescrit de parts du FNB calculée après la réception de l'ordre de souscription. La valeur des titres d'un FNB acceptable acceptés par le gestionnaire à titre de produit de souscription pour un nombre prescrit de parts d'un FNB sera déterminée à la fermeture des bureaux à la date à laquelle l'ordre de souscription applicable est accepté.

Le gestionnaire peut, à son gré, accepter plutôt un produit de souscription composé de comptant seulement selon un montant correspondant à la valeur liquidative du nombre prescrit applicable de parts du FNB, calculée après la réception de l'ordre de souscription.

Le gestionnaire affichera le nombre prescrit de parts de chaque FNB sur leur site Web désigné, au www.hamiltonetfs.com. Le gestionnaire peut, à son gré, augmenter ou diminuer le nombre prescrit de parts d'un FNB.

Aux porteurs comme distributions réinvesties

Des parts d'un FNB seront émises aux porteurs de parts au moment du réinvestissement automatique de toutes les distributions conformément à la politique en matière de distributions des FNB. Voir la rubrique « Politique en matière de distributions » à la page 37.

Aux porteurs de parts aux termes d'un régime de réinvestissement des distributions

Les porteurs de parts qui participent à un régime de réinvestissement peuvent effectuer des cotisations en espèces préautorisées mensuelles ou trimestrielles aux termes du régime de réinvestissement. Les participants à un tel régime n'ont pas de frais de courtage à payer lorsqu'ils font l'acquisition de parts d'un FNB dans le cadre d'un régime de réinvestissement. Voir la rubrique « Politique en matière de distributions – Régime de réinvestissement des distributions », à la page 41.

Achat et vente de parts d'un FNB

La TSX a approuvé conditionnellement l'inscription à sa cote des parts du nouveau FNB. L'inscription du nouveau FNB est subordonnée au respect par le nouveau FNB de toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 15 août 2023. Les parts de HCAL et de HDIV sont actuellement inscrites et négociées à la TSX.

Lorsqu'un FNB est coté, les investisseurs peuvent négocier des parts du FNB de la même façon que d'autres titres négociés à la TSX, y compris au moyen d'ordres au cours du marché et d'ordres à cours limité. Un investisseur ne pourra acheter ou vendre des parts du FNB à la TSX que par l'entremise d'un courtier inscrit dans la province ou le territoire de résidence de l'investisseur.

Les investisseurs pourraient devoir assumer les frais de courtage d'usage au moment de l'achat ou de la vente des parts d'un FNB.

Points particuliers que devraient examiner les porteurs de parts

Les dispositions relatives au « système d'alerte » qui sont énoncées dans la législation canadienne sur les valeurs mobilières ne s'appliquent pas dans le cadre de l'acquisition de parts d'un FNB. En outre, chaque FNB peut se prévaloir d'une dispense des autorités de réglementation des valeurs mobilières pour permettre à un porteur de parts du FNB d'acquérir plus de 20 % des parts du FNB au moyen de souscriptions à la TSX, sans égard aux exigences relatives aux offres publiques d'achat de la législation canadienne sur les valeurs mobilières applicable.

À moins d'en être dispensé par les autorités de réglementation des valeurs mobilières, chaque FNB se conformera à toutes les exigences applicables du Règlement 81-102. Voir la rubrique « Dispenses et approbations » à la page 69.

Les participants du marché sont autorisés à vendre à découvert et à tout prix des parts d'un FNB, sans égard aux Règles universelles d'intégrité du marché qui, en général, interdisent la vente à découvert de titres à la TSX, sauf à un prix égal ou supérieur au dernier prix de vente.

ÉCHANGE ET RACHAT DE PARTS

Échange de parts à la valeur liquidative par part contre des paniers de titres ou une somme au comptant

Les porteurs de parts d'un FNB peuvent, au gré du gestionnaire, échanger le nombre prescrit applicable de parts (ou un multiple entier de celui-ci) du FNB n'importe quel jour de bourse contre des paniers de titres et/ou une somme au comptant, à la condition qu'un nombre prescrit de parts minimal soient échangées. Pour effectuer un échange de parts d'un FNB, un porteur de parts doit présenter une demande d'échange selon le modèle prescrit par le FNB à l'occasion, au gestionnaire, à son siège social, avant 9 h 30 tout jour de bourse. Le prix d'échange sera égal à la valeur liquidative de chaque nombre prescrit de parts remises aux fins d'échange à la date de prise d'effet de la demande d'échange, payable au moyen de la remise d'un panier de titres (constitué de la façon publiée à la fin du jour de l'opération au cours duquel la demande d'échange est reçue et confirmée) ou d'une somme au comptant. Les parts seront rachetées dans le cadre de l'échange. Le gestionnaire fera également en sorte que le courtier désigné et les courtiers puissent connaître le nombre prescrit applicable de parts aux fins du rachat de parts d'un FNB chaque jour de bourse.

Si une demande d'échange n'est pas reçue au plus tard à 9 h 30 un jour de bourse, la demande d'échange ne prendra effet qu'à partir du jour de bourse suivant. Le règlement des échanges contre des paniers de titres ou une somme au comptant sera généralement effectué au plus tard le deuxième jour de bourse suivant le jour de prise d'effet de la demande d'échange.

Si les titres d'un fonds inscrit en bourse, d'un fonds négocié en bourse avec effet de levier ou d'autres émetteurs dans lesquels un FNB a investi font à un moment donné l'objet d'une interdiction d'opérations ordonnée par une autorité en valeurs mobilières, la livraison de paniers de titres à un porteur de parts, à un courtier ou au courtier désigné au moment d'un échange du nombre prescrit de parts pourrait être reportée jusqu'au moment où le transfert des paniers de titres sera permis par la loi.

Ainsi qu'il est décrit ci-après à la rubrique « Échange et rachat de parts - Usage exclusif du système d'inscription en compte » à la page 46, l'inscription de la participation dans des parts d'un FNB et des transferts de ces parts est effectuée uniquement au moyen du système d'inscription en compte de la CDS. Les droits de rachat décrits ci-après doivent être exercés par l'intermédiaire de l'adhérent à la CDS par l'intermédiaire duquel le propriétaire détient des parts du FNB. Les propriétaires véritables des parts d'un FNB devraient s'assurer qu'ils fournissent des directives de rachat à l'adhérent de la CDS par l'intermédiaire duquel ils détiennent ces parts dans un délai suffisant avant l'heure limite indiquée ci-après pour permettre à cet adhérent de la CDS d'aviser la CDS et pour permettre à la CDS d'aviser le gestionnaire avant l'heure limite applicable.

Rachat de parts d'un FNB contre une somme au comptant

Tout jour de bourse donné, les porteurs de parts d'un FNB peuvent racheter i) des parts du FNB visé contre une somme au comptant à un prix de rachat par part correspondant à 95 % du cours de clôture pour les parts du FNB à la TSX le jour de prise d'effet du rachat; ou ii) moins tous les frais de rachat applicables déterminés de temps à autre par le gestionnaire, à sa discrétion, le nombre prescrit de parts ou un lot correspondant à un multiple du nombre prescrit de parts du FNB contre une somme au comptant correspondant à la valeur liquidative de ce nombre de parts.

Pour un FNB, pour qu'un rachat au comptant prenne effet un jour de bourse donné, une demande de rachat au comptant présentée à l'égard du FNB suivant la formule prévue à l'occasion par le gestionnaire doit être transmise à celui-ci à son siège social au plus tard à 14 h (heure de Toronto) ce jour-là. Si une demande de rachat au comptant n'est pas reçue au plus tard à 14 h (heure de Toronto) un jour de bourse, cette demande ne prendra effet que le jour de bourse suivant. Le paiement du prix de rachat sera généralement effectué le premier jour de bourse après le jour de prise d'effet du rachat. Malgré ce qui précède, le FNB effectuera le paiement du prix de rachat au plus tard le deuxième jour de bourse après le jour de prise d'effet du rachat. Les formulaires de demande de rachat au comptant peuvent être obtenus auprès de tout courtier inscrit.

Puisque les porteurs de parts d'un FNB devraient généralement être en mesure de vendre leurs parts du FNB au cours du marché à la TSX par l'entremise d'un courtier inscrit sous réserve seulement des frais de courtage d'usage, les porteurs de parts du FNB devraient consulter leur courtier ou leur conseiller en placements avant de faire racheter ces parts contre une somme au comptant, à moins qu'ils fassent racheter le nombre prescrit de parts du FNB.

Les investisseurs qui font racheter leurs parts d'un FNB avant la date de clôture des registres pour les distributions qui est applicable à une distribution donnée n'auront pas le droit de recevoir cette distribution.

Dans le cadre du rachat de ses parts, un FNB se départira généralement de titres ou d'autres instruments financiers.

Interruption des rachats

Le gestionnaire peut suspendre le rachat de parts d'un FNB ou le paiement du produit du rachat de parts d'un FNB : i) pendant toute période où la négociation normale est suspendue à une bourse ou à un autre marché à la cote duquel les titres détenus en propriété par le FNB sont inscrits et se négocient, si ces titres représentent plus de 50 % de la valeur ou de l'exposition au marché sous-jacent de l'actif total du FNB, sans tenir compte du passif, et si ces titres ne se négocient pas à une autre bourse qui représente une solution de rechange relativement pratique pour le FNB; ii) après l'obtention de la permission préalable des autorités de réglementation des valeurs mobilières, lorsqu'elle est requise. L'interruption peut s'appliquer à toutes les demandes de rachat reçues avant l'interruption, mais à l'égard desquelles aucun paiement n'a été fait, ainsi qu'à toutes les demandes reçues au moment où l'interruption est en vigueur. Tous les porteurs de parts qui font ces demandes devraient être avisés par le gestionnaire de l'interruption et du fait que le rachat sera effectué à un prix déterminé au premier jour d'évaluation suivant la fin de l'interruption. Tous ces porteurs de parts auront été et devront être avisés qu'ils ont le droit de retirer leur demande de rachat. Dans tous les cas, l'interruption prend fin le premier jour où la condition qui a donné lieu à l'interruption a cessé d'exister, pourvu qu'aucune autre condition en raison de laquelle une interruption est autorisée n'existe à ce moment.

Dans la mesure où il n'y a pas d'incompatibilité avec les règles et les règlements officiels adoptés par tout organisme gouvernemental ayant compétence sur les FNB, toute déclaration d'interruption faite par le gestionnaire est exécutoire.

Coûts associés aux rachats

Le gestionnaire peut, à son gré, exiger des porteurs de parts d'un FNB qu'ils lui paient des frais de rachat d'au plus 0,25 % du produit du rachat du FNB.

Frais de création

Les souscriptions au comptant de parts d'un FNB peuvent, au gré du gestionnaire, être soumises à des frais de création qui sont payables au FNB et qui correspondent au plus à 0,25 % de la valeur de l'ordre de souscription au comptant.

Attribution des revenus et des gains en capital aux porteurs faisant racheter leurs parts

Aux termes de la déclaration de fiducie, un FNB peut attribuer et désigner tout revenu ou gain en capital qu'il réalise par suite de toute disposition de biens du FNB entreprise pour permettre ou faciliter le rachat pour un porteur de parts faisant racheter ses parts. En outre, chaque FNB a le pouvoir de distribuer, d'attribuer et de désigner tout revenu ou gain en capital du FNB à un porteur de parts ayant fait racheter des parts pendant l'année, correspondant à la quote-part de ce porteur de parts, au moment du rachat, du revenu et des gains en capital du FNB pour cette année, ou tout autre montant que le FNB juge raisonnable. Ces attributions réduiront le produit de la disposition pour le porteur de parts faisant racheter ses parts. Selon les règles actuelles de la LIR, un FNB qui est une fiducie de fonds commun de placement aux fins de l'impôt pendant toute l'année ne peut réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de revenu qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts, et sa capacité de réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de gains en capital qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts est restreinte. Selon les modifications proposées à la LIR publiées le 4 février 2022, qui s'appliquent spécifiquement aux fiducies de fonds commun de placement négociées en bourse, si elles sont adoptées telles que proposées, la formule de calcul du montant des gains en capital imposables attribués qui ne peut être déduit par un FNB sera fondée sur des renseignements plus facilement accessibles (à compter de l'année d'imposition 2022 du FNB). Par conséquent, les montants et la partie imposable des distributions versées aux porteurs ne faisant pas racheter leurs parts d'un FNB pourraient être supérieurs à ce qu'ils auraient été, n'eût été ces règles.

Usage exclusif du système d'inscription en compte

L'inscription des participations dans les parts d'un FNB et le transfert de ces parts ne s'effectueront que par l'intermédiaire du système d'inscription en compte de la CDS. Les parts d'un FNB doivent être achetées, transférées et remises en vue de leur rachat par le seul intermédiaire d'un adhérent de la CDS. Tous les droits des propriétaires de parts d'un FNB doivent être exercés par l'intermédiaire de la CDS ou de l'adhérent de la CDS par l'intermédiaire duquel le propriétaire détient des parts du FNB, et tout paiement ou autre bien que le porteur est en droit de recevoir lui sera versé ou délivré par la CDS ou cet adhérent de la CDS. À l'achat de parts d'un FNB, le propriétaire ne recevra que la confirmation d'achat habituelle. Aux présentes, toute mention désignant un porteur des parts d'un FNB s'entend, à moins que le contexte ne dicte le contraire, du propriétaire véritable de ces parts.

Ni un FNB ni le gestionnaire n'assument de responsabilité à l'égard i) des registres maintenus par la CDS relativement aux droits de propriété véritable sur les parts du FNB ou aux comptes du système d'inscription en compte maintenus par la CDS; ii) du maintien, du contrôle ou de l'examen de tout registre lié à de tels droits de propriété véritable; iii) de tout conseil fourni ou de toute déclaration effectuée par la CDS ou de tout conseil fourni ou de toute déclaration effectuée à l'égard des règles et règlements de la CDS ou de toute mesure prise par la CDS ou par la direction des adhérents de la CDS.

L'absence de certificats matériels pourrait restreindre la faculté des propriétaires véritables de parts d'un FNB de donner ces parts en garantie ou de prendre d'autres mesures à l'égard de leur droit de propriété sur ces parts (autrement que par l'intermédiaire d'un adhérent de la CDS).

Un FNB a la possibilité de mettre fin à l'inscription des parts du FNB par l'intermédiaire du système d'inscription en compte, auquel cas les certificats attestant des parts du FNB sous forme essentiellement nominative seront émis aux propriétaires véritables de ces parts ou à leur mandataire.

Opérations à court terme

Le gestionnaire ne croit pas nécessaire d'imposer des restrictions sur les opérations à court terme à l'égard des FNB pour l'instant étant donné : i) que les FNB sont des fonds négociés en bourse dont les titres sont principalement négociés sur le marché secondaire; ii) que les quelques opérations touchant les parts des FNB qui ne sont pas effectuées sur le marché secondaire font intervenir le courtier désigné et des courtiers, qui ne peuvent acheter ou faire racheter qu'un nombre prescrit de parts et auxquels le gestionnaire peut imposer des frais de rachat.

PLACEMENTS ANTÉRIEURS

Cours et volume des opérations

Le graphique suivant présente les fourchettes des cours et le volume des parts de HCAL et de HDIV négociées à la TSX depuis leur création et pour les périodes civiles indiquées. Comme HUTS est nouvellement créé, cette information n'est pas encore disponible à l'égard de ce FNB.

HCAL

Mois	Fourchette de cours des parts (\$ CA)	Volume des parts négociées
Juillet 2021	De 22,50 \$ à 23,46 \$	845 006
Août 2021	De 22,89 \$ à 24,04 \$	882 938
Septembre 2021	De 22,59 \$ à 23,43 \$	809 468
Octobre 2021	De 23,10 \$ à 24,95 \$	754 191
Novembre 2021	De 23,94 \$ à 25,50 \$	1 569 379
Décembre 2021	De 24,07 \$ à 26,17 \$	954 162
Janvier 2022	De 25,91 \$ à 28,59 \$	2 390 747
Février 2022	De 26,69 \$ à 28,58 \$	2 058 395
Mars 2022	De 26,11 \$ à 27,75 \$	2 814 219
Avril 2022	De 23,94 \$ à 26,19 \$	1 686 650
Mai 2022	De 23,09 \$ à 24,67 \$	1 867 314
Juin 2022	De 21,30 \$ à 24,94 \$	992 110

HDIV

Mois	Fourchette de cours des parts (\$ CA)	Volume des parts négociées
Juillet 2021	De 16,45 \$ à 16,82 \$	519 333
Août 2021	De 16,51 \$ à 17,03 \$	966 792
Septembre 2021	De 16,21 \$ à 16,87 \$	1 036 147
Octobre 2021	De 16,39 \$ à 17,52 \$	788 310
Novembre 2021	De 16,62 \$ à 17,68 \$	1 220 414
Décembre 2021	De 16,38 \$ à 17,59 \$	879 405
Janvier 2022	De 17,19 \$ à 18,13 \$	1 583 758
Février 2022	De 17,43 \$ à 18,09 \$	1 211 972
Mars 2022	De 17,63 \$ à 18,77 \$	1 459 301

Mois	Fourchette de cours des parts (\$ CA)	Volume des parts négociées
Avril 2022	De 17,13 \$ à 18,90 \$	1 593 603
Mai 2022	De 16,41 \$ à 17,82 \$	1 431 865
Juin 2022	De 15,41 \$ à 17,69 \$	1 155 779

INCIDENCES FISCALES

De l'avis de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., le texte qui suit constitue, en date des présentes, un résumé des principales incidences fiscales fédérales canadiennes en vertu de la LIR qui s'appliquent généralement à l'acquisition, à la détention et à la disposition de parts d'un FNB par un porteur de parts du FNB qui acquiert des parts du FNB aux termes du présent prospectus. Le présent résumé ne s'applique qu'à un porteur de parts éventuel d'un FNB qui est un particulier (et non une fiducie), qui réside au Canada aux fins d'application de la LIR, qui négocie sans lien de dépendance avec le FNB, au sens donné à cette expression dans la LIR, et qui détient des parts du FNB en tant qu'immobilisations (un « porteur »).

Les parts d'un FNB seront généralement considérées comme des immobilisations pour un porteur à moins que ces parts ne soient détenues ou n'aient été acquises dans le cours normal de l'exploitation d'une entreprise de vente ou d'achat de titres ou dans le cadre d'une ou plusieurs opérations assimilées à un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Dans la mesure où chaque FNB est une « fiducie de fonds commun de placement » aux fins d'application de la LIR, certains porteurs dont les parts pourraient par ailleurs ne pas être considérées comme des biens détenus à titre d'immobilisations pourraient, dans certains cas, être autorisés à faire reconnaître que ces parts et tous les autres « titres canadiens » qu'ils détiennent ou qu'ils ont acquis ultérieurement sont détenus à titre d'immobilisations en effectuant le choix irrévocable prévu au paragraphe 39(4) de la LIR.

Le présent résumé est fondé sur l'hypothèse que chaque FNB est admissible en tout temps à titre de « fiducie d'investissement à participation unitaire » et à titre de « fiducie de fonds commun de placement » au sens de la LIR, et qu'il ne sera pas une « fiducie intermédiaire de placement déterminée » au sens de la LIR. Pour qu'un FNB soit admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement », il doit se conformer de manière continue à certaines exigences ayant trait à l'admissibilité de ses parts aux fins de leur placement auprès du public, au nombre de porteurs de parts du FNB et à la répartition de la propriété de ses parts. **Advenant qu'un FNB ne soit pas admissible en tout temps à titre de fiducie de fonds commun de placement en vertu de la LIR, les incidences fiscales pourraient, sous certains aspects, différer sensiblement de celles décrites ci-après.**

Le présent résumé suppose également que chaque FNB respectera les restrictions en matière de placement qui lui sont imposées.

Le présent résumé est fondé sur les dispositions actuelles de la LIR, son règlement d'application et la compréhension qu'ont les conseillers juridiques des pratiques et des politiques administratives et de cotisation actuelles publiées et rendues accessibles par l'ARC. Le présent résumé tient compte des modifications fiscales. La présente description ne tient pas compte ni n'anticipe de changements en droit, que ce soit par voie législative, gouvernementale ou judiciaire, autres que les modifications fiscales dans leur forme actuelle, et elle ne tient pas compte des incidences fiscales provinciales, territoriales ou étrangères qui peuvent varier de façon marquée de celles décrites aux présentes. Rien ne garantit que les modifications fiscales seront promulguées dans la forme annoncée publiquement, ni même qu'elles seront promulguées.

Le présent résumé est également fondé sur l'hypothèse selon laquelle i) aucun des émetteurs des titres détenus par un FNB ne sera une « société étrangère affiliée » (au sens de la LIR) du FNB ou d'un porteur de parts; ii) aucun des titres détenus par un FNB ne sera un « abri fiscal déterminé » au sens de l'article 143.2 de la LIR; iii) aucun des titres détenus par un FNB ne sera une participation dans une fiducie non-résidente autre qu'une « fiducie étrangère exempte », telle que cette expression est définie à l'article 94 de la LIR concernant les fiducies non-résidentes; iv) aucun des titres du portefeuille ne sera un bien d'un fonds de placement non-résident (ou une participation dans une société de personnes qui détient ce bien) qui exigerait qu'un FNB inclue des montants importants dans le revenu du FNB conformément à l'article 94.1 de la LIR, ni un droit

relatif à une fiducie (ou à une société de personnes qui détient ce droit) qui exigerait que le FNB déclare des montants importants de revenu relativement à ce droit conformément à l'article 94.2 de la LIR; et v) aucun des FNB ne conclura une entente s'il en résulte un « mécanisme de transfert de dividendes » aux fins d'application de la LIR.

Le présent résumé n'épuise pas toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes possibles qui s'appliquent à un placement dans les parts d'un FNB. Le présent résumé ne tient pas compte de la déductibilité de l'intérêt de toute somme empruntée par un porteur de parts pour souscrire des parts d'un FNB. Le présent résumé n'a qu'une portée générale et ne vise pas à donner des conseils juridiques ou fiscaux à tout porteur des parts d'un FNB, ni ne devrait-il être interprété en ce sens. Les investisseurs éventuels devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux à l'égard des conséquences fiscales pour eux de l'acquisition de parts d'un FNB en fonction de leur situation particulière, et examiner les facteurs de risque liés à la fiscalité présentés dans le présent prospectus.

Statut des FNB

Tel qu'il est indiqué ci-dessus, le présent résumé suppose que chaque FNB est admissible en tout temps à titre de « fiducie de fonds commun de placement » aux fins d'application de la LIR.

Les parts d'un FNB constitueront des placements admissibles en vertu de la LIR pour une fiducie régie par un REER, un FERR, un RPDB, un REEI, un REEE ou un CELI (les « régimes » et, individuellement, un « régime »), dans la mesure où les parts du FNB sont inscrites à la cote d'une « bourse de valeurs désignée » (au sens de la LIR) ou qu'un FNB est admissible à titre de « fiducie de fonds commun de placement » au sens de la LIR.

Dans le cas de l'échange de parts contre un panier de titres, l'investisseur pourrait recevoir des titres qui peuvent être ou ne pas être des placements admissibles en vertu de la LIR pour les régimes. Si ces titres ne sont pas des placements admissibles pour les régimes, les régimes (et, dans le cas de certains régimes, les rentiers, bénéficiaires ou souscripteurs du régime ou les porteurs de celui-ci) peuvent être assujettis à des incidences fiscales défavorables. Les investisseurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux pour savoir si ces titres constitueraient des placements admissibles pour les régimes.

Imposition des FNB

Un FNB doit payer de l'impôt sur ses produits nets des placements (y compris les gains en capital nets réalisés) pour une année d'imposition, moins la tranche de ce produit net de placement qu'il déduit à l'égard du montant payé ou payable à ses porteurs de parts dans l'année. Un montant sera considéré payable à un porteur de parts d'un FNB au cours d'une année d'imposition si le FNB le paie au porteur de parts au cours de l'année en question ou si le porteur de parts est habilité, au cours de l'année en question, à exiger le paiement du montant. La déclaration de fiducie des FNB exige que des sommes suffisantes soient payées ou payables chaque année de sorte qu'aucun des FNB ne soit assujetti à l'impôt sur le revenu en vertu de la partie I de la LIR.

Aux fins du calcul du revenu d'un FNB, les gains réalisés ou les pertes subies dans le cadre d'opérations sur des titres effectuées par le FNB constitueront des gains en capital ou des pertes en capital du FNB durant l'année au cours de laquelle les gains auront été réalisés ou les pertes auront été subies, sauf si le FNB est considéré comme faisant le commerce de valeurs mobilières ou si le FNB a effectué une ou plusieurs opérations considérées comme un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Le gestionnaire a avisé les conseillers juridiques que chaque FNB qui détient des « titres canadiens » (au sens de la LIR) choisira ou a choisi, conformément à la LIR, de faire traiter chacun des titres en question comme une immobilisation. Un tel choix garantira que les gains réalisés ou les pertes subies par le FNB à la disposition de titres canadiens seront imposés à titre de gains en capital ou de pertes en capital.

Les primes touchées sur les options d'achat couvertes vendues par un FNB qui ne sont pas exercées avant la fin d'une année constitueront des gains en capital du FNB au cours de l'année où elles sont touchées, sauf si ces primes sont touchées par le FNB à titre de revenu lié aux activités d'achat et de vente de titres, ou si le

FNB a acquis les titres dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations jugées comme un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Le gestionnaire a informé les conseillers juridiques que les FNB achèteront leur portefeuille de titres dans le but de gagner des dividendes et un revenu sur celui-ci pendant la durée de vie des FNB, et qu'ils vendront des options d'achat couvertes dans le but d'accroître le rendement des titres au-delà du revenu provenant de ces titres. Compte tenu de ce qui précède et conformément aux politiques administratives publiées par l'ARC, les opérations entreprises par les FNB à l'égard des titres composant le portefeuille et des options d'achat couvertes liées à ces titres seront traitées et déclarées par les FNB à titre de capital. Les primes touchées par les FNB sur les options d'achat couvertes qui sont exercées ultérieurement seront incluses dans le calcul du produit de disposition des FNB provenant des titres dont ils se sont départis à l'exercice de ces options d'achat couvertes. De plus, dans les cas où la prime a été versée à l'égard d'une option attribuée au cours d'une année antérieure, de sorte qu'elle a constitué un gain en capital pour le FNB au cours de l'année antérieure, le gain en capital en question sera contrepassé.

Le gestionnaire a indiqué aux conseillers juridiques que, généralement, chaque FNB inclura les gains et déduira les pertes à titre de revenu, plutôt qu'à titre de gains et de pertes en capital, à l'égard des placements effectués par l'entremise d'opérations sur dérivés, sauf si ces dérivés ne sont pas des « contrats dérivés à terme » (terme défini dans la LIR) et sont conclus pour couvrir les titres qu'il détient à titre de capital et qu'ils sont suffisamment liés à ceux-ci. Les gains réalisés ou les pertes subies sur des instruments dérivés seront constatés à des fins fiscales au moment où le FNB les réalisera ou les subira.

Un FNB est tenu, pour chaque année d'imposition, d'inclure dans son revenu tous les intérêts qu'il a cumulés jusqu'à la fin de l'année ou qu'il peut recevoir ou reçoit avant la fin de l'année, sauf dans la mesure où de tels intérêts ont été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure.

Pour chaque année d'imposition au cours de laquelle il est une fiducie de fonds commun de placement, un FNB pourra réduire l'impôt, le cas échéant, qu'il doit payer (ou obtenir un remboursement de celui-ci) sur ses gains en capital nets réalisés d'un montant prévu par la LIR en fonction des rachats de ses parts effectués au cours de l'année.

Dans le calcul de son revenu en vertu de la LIR, un FNB peut déduire des dépenses administratives et d'autres dépenses raisonnables, y compris les intérêts sur les emprunts, qui sont engagées pour produire un revenu tiré d'un bien ou d'une entreprise. Un FNB ne peut pas déduire les intérêts courus sur des sommes empruntées utilisées pour financer des rachats de ses parts.

Aux fins d'application de la LIR, chaque FNB est tenu de calculer tous les montants en dollars canadiens.

Les pertes qu'un FNB subit au cours d'une année d'imposition ne peuvent pas être attribuées aux porteurs de parts du FNB; toutefois, le FNB peut les déduire dans les années à venir conformément à la LIR.

Dans certaines circonstances, lorsqu'un FNB dispose d'un bien et autrement subit une perte en capital, la perte sera réputée être une « perte suspendue ». Ceci pourrait arriver lorsque le FNB dispose d'un bien et acquiert ce même bien (par exemple, les parts d'un autre fonds) au cours de la période qui commence 30 jours avant la disposition et se termine 30 jours après la disposition du bien, et qu'il conserve le bien à la fin de cette période.

Un FNB pourrait devoir payer une retenue d'impôt à l'étranger ou d'autres taxes ou impôts dans le cadre de placements dans des titres étrangers.

Si, tout au long d'une année d'imposition, un FNB n'est pas admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement en vertu de la LIR, entre autres, il pourrait être redevable d'un impôt minimum de remplacement en vertu de la LIR. Si le FNB n'est pas une « fiducie de fonds commun de placement », il pourrait être assujéti aux règles sur l'évaluation à la valeur du marché de la LIR si plus de 50 % de ses parts sont détenues par une « institution financière ».

Imposition des porteurs

En général, un porteur sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée la tranche du revenu net du FNB pour l'année d'imposition en question, y compris la tranche imposable de tout gain en capital net réalisé qui est payée ou devient payable au porteur, y compris toute distribution de frais de gestion (que ce soit en espèces ou que ce montant soit automatiquement réinvesti dans des parts supplémentaires du FNB). Ces montants doivent être calculés en dollars canadiens.

La tranche non imposable des gains en capital nets réalisés d'un FNB qui est payée ou devient payable à un porteur au cours d'une année d'imposition ne sera pas incluse dans le calcul du revenu du porteur pour l'année. Tout autre montant supérieur à la quote-part attribuable au porteur des produits nets des placements d'un FNB pour une année d'imposition qui est versé ou doit être versé au porteur dans l'année (c.-à-d., des remboursements de capital) ne sera généralement pas inclus dans le revenu du porteur pour l'année, mais viendra réduire le prix de base rajusté des parts d'un FNB du porteur. Dans la mesure où le prix de base rajusté d'une part du FNB serait autrement un nombre négatif, ce montant négatif sera réputé être un gain en capital et le prix de base rajusté de la part pour le porteur sera majoré du montant du gain en capital réputé.

Si un FNB fait des désignations appropriées, la tranche des gains en capital nets imposables réalisés du FNB et les dividendes imposables reçus ou réputés reçus par le FNB sur des actions de sociétés canadiennes imposables qui sont payés ou deviennent payables à un porteur, le cas échéant, conserveront, en fait, leur nature et seront traités comme tel entre les mains du porteur aux fins de la LIR. Dans la mesure où des montants sont désignés comme des dividendes imposables provenant de sociétés canadiennes imposables, les règles de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes s'appliqueront.

Le FNB qui désigne son revenu de source étrangère et les impôts qu'il a payés sur ce revenu à un territoire étranger à l'égard d'un porteur, ce dernier pourra, aux fins du calcul de ses crédits pour impôt étranger, traiter sa quote-part de l'impôt étranger payé par le FNB relativement à ce revenu comme un impôt étranger payé par le porteur. La disponibilité de crédits pour impôt étranger à l'égard du revenu de source étrangère attribué à un porteur par un FNB est assujettie aux règles du crédit pour impôt étranger établies en vertu de la LIR et de la situation particulière du porteur. Les porteurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité pour obtenir des renseignements sur leur capacité éventuelle de réclamer des crédits pour impôt étranger à l'égard d'une année d'imposition donnée.

Aucune perte d'un FNB, aux fins d'application de la LIR, ne peut être attribuée à un porteur, ni ne peut être traitée comme une perte du porteur.

En vertu de la LIR, le FNB est autorisé à déduire du calcul de son revenu pour une année d'imposition une somme inférieure à celle que représentent ses distributions pour l'année. Cette procédure lui permettra d'utiliser, au cours d'une année d'imposition, des pertes d'années antérieures sans que cela n'affecte sa capacité de distribuer son revenu annuellement. Dans cette situation, la somme distribuée à un porteur de parts d'un FNB, mais non déduite par le FNB, ne sera pas incluse dans le revenu du porteur. Toutefois, le prix de base rajusté des parts du FNB d'un porteur sera réduit de cette somme.

À la disposition réelle ou réputée d'une part d'un FNB, notamment au moment d'un rachat, le porteur réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition du porteur (autre que toute somme que le FNB doit payer et qui représente un montant qui, par ailleurs, doit être inclus dans le revenu du porteur comme cela est indiqué aux présentes), déduction faite de tous les frais raisonnables de disposition, est supérieur (ou inférieur) au prix de base rajusté de la part du FNB. Aux fins du calcul du prix de base rajusté des parts d'un FNB d'un porteur, lorsque le porteur acquiert des parts supplémentaires du FNB, le coût de ces parts du FNB nouvellement acquises sera fixé en établissant leur moyenne avec le prix de base rajusté de toutes les parts du FNB appartenant au porteur en tant qu'immobilisations immédiatement avant ce moment-là. À cette fin, le coût des parts du FNB qui ont été émises dans le cadre d'une distribution correspondra généralement au montant du revenu net ou des gains en capital distribués au porteur de parts du FNB et qui ont été distribués sous forme de parts supplémentaires du FNB. Le regroupement de parts d'un FNB par suite d'une distribution payée sous forme de parts supplémentaires du FNB ne sera pas assimilé à une disposition des parts du FNB et n'aura pas d'incidences

sur le prix de base rajusté global pour un porteur. Toute part supplémentaire acquise par un porteur dans le cadre du réinvestissement des distributions disposera en général d'un coût qui correspond au montant réinvesti. Si un porteur participe au régime de réinvestissement et qu'il acquiert une part d'un FNB à un prix inférieur à la juste valeur au marché de la part à ce moment-là, la position administrative de l'ARC est que le porteur doit inclure la différence dans le revenu et que le coût de la part augmentera en conséquence.

Dans le cas d'un échange de parts contre un panier de titres, le produit revenant au porteur à la disposition des parts sera généralement égal à la juste valeur marchande des biens distribués majorée de tout montant en espèces reçu, moins tout gain en capital réalisé par le FNB à la disposition de ces biens. Aux fins d'application de la LIR, pour un porteur, le coût de tout bien reçu du FNB dans le cadre de l'échange sera généralement égal à la juste valeur marchande de ce bien au moment de la distribution.

Aux termes de la déclaration de fiducie, un FNB peut attribuer et désigner tout revenu ou gain en capital qu'il réalise par suite de toute disposition de biens du FNB entreprise pour permettre ou faciliter le rachat pour un porteur de parts faisant racheter ses parts. En outre, chaque FNB a le pouvoir de distribuer, d'attribuer et de désigner tout revenu ou gain en capital du FNB à un porteur de parts ayant fait racheter des parts du FNB pendant l'année, d'un montant correspondant à la quote-part de ce porteur, au moment du rachat, dans le revenu et les gains en capital du FNB pour cette année, ou tout autre montant que le FNB juge raisonnable. Ces attributions réduiront le produit de la disposition pour le porteur de parts faisant racheter ses parts. Selon les règles de la LIR, un FNB qui est une fiducie de fonds commun de placement aux fins de l'impôt pendant toute l'année ne peut réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de revenu qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts, et sa capacité de réclamer, dans le calcul de son revenu, une déduction au titre des montants de gains en capital qui sont attribués aux porteurs de parts faisant racheter des parts est restreinte.

En général, la moitié de tout gain en capital (un « **gain en capital imposable** ») qu'un porteur réalise à la disposition de parts d'un FNB ou qui est désignée par le FNB à l'égard du porteur dans une année d'imposition sera incluse dans le calcul du revenu du porteur pour l'année en question, et la moitié de toute perte en capital que le porteur subit lorsqu'il dispose de parts d'un FNB dans une année d'imposition peut être déduite des gains en capital imposables qu'il réalise ou que le FNB désigne à l'égard de ce porteur conformément aux dispositions détaillées de la LIR.

Dans certaines circonstances, lorsqu'un porteur dispose de parts d'un FNB et subit d'une autre manière une perte en capital, la perte ne sera pas déductible. Cette situation peut se produire si le porteur, son conjoint ou une autre personne affiliée au porteur (y compris une société contrôlée par le porteur) a acquis des parts du même FNB (qui sont considérées comme des « biens de remplacement ») dans les 30 jours avant ou après le moment où le porteur a disposé de ses parts du FNB et détient le bien de remplacement à la fin de cette période. Dans ce cas, il se peut que la perte en capital du porteur soit réputée constituer une « perte apparente » et soit refusée. Le montant de la perte en capital refusée sera ajouté au prix de base rajusté pour le propriétaire des parts du FNB qui sont des biens de remplacement.

Les sommes qu'un FNB désigne envers un porteur de parts du FNB comme étant des gains en capital imposables ou des dividendes de sociétés canadiennes imposables et des gains en capital imposables réalisés à la disposition de parts du FNB pourraient accroître l'assujettissement du porteur à un impôt minimum de remplacement.

Aux fins de la déclaration de revenus canadienne, le porteur doit calculer et déclarer en dollars canadiens la totalité des dividendes, des gains en capital et des autres sommes se rapportant à un placement dans les parts d'un FNB.

Imposition des régimes enregistrés

Les distributions versées à une fiducie régie par un REER, un FERR, un RPDB, un CELI, un REEI ou un REEE à l'égard des parts d'un FNB alors que celles-ci constituent un placement admissible pour ces régimes ne seront pas imposées dans le régime, et il en sera de même pour les gains en capital réalisés par le régime

au moment de la disposition de ces parts. Les retraits effectués à partir de ces régimes (autres qu'un CELI et certains retraits d'un REEE ou d'un REEI) sont en général imposables en vertu de la LIR.

Si les parts constituent des « placements interdits » pour une fiducie régie par un CELI, un REER, un REEI, un REEE ou un FERR, un porteur de parts qui est le titulaire d'un CELI ou d'un REEI, le rentier d'un REER ou d'un FERR, ou le souscripteur d'un REEE qui détient des parts sera assujéti à une pénalité, comme il est prévu dans la LIR. Un « placement interdit » comprend une part d'un FNB ayant un lien de dépendance avec le porteur ou dans laquelle ce dernier a une participation notable, laquelle expression désigne, en général, une participation dont la valeur représente au moins 10 % de la valeur des parts en circulation d'un FNB et qui est détenue par le porteur, seul ou de concert avec des personnes et des sociétés de personnes avec lesquelles le porteur a un lien de dépendance. De plus, les parts d'un FNB ne seront pas un placement interdit si elles constituent un « bien exclu » au sens donné à cette expression dans la LIR.

Les porteurs de parts devraient s'informer auprès de leur conseiller en fiscalité de l'application des règles relatives aux « placements interdits », compte tenu de leur situation personnelle.

Échange de renseignements fiscaux

La LIR et l'Accord Canada-États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux comprennent des obligations de diligence raisonnable et de déclaration à l'égard des « comptes déclarables américains » dont l'actif est investi dans des fonds tels que les FNB. Toutefois, tant que les parts continueront d'être immatriculées au nom de la CDS, un FNB ne devrait pas avoir de « comptes déclarables américains » et, par conséquent, ne devrait pas être tenu de fournir de renseignements à l'ARC à l'égard de ses porteurs de parts. Toutefois, les courtiers par l'entremise desquels les porteurs de parts détiennent leurs parts sont assujétiés à des obligations de diligence raisonnable et de déclaration de l'information à l'égard des comptes financiers qu'ils tiennent pour leurs clients. Les porteurs de parts pourraient devoir fournir des renseignements à leur courtier afin d'identifier les personnes des États-Unis détenant des parts. Si un porteur de parts est une personne des États-Unis (y compris un citoyen des États-Unis) ou si un porteur de parts ne fournit pas les renseignements demandés et une preuve de statut américain est présente, la LIR exige généralement que les renseignements concernant les placements du porteur de parts détenus dans le compte financier tenu par le courtier soient déclarés à l'ARC, à moins que les placements ne soient détenus dans un régime enregistré. Selon les modalités de l'Accord Canada-États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux, l'ARC est tenue de fournir annuellement ces renseignements à l'Internal Revenue Service des États-Unis.

De plus, la LIR exige que les « institutions financières canadiennes » mettent en place des procédures afin de repérer les comptes détenus par des résidents de pays étrangers (à l'exception des États-Unis) qui ont accepté d'effectuer un échange bilatéral de renseignements avec le Canada (les « territoires participants ») ou par certaines entités dont les « personnes détenant le contrôle » sont des résidents du territoire participant et de déclarer les renseignements requis à l'ARC. Ces renseignements seront échangés par l'ARC de façon bilatérale et réciproque avec les territoires participants où résident les titulaires de comptes ou les personnes détenant le contrôle en question. Selon ces règles, les porteurs de parts doivent fournir certains renseignements concernant leur placement dans un FNB aux fins de cet échange de renseignements, à moins que le placement ne soit détenu dans le cadre de certains régimes.

Incidences fiscales de la politique en matière de distributions d'un FNB

La valeur liquidative par part d'un FNB tiendra compte, en partie, de tous les revenus et les gains d'un FNB qui ont été cumulés ou réalisés, mais qui n'ont pas été rendus payables au moment où les parts du FNB ont été acquises. Par conséquent, un porteur qui acquiert des parts du FNB, notamment en réinvestissant les distributions, pourrait être assujéti à l'impôt sur sa quote-part du revenu et des gains du FNB cumulés avant l'acquisition des parts du FNB.

MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE GESTION DES FNB

Gestionnaire des FNB

Le gestionnaire, Hamilton Capital Partners Inc., est une société constituée en vertu des lois de la province d'Ontario. Le gestionnaire agit à titre de gestionnaire et de fiduciaire des FNB. Il lui incombe de fournir ou de faire fournir les services administratifs et les services de tiers requis par les FNB. Le bureau principal du gestionnaire est situé au 55 York Street, Suite 1202, Toronto (Ontario) M5J 1R7.

Le gestionnaire est inscrit à titre i) de gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador; ii) de courtier sur le marché dispensé en Ontario; et iii) de gestionnaire de portefeuille en Ontario.

Dirigeants et administrateurs du gestionnaire

Les nom, lieu de résidence, poste et fonctions principales des membres de la haute direction et des administrateurs du gestionnaire sont indiqués ci-après.

Nom et lieu de résidence	Fonction principale auprès du gestionnaire
ROBERT WESSEL Oakville (Ontario)	Administrateur, associé directeur et cofondateur, chef de la direction par intérim et personne désignée responsable
JENNIFER MERSEREAU Toronto (Ontario)	Administratrice, associée principale, cofondatrice et chef de l'exploitation
DEREK SMITH Mississauga (Ontario)	Associé, chef des finances, secrétaire général par intérim et chef de la conformité
HOWARD ATKINSON Toronto (Ontario)	Administrateur indépendant
ROBERT BROOKS Toronto (Ontario)	Administrateur indépendant

Lorsqu'une personne a occupé plusieurs postes au sein d'une société, le tableau ci-dessus n'indique que le poste actuellement occupé ou le dernier poste qui a été occupé. Chaque administrateur occupera son poste jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle suivante du gestionnaire, au cours de laquelle il pourrait être réélu. Au cours des cinq dernières années, tous les administrateurs et les membres de la haute direction du gestionnaire ont occupé leurs fonctions principales indiquées en regard de leur nom respectif ou d'autres fonctions auprès de leur employeur actuel.

Propriété des titres du gestionnaire

Le pourcentage de titres de chaque catégorie ou série de titres avec droit de vote ou de titres de participation du gestionnaire détenus globalement en propriété inscrite ou véritable par l'ensemble des administrateurs et des cadres supérieurs du gestionnaire est de 82 %.

Pour de plus amples renseignements sur les ententes de rémunération du CEI des FNB, voir la rubrique « Comité d'examen indépendant » à la page 58.

Obligations et services du gestionnaire

Conformément à la déclaration de fiducie, le gestionnaire a plein pouvoir et la responsabilité de gérer et de diriger les activités commerciales et affaires internes des FNB, de prendre toutes les décisions relatives aux

activités des FNB et d'engager la responsabilité de ces derniers. Le gestionnaire peut déléguer certains de ses pouvoirs à des tiers dans les cas où, à son gré, il juge qu'il en va de l'intérêt supérieur des FNB.

Le gestionnaire a droit aux frais de gestion en contrepartie des services qu'il rend aux FNB. Ces services comprennent la négociation de contrats avec certains tiers fournisseurs de services, notamment, des conseillers en valeurs, des administrateurs, des contreparties, des dépositaires, des agents chargés de la tenue des registres, des agents des transferts, du courtier désigné, des courtiers, de l'auditeur et des imprimeurs; l'autorisation du paiement des frais d'exploitation engagés au nom des FNB; la tenue des registres comptables des FNB; la préparation des rapports à l'intention des porteurs de parts des FNB et des autorités de réglementation des valeurs mobilières compétentes; le calcul du montant des distributions faites par les FNB et l'établissement de la fréquence de telles distributions; la préparation des états financiers, des déclarations de revenus et des informations financières et comptables selon ce qu'exigent les FNB; l'assurance que les porteurs de parts des FNB reçoivent les états financiers et autres rapports suivant ce que la loi applicable exige de temps à autre; l'assurance que les FNB se conforment à toutes les autres exigences réglementaires, notamment les obligations d'information continue des FNB en vertu des lois applicables en valeurs mobilières; l'administration des achats, des rachats et autres opérations liées aux parts des FNB; les mesures à l'égard de tout paiement exigé au moment de la dissolution des FNB; la gestion des demandes des porteurs de parts des FNB et la communication avec ceux-ci. Le gestionnaire fournit des locaux et du personnel pour assurer ces services, si ceux-ci ne sont par ailleurs fournis par aucun autre fournisseur de services des FNB. Le gestionnaire supervise également la stratégie de placement de chaque FNB pour s'assurer que le FNB se conforme à son objectif de placement, à ses stratégies de placement et aux pratiques et restrictions en matière de placement.

Le gestionnaire est tenu d'exercer ses pouvoirs et de remplir ses fonctions honnêtement, de bonne foi et dans l'intérêt véritable des porteurs de parts des FNB et de faire preuve du degré de prudence, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances similaires. La déclaration de fiducie stipule que le gestionnaire ne sera responsable envers un FNB, tout porteur de parts des FNB ou toute autre personne d'aucune perte ni d'aucun dommage relativement à toute question concernant le FNB, y compris toute perte ou diminution de la valeur des actifs du FNB, s'il respecte sa norme de prudence énoncée ci-dessus.

Le gestionnaire et chacun de ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires pourront, le cas échéant, recevoir une indemnisation prélevée sur les actifs d'un FNB à l'égard de toute réclamation, quelle qu'elle soit, visant notamment les coûts et frais afférents au FNB, qui a été formulée, introduite ou présentée contre le gestionnaire par suite ou à l'égard de toute chose accomplie ou omise ou de tout acte conclu dans le cadre de l'exécution de ses responsabilités envers le FNB, dans la mesure où la personne visée a agi honnêtement, de bonne foi et dans l'intérêt véritable du FNB.

Le gestionnaire peut démissionner de ses fonctions de gestionnaire au moyen d'un préavis écrit de 90 jours transmis au fiduciaire ou d'un préavis plus court accepté par le fiduciaire. Le fiduciaire peut destituer le gestionnaire au moyen d'un préavis écrit d'au moins 90 jours donné à celui-ci. Le fiduciaire doit tout mettre en œuvre pour choisir et nommer le remplaçant du gestionnaire avant la date d'effet de la démission de ce dernier. Comme il est indiqué ci-dessus, en contrepartie des services de gestion qu'il rend à chaque FNB, le gestionnaire est habilité à toucher des frais de gestion provenant de ce FNB. Voir la rubrique « Frais » à la page 25.

Obligations et services du conseiller en valeurs

Le conseiller en valeurs agit à titre de conseiller en valeurs des FNB et est chargé de mettre en œuvre les stratégies de placement d'un FNB aux termes de la déclaration de fiducie. Les décisions relatives à l'achat et à la vente de titres et à l'exécution de toutes les opérations, notamment les opérations de portefeuille, seront prises par le conseiller en valeurs. Dans le cadre de l'achat et de la vente de titres pour le FNB, le conseiller en valeurs cherchera à obtenir des services généraux et une exécution rapide de ses ordres à des conditions favorables.

Le conseiller en valeurs est tenu d'agir en tout temps de manière équitable et raisonnable envers chaque FNB, à agir honnêtement et de bonne foi, dans l'intérêt véritable du FNB et, à cet égard, à faire preuve du degré de prudence, de diligence et de compétence qu'un conseiller en placements raisonnablement prudent exercerait dans des circonstances similaires. Le conseiller en valeurs ne sera nullement responsable de tout manquement ou défaut ou de toute inexécution à l'égard des titres d'un FNB ni ne sera responsable s'il s'est acquitté de ses fonctions et s'est conformé aux normes de conduite, de diligence et de compétence précitées.

À titre de fiduciaire et de gestionnaire, FNB Hamilton peut, à son gré, nommer un conseiller en valeurs remplaçant pour exercer les activités de conseiller en valeurs.

Certains dirigeants et administrateurs du conseiller en valeurs

Le tableau qui suit donne le nom, lieu de résidence et poste(s) des cadres supérieurs et administrateurs du conseiller en valeurs principalement responsables de prendre des décisions en matière de placement pour le compte des FNB :

Nom et lieu de résidence	Fonction principale auprès du conseiller en valeurs
ROBERT WESSEL Oakville (Ontario)	Administrateur, associé directeur et cofondateur
JENNIFER MERSEREAU Toronto (Ontario)	Administratrice et associée principale, cofondatrice et chef de l'exploitation
BABAK ASSADI Toronto (Ontario)	Associé, Stratégie des produits, Gestion de portefeuille et chef de la négociation
ROBERT WEBB Toronto (Ontario)	Administrateur et gestionnaire associé de portefeuille

Lorsqu'une personne a occupé plusieurs postes au sein d'une société, le tableau ci-dessus n'indique que le poste actuellement occupé ou le dernier poste qui a été occupé. Au cours des cinq dernières années, toutes les personnes dont le nom est indiqué ci-dessus, à l'exception de Robert Webb, ont occupé leurs fonctions principales indiquées en regard de leur nom respectif ou d'autres fonctions auprès de leur employeur actuel. Quant à M. Robert Webb, il agit à titre de gestionnaire associé de portefeuille auprès du conseiller en valeurs depuis novembre 2021. Avant de se joindre au conseiller en valeurs, M. Webb a travaillé au Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario pendant plus d'une décennie, plus récemment en tant que directeur et gestionnaire de portefeuille de 2010 à 2013.

Le courtier désigné

Le gestionnaire, agissant pour le compte de chaque FNB, a conclu une convention de services de courtier désigné avec le courtier désigné aux termes de laquelle le courtier désigné s'engage à exécuter certaines tâches relativement à ce FNB y compris, notamment : i) souscrire un nombre suffisant de parts de ce FNB pour satisfaire aux exigences d'inscription initiale de la TSX; ii) souscrire de façon continue des parts de ce FNB; iii) afficher un marché bidirectionnel liquide pour la négociation des parts de ce FNB à la TSX. Le paiement visant des parts d'un FNB doit être effectué par le courtier désigné, et les parts du FNB seront émises, au plus tard le premier jour de bourse après l'envoi de l'avis de souscription.

Le courtier désigné peut en tout temps résilier une convention de services de courtier désigné en donnant au gestionnaire un préavis écrit d'au moins six mois l'informant de cette résiliation. Le gestionnaire peut en tout temps résilier une convention de services de courtier désigné, sans préavis, en envoyant au courtier désigné un avis de cessation écrit.

Les parts ne représentent pas une participation ou une obligation du courtier désigné ou d'un courtier ou de tout membre du groupe de l'un d'eux, et un porteur de parts d'un FNB n'aura aucun recours contre l'une ou l'autre de ces parties relativement aux montants payables par le FNB au courtier désigné ou à un courtier.

Conflits d'intérêts

Le gestionnaire et ses représentants et les membres de son groupe (chacun un « **gestionnaire de FNB** ») ne consacrent pas leur temps exclusivement à la gestion des FNB. Les gestionnaires de FNB fournissent des services similaires ou différents à d'autres et peuvent promouvoir ou constituer d'autres fonds de placement (publics et privés) au cours de la même période où ils agissent pour le compte des FNB. Les gestionnaires de FNB seront donc en conflit d'intérêts pour ce qui est de consacrer du temps de gestion et d'offrir des services aux FNB et aux autres personnes auxquelles ils fournissent des services semblables.

Les gestionnaires de FNB peuvent effectuer des opérations de négociation et de placements pour leur propre compte, et ces personnes négocient et gèrent actuellement, et continueront de négocier et de gérer, des comptes autres que les comptes d'un FNB en utilisant des stratégies de négociation et de placement qui sont les mêmes que les stratégies, ou différentes des stratégies, qui sont utilisées pour prendre les décisions de placement pour le FNB, ou différentes de celles-ci. De plus, dans le cadre des opérations de négociation et de placements effectués pour leur propre compte, les gestionnaires de FNB peuvent prendre des positions qui sont soit identiques à celles d'un FNB, soit différentes de celles d'un FNB, soit inverses à celles d'un FNB. En outre, toutes les positions prises dans des comptes appartenant au gestionnaire, gérés par lui ou sur lesquels celui-ci exerce une emprise seront regroupées aux fins de l'application de certaines limites sur les positions auprès des bourses. Par conséquent, un FNB pourrait ne pas être en mesure de conclure ou de maintenir certaines positions si celles-ci, lorsqu'elles sont ajoutées aux positions déjà détenues par le FNB et ces autres comptes, étaient supérieures aux limites applicables. L'ensemble de ces négociations et placements pourrait également accroître le niveau de concurrence observé en ce qui a trait aux priorités accordées à l'enregistrement des ordres et à la répartition des opérations. Voir la rubrique « Facteurs de risque » à la page 26.

Les gestionnaires de FNB peuvent de temps à autre avoir des intérêts pour le compte de leurs autres clients qui diffèrent des intérêts des porteurs de parts des FNB.

En évaluant ces conflits d'intérêts, les investisseurs éventuels devraient savoir que les gestionnaires de FNB ont l'obligation envers les porteurs de parts d'agir de bonne foi et de façon équitable dans toutes les opérations touchant les FNB. Dans le cas où un porteur de parts d'un FNB est d'avis qu'un des gestionnaires de FNB a manqué à son obligation envers lui, il peut demander réparation pour lui-même ou pour le compte du FNB afin d'obtenir des dommages-intérêts de la part du gestionnaire de FNB visé ou d'exiger une reddition de compte de celui-ci. Les porteurs de parts devraient être informés que l'exécution par un gestionnaire de FNB de ses responsabilités envers un FNB sera évaluée en fonction : i) des dispositions de la convention aux termes de laquelle le gestionnaire de FNB a été nommé à ce titre à l'égard du FNB; ii) des lois applicables.

Un ou plusieurs courtiers inscrits agissent ou peuvent agir à titre de courtiers désignés, de courtiers ou de teneurs de marché. Ces relations peuvent créer des conflits d'intérêts réels ou perçus dont les investisseurs devraient tenir compte relativement à un placement dans un FNB. Plus particulièrement, en raison de ces relations, ces courtiers inscrits pourraient tirer avantage de la vente et de la négociation de parts. Le courtier désigné, à titre de teneur de marché d'un FNB sur le marché secondaire, pourrait donc avoir des intérêts financiers qui diffèrent de ceux des porteurs de parts et qui pourraient même être contraires à ceux des porteurs de parts.

Un tel courtier inscrit et les membres de son groupe peuvent, à l'heure actuelle ou dans l'avenir, traiter avec un FNB, les émetteurs des titres composant le portefeuille de placement d'un FNB, le gestionnaire ou tout fonds dont le promoteur est le gestionnaire ou les membres de son groupe, y compris en accordant des prêts, en concluant des opérations sur dérivés ou en fournissant des services de conseil ou de représentation. De plus, la relation entre un tel courtier inscrit et les membres de son groupe, d'une part, et le gestionnaire et les membres de son groupe, d'autre part, peut s'étendre à d'autres activités, comme faire partie d'un syndicat de placement pour d'autres fonds dont le promoteur est le gestionnaire ou les membres de son groupe.

Aucun courtier désigné ni aucun courtier n'a participé à la préparation du présent prospectus ni n'a examiné le contenu de celui-ci. Le courtier désigné et les courtiers n'agissent pas en tant que preneurs fermes des FNB dans le cadre du placement par les FNB de parts en vertu du présent prospectus. Les parts ne représentent pas une participation ou une obligation du courtier désigné, d'un courtier ou de tout membre du groupe de l'un d'eux, et un porteur de parts n'a aucun recours contre l'une ou l'autre de ces parties relativement aux montants payables par un FNB au courtier désigné ou à un courtier. Les autorités de réglementation des valeurs mobilières ont rendu une décision qui dispense les FNB de l'exigence d'inclure une attestation de tout preneur ferme dans le prospectus.

Comité d'examen indépendant

Le Règlement 81-107 exige que tous les fonds d'investissement offerts au public, tels que les FNB, créent un CEI et que le gestionnaire soumette toute question de conflits d'intérêts à l'égard des FNB à l'examen ou à l'approbation du CEI. Aux termes du Règlement 81-107, le gestionnaire est en outre tenu d'instaurer des politiques et procédures écrites régissant les questions de conflits d'intérêts, de tenir des dossiers relativement à ces questions et de fournir au CEI les conseils et l'assistance nécessaires dans le cadre de l'exécution des fonctions et obligations de ce dernier. Selon le Règlement 81-107, le CEI doit être formé d'au moins trois (3) membres indépendants et est tenu d'évaluer régulièrement ses membres et de fournir, au moins une fois par année, à un FNB et à ses porteurs de parts des rapports concernant ces fonctions. Les porteurs de parts pourront consulter le dernier rapport du CEI sur le site Web désigné des FNB (www.hamiltonetfs.com) ou en obtenir sans frais un exemplaire en envoyant un courriel à l'adresse etf@hamiltonetfs.com.

Warren Law, Bruce Friesen et Geoff Salmon sont les membres actuels du CEI.

Le CEI :

- examine et commente les politiques et procédures écrites du gestionnaire lorsqu'elles ont trait aux questions de conflits d'intérêts;
- examine les questions de conflits d'intérêts que le gestionnaire lui soumet et formule des recommandations à celui-ci quant à savoir si les mesures qu'il se propose d'entreprendre relativement aux questions de conflits d'intérêts se traduiront par des résultats justes et raisonnables pour les FNB;
- examine et, s'il la juge appropriée, approuve la décision du gestionnaire au sujet des questions de conflits d'intérêts que le gestionnaire lui aura soumise aux fins d'approbation;
- s'acquitte de toute autre tâche attendue de lui en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les FNB rémunèrent les membres du CEI pour leur participation au sein du CEI au moyen d'honoraires et, le cas échéant, de jetons de présence. Bruce Friesen et Geoff Salmon reçoivent une rémunération de 9 500 \$ par année à titre de membres, tandis que Warren Law reçoit 11 000 \$ par année à titre de président du CEI. Le secrétariat du CEI reçoit 20 000 \$ par année pour la prestation de services administratifs. Une rémunération supplémentaire de 2 000 \$ par réunion est exigée par le CEI pour chaque réunion suivant la deuxième réunion prévue au cours d'une année. La rémunération totale payable à l'égard du CEI par un FNB donné est calculée en divisant l'actif net total de ce FNB par l'actif net total de tous les organismes de placement collectif du gestionnaire dont le CEI est responsable, puis en multipliant le résultat obtenu par le montant en dollars que le FNB doit payer au CEI pour la période en question.

Le fiduciaire

Hamilton ETFs est également le fiduciaire des FNB aux termes de la déclaration de fiducie. Le fiduciaire peut démissionner ou être destitué aux termes de la déclaration de fiducie au moyen d'un préavis écrit de 90 jours donné au gestionnaire ou d'un préavis plus court accepté par le gestionnaire. Le gestionnaire doit faire tous les efforts possibles pour choisir et nommer un fiduciaire remplaçant avant la date de prise d'effet de la démission du fiduciaire. Si le gestionnaire ne nomme pas de fiduciaire remplaçant dans les 90 jours suivant la transmission de l'avis ou le moment où un poste devient vacant, le gestionnaire doit convoquer

une assemblée des porteurs de parts des FNB dans les 60 jours suivant la fin de ce délai en vue de nommer un fiduciaire remplaçant. En l'absence de gestionnaire, cinq porteurs de parts d'un FNB peuvent convoquer une assemblée des porteurs de parts du FNB dans les 31 jours suivant la transmission d'un avis ou le moment où un poste devient vacant en vue de nommer un fiduciaire remplaçant. Dans chacun des cas, si, après une période supplémentaire de 30 jours, le gestionnaire et les porteurs de parts d'un FNB n'ont pas nommé un fiduciaire remplaçant, le FNB sera dissous et les biens du FNB seront distribués selon les modalités de la déclaration de fiducie.

Le fiduciaire est tenu d'exercer ses pouvoirs et de s'acquitter de ses fonctions honnêtement, de bonne foi et dans l'intérêt véritable des FNB et de faire preuve du degré de prudence, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances similaires. La déclaration de fiducie stipule que la responsabilité du fiduciaire ne peut être engagée dans le cadre de ses fonctions aux termes de la déclaration de fiducie tant que le fiduciaire se conforme à sa norme de prudence énoncée ci-dessus. De plus, la déclaration de fiducie renferme d'autres dispositions habituelles limitant la responsabilité du fiduciaire et l'indemnisant à l'égard de certaines obligations qu'il contracte dans le cadre de ses fonctions.

Le fiduciaire ne touche aucuns honoraires de la part des FNB, mais reçoit un remboursement pour l'ensemble des charges et obligations qu'il engage à juste titre dans l'exercice de ses activités au nom des FNB.

Administrateur

Horizons, à son siège social de Toronto (Ontario), est l'administrateur. Le gestionnaire a retenu les services de l'administrateur pour que celui-ci l'aide à l'égard de certains aspects de l'administration quotidienne des FNB.

Dépositaire

Compagnie Trust CIBC Mellon est le dépositaire de l'actif des FNB aux termes de la convention de dépôt. Le dépositaire, dont les bureaux sont situés à Toronto (Ontario), est indépendant du gestionnaire. Selon la convention de dépôt, le dépositaire est tenu d'exécuter ses fonctions avec le degré de prudence, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans les mêmes circonstances ou, à un degré supérieur, avec la diligence et la compétence que le dépositaire exerce à l'égard de ses propres biens de nature similaire dont il a la garde (la « **norme de diligence en matière de dépôt** »). Aux termes de la convention de dépôt, le gestionnaire versera au dépositaire des honoraires au taux déterminé par les parties à l'occasion et lui remboursera ses dépenses et débours raisonnables engagés dans le cadre de l'exercice de ses fonctions aux termes de la convention de dépôt. Le dépositaire peut avoir des recours à l'égard des actifs du FNB si le gestionnaire ne paie pas ces frais. Le FNB devra indemniser le dépositaire à l'égard de toute perte ou de tout dommage subi par celui-ci ou de tous frais engagés par celui-ci relativement à la convention de dépôt, sauf si cette perte, ce dommage ou ces frais découlent du non-respect de la norme de diligence en matière de garde. Une partie peut mettre fin à la convention de dépôt en donnant un avis écrit d'au moins 90 jours ou immédiatement dans certains cas de faillite à l'égard d'une autre partie. Le dépositaire n'assume aucune responsabilité ou obligation à l'égard des actions ou de l'inaction d'un sous-dépositaire dont les services ont été retenus à la demande du gestionnaire et qui ne fait pas partie du réseau habituel de sous-dépositaires du dépositaire.

Courtier de premier ordre

Financière Banque Nationale inc., par l'entremise de sa division Banque Nationale Réseau Indépendant (« **FBN** »), à ses bureaux principaux de Toronto, en Ontario, est le courtier de premier ordre. Le gestionnaire, au nom des FNB alternatifs, a conclu convention de services de garde et de valeurs mobilières avec FBN, en sa qualité de dépositaire et de courtier de premier ordre. La convention de services de garde et de valeurs mobilières fait office de contrat de marge relativement aux emprunts d'espèces des FNB alternatifs. La convention de services de garde et de valeurs mobilières peut être résiliée à tout moment au choix de l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours ouvrables à l'autre partie.

Auditeurs

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. sont les auditeurs indépendants des FNB. Les bureaux des auditeurs sont situés au 333 Bay Street, Suite 4600, Toronto (Ontario) M5H 2S5.

Agent d'évaluation

Le gestionnaire a retenu les services de Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon pour qu'elle fournisse des services de comptabilité et d'évaluation à l'égard des FNB aux termes d'une convention de services d'évaluation. Les bureaux de Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon sont situés à Toronto, en Ontario.

Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts

Compagnie Trust TSX, à son siège social de Toronto (Ontario), est l'agent chargé de la tenue des registres et l'agent des transferts à l'égard des FNB conformément à des conventions relatives à l'agent chargé de la tenue des registres et à l'agent des transferts. Compagnie Trust TSX est indépendante du gestionnaire.

Promoteur

Le gestionnaire a pris l'initiative de créer et d'organiser les FNB et il est par conséquent le promoteur des FNB au sens de la loi sur les valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada. Le gestionnaire, en sa qualité de gestionnaire des FNB, reçoit une rémunération des FNB. Voir la rubrique « Frais » à la page 25.

Mandataire d'opérations de prêt de titres

The Bank of New York Mellon sera le mandataire d'opérations de prêt de titres des FNB aux termes d'une convention de mandat de prêt de titres (la « **convention de mandat** »). Les bureaux de The Bank of New York Mellon sont situés à New York (New York). La convention de mandat exige que la valeur totale de la garantie donnée dans le cadre d'un prêt de titres s'élève au moins à 102 % de la valeur des titres prêtés (ou, s'il est plus élevé, au pourcentage de la valeur marchande totale des titres prêtés prévu aux termes des pratiques actuellement en vigueur sur le marché). Sous réserve de certaines exceptions, la convention de mandat exige que The Bank of New York Mellon indemnise les FNB relativement à toute perte subie directement par les FNB par suite d'un prêt de titres effectué par The Bank of New York Mellon. Une partie à la convention de mandat peut la résilier moyennant un préavis de cinq jours ouvrables, ou immédiatement en cas de défaut de l'autre partie.

Site Web désigné

Tout fonds d'investissement est tenu d'afficher certains documents d'information réglementaires sur un site Web désigné. Le site Web désigné des FNB auxquels ce document se rapporte se trouve à l'adresse suivante : www.hamiltonetfs.com.

CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La valeur liquidative par part d'un FNB est calculée en additionnant la valeur de la trésorerie, des titres et des autres éléments d'actif du FNB, moins le passif et en divisant la valeur de l'actif net du FNB par le nombre total de parts du FNB en circulation. La valeur liquidative par part d'un FNB ainsi obtenue est arrondie au cent près par part et demeure en vigueur jusqu'au prochain établissement de la valeur liquidative par part du FNB. La valeur liquidative par part d'un FNB est calculée chaque jour d'évaluation.

En général, la valeur liquidative par part d'un FNB est calculée à l'heure d'évaluation en question. La valeur liquidative par part d'un FNB pourrait être fixée à une heure d'évaluation survenant plus tôt si la TSX et/ou la bourse principale pour les titres détenus par le FNB ferme plus tôt ce jour d'évaluation.

Politiques et procédures d'évaluation des FNB

Le gestionnaire a recours aux procédures d'évaluation suivantes pour calculer la « **valeur liquidative** » et la « **valeur liquidative par part** » d'un FNB chaque jour d'évaluation :

1. La valeur de l'encaisse, des sommes d'argent en dépôt, sommes à vue, lettres de change, billets, débiteurs, charges payées d'avance, dividendes en espèces à recevoir et l'intérêt cumulé non encore reçu est réputée correspondre à leur valeur nominale, sauf si le gestionnaire décide que la valeur de tels dépôts, prêts à vue, lettres de change, billets ou débiteurs ne correspond pas à leur valeur nominale, auquel cas leur valeur sera réputée correspondre à la valeur décidée par le gestionnaire, selon le mode de calcul et la manière pouvant être approuvés par le conseil d'administration du gestionnaire comme étant leur valeur raisonnable.
2. La valeur des titres et marchandises ou la participation dans ceux-ci qui sont inscrits à la cote d'une bourse ou qui font l'objet d'une opération sur cette bourse est fixée de la manière suivante :
 - a) dans le cas de titres qui ont été négociés ce jour d'évaluation, leur cours tel que déterminé à l'heure d'évaluation applicable;
 - b) dans le cas de titres non négociés ce jour d'évaluation, le cours que le gestionnaire estime être leur valeur intrinsèque, selon le mode de calcul et la manière pouvant être approuvés par le conseil d'administration du gestionnaire, ce cours se situant entre le cours de clôture vendeur et le cours de clôture acheteur des titres ou de la participation dans ceux-ci suivant ce qu'indique un rapport d'usage courant ou autorisé par une bourse comme étant officiel.
3. Les positions acheteur dans des options négociables, des options sur contrats à terme, des options hors bourse, des titres assimilables à des titres de créance et des bons de souscription en bourse sont évaluées à leur valeur au cours du marché. Si une option négociable couverte, une option sur contrats à terme couverte ou une option hors bourse couverte est vendue, la prime reçue est exprimée comme un produit constaté d'avance qui est évalué comme un montant correspondant à la valeur au cours du marché de l'option négociable, de l'option sur contrats à terme ou de l'option hors bourse qui aurait l'effet de dénouer la position. Toute différence découlant d'une réévaluation est traitée comme un gain non réalisé ou une perte sur placement. Le produit constaté d'avance est déduit pour obtenir la valeur liquidative de cet instrument. Les titres, le cas échéant, qui sont assujettis à une option négociable vendeur ou à une option hors bourse vendeur sont évalués à la valeur au cours du marché. La valeur d'un contrat à terme, d'un contrat de swap ou d'un contrat à terme de gré à gré correspond à leur gain ou perte qui serait réalisé ou subie si, ce jour d'évaluation, la position dans le contrat à terme ou le contrat à terme de gré à gré, selon le cas, devait être liquidée, sauf si des « limites quotidiennes » sont en vigueur, auquel cas, la juste valeur est fondée sur la valeur au cours du marché de la valeur sous-jacente. La couverture payée ou déposée à l'égard des contrats à terme et des contrats à terme de gré à gré est constatée comme un débiteur et la couverture formée d'éléments d'actif, autres que l'encaisse, est indiquée être détenue comme couverture.
4. Dans le cas d'un titre ou d'un bien pour lequel aucune cotation de prix n'est disponible selon ce qui est décrit ci-dessus, le gestionnaire fixe la valeur de temps à autre, lorsque cela est applicable, conformément aux principes décrits à l'alinéa 2b) ci-dessus; toutefois, le gestionnaire peut employer, aux fins de fixer le prix de vente ou le cours vendeur et acheteur de ce titre ou ce bien, toute cotation publique d'usage courant disponible, ou à défaut, de toute manière que le conseil d'administration du gestionnaire peut approuver.
5. Le passif d'un FNB comprend ce qui suit :
 - tous les billets, lettres de change et créateurs pour lesquels le FNB est débiteur;
 - tous les frais de courtage du FNB;
 - tous les frais de gestion du FNB;

- toutes les obligations contractuelles du FNB à l'égard du paiement de sommes d'argent ou des biens, notamment le montant de toute distribution impayée porté au crédit des porteurs de parts du FNB ce jour d'évaluation ou avant;
 - toutes les provisions du FNB que le gestionnaire autorise ou approuve à l'égard des taxes et impôts (le cas échéant) ou des éventualités;
 - toutes les autres obligations du FNB de quelque nature que ce soit.
6. Chaque opération d'achat ou de vente d'un actif du portefeuille que le FNB effectue doit être constatée au plus tard la prochaine fois que la valeur liquidative du FNB et la valeur liquidative par part du FNB sont calculées.
7. Dans le cadre du calcul de la valeur liquidative d'un FNB, le FNB évalue en général ses placements en fonction de leur cours du marché au moment du calcul de la valeur liquidative. Si aucune valeur marchande n'est disponible à l'égard d'un placement du FNB ou si le gestionnaire décide que cette valeur est inappropriée dans les circonstances (p. ex., si la valeur d'un placement du FNB a été modifiée de manière importante en raison d'événements survenant après la fermeture du marché), le gestionnaire évaluera ce placement en employant des méthodes que le marché a généralement adoptées. Le fait de procéder à une évaluation juste des placements d'un FNB pourrait être approprié si : i) des cotations n'expriment pas avec exactitude la juste valeur d'un placement; ii) la valeur d'un placement a été compromise de manière importante par des événements survenant après la fermeture de la bourse ou du marché sur lequel le placement est principalement négocié; iii) une suspension des opérations entraîne la fermeture hâtive de la bourse ou du marché; iv) d'autres événements entraînent un report de la fermeture normale d'une bourse ou d'un marché. Le fait de procéder à une évaluation juste d'un placement d'un FNB entraîne un risque selon lequel la valeur d'un placement pourrait être supérieure ou inférieure au prix que le FNB pourrait réaliser si le placement devait être vendu.
8. En calculant la valeur liquidative d'un FNB, les parts du FNB qui sont souscrites seront réputées être en circulation et constituer un actif du FNB au moment où le gestionnaire reçoit, accepte et évalue la souscription de ces parts. Les parts d'un FNB qui sont rachetées ne seront réputées en circulation que jusqu'à la fermeture des bureaux (au plus tard) le jour où elles sont rachetées et le produit de rachat, jusqu'à ce qu'il soit payé, constituera un passif du FNB.
9. Aux fins des états financiers, un FNB est tenu de calculer les actifs nets conformément aux Normes internationales d'information financière et au *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*.

Communication de l'information sur la valeur liquidative

Les personnes physiques ou morales qui désirent connaître la valeur liquidative par part la plus récente d'un FNB peuvent communiquer avec le gestionnaire au 416 941-9888, ou consulter le site Web désigné des FNB au www.hamiltonetfs.com.

CARACTÉRISTIQUES DES TITRES

Description des titres faisant l'objet du placement

Chaque FNB est autorisé à émettre un nombre illimité de parts rachetables et transférables aux termes du présent prospectus, lesquelles parts représentent chacune une participation indivise et égale dans l'actif net du FNB.

La TSX a approuvé conditionnellement l'inscription à sa cote des parts du nouveau FNB. L'inscription du nouveau FNB est subordonnée au respect par le nouveau FNB de toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 15 août 2023. Les parts de HCAL et de HDIV sont actuellement inscrites et négociées à la TSX.

Le 16 décembre 2004, la *Loi de 2004 sur la responsabilité des bénéficiaires d'une fiducie* (Ontario) est entrée en vigueur. Cette loi prévoit que les porteurs des parts d'une fiducie ne sont pas, à titre de bénéficiaires, responsables des omissions, des obligations ou des engagements de la fiducie si, lorsque sont commis les omissions ou que naissent les obligations et engagements : i) d'une part, la fiducie est un émetteur assujéti au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario); ii) d'autre part, la fiducie est régie par les lois de l'Ontario. Chaque FNB est un émetteur assujéti en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), et chaque FNB est régi par les lois de l'Ontario selon les dispositions de la déclaration de fiducie.

Chaque part d'un FNB habilite son propriétaire à exprimer une voix aux assemblées des porteurs de parts du FNB. Chaque part d'un FNB permet une participation égale, avec toutes les autres parts du FNB, à tous les paiements faits aux porteurs de parts du FNB, autres que les distributions de frais de gestion, que ce soit au moyen des distributions de revenu ou de gains en capital et, au moment de la liquidation, une participation égale au reliquat de l'actif net du FNB après l'acquittement de toute obligation non réglée attribuable aux parts du FNB. Toutes les parts sont entièrement payées lorsqu'elles auront été émises, conformément à la déclaration de fiducie. Les porteurs de parts d'un FNB sont habilités à demander au FNB de racheter leurs parts du FNB selon ce qui est indiqué à la rubrique « Échange et rachat de parts » à la page 44.

Rachat de parts contre une somme au comptant

N'importe quel jour de bourse, les porteurs de parts peuvent faire racheter leurs parts contre une somme au comptant à un prix de rachat par part équivalent à 95 % du cours de clôture des parts à la TSX, à la date de prise d'effet du rachat. Voir la rubrique « Échange et rachat de parts » à la page 44.

Modification des modalités

Si une modification apportée à la déclaration de fiducie crée une nouvelle catégorie de parts du FNB, les porteurs de parts ne seront pas avisés, à moins que cette modification ait une certaine incidence sur leurs droits ou la valeur de leur placement. Une modification, telle que le reclassement des parts d'un FNB, ou la dissolution d'une catégorie du FNB, laquelle modification ou dissolution a une incidence sur les titres en portefeuille d'un porteur de parts, ne prendra effet que 30 jours après l'envoi d'un avis aux porteurs de parts de la catégorie visée du FNB.

Tous les autres droits rattachés aux parts d'un FNB ne peuvent être modifiés ou changés qu'en conformité avec les modalités de la déclaration de fiducie. Voir la rubrique « Questions touchant les porteurs de parts – Modifications apportées à la déclaration de fiducie » à la page 65.

QUESTIONS TOUCHANT LES PORTEURS DE PARTS

Assemblées des porteurs de parts

Les assemblées des porteurs de parts d'un FNB seront tenues si le gestionnaire les convoque ou s'il reçoit une demande écrite des porteurs de parts du FNB détenant non moins de 25 % des parts alors en circulation du FNB.

Questions nécessitant l'approbation des porteurs de parts

Le Règlement 81-102 exige qu'une assemblée des porteurs de parts d'un FNB soit convoquée pour approuver certaines modifications, dont les suivantes :

- a) le mode de calcul des frais imputés au FNB ou à ses porteurs de parts est modifié d'une manière qui pourrait entraîner une augmentation de ceux-ci, sauf dans les cas où :
 - i) le FNB n'a pas de lien de dépendance avec la personne ou la société qui impute les frais;

- ii) les porteurs de parts ont reçu un avis au moins 60 jours avant la date de prise d'effet de la modification;
- b) des honoraires ou des frais devant être réclamés à un FNB ou directement à ses porteurs de parts par le FNB ou le gestionnaire dans le cadre de la détention de parts du FNB qui pourraient entraîner une augmentation des frais réclamés au FNB ou à ses porteurs de parts sont ajoutés, sauf dans les cas où :
 - i) le FNB n'a pas de lien de dépendance avec la personne ou la société qui impute les frais;
 - ii) les porteurs de parts ont reçu un avis au moins 60 jours avant la date de prise d'effet de la modification;
- c) le gestionnaire est remplacé, à moins que le nouveau gestionnaire du FNB ne soit membre du même groupe que le gestionnaire actuel;
- d) l'objectif de placement fondamental du FNB est modifié;
- e) le FNB diminue la fréquence de calcul de sa valeur liquidative par part;
- f) le FNB entreprend une restructuration avec un autre émetteur ou lui cède son actif, pourvu que les conditions suivantes soient remplies : le FNB cesse d'exister par suite de la restructuration ou de la cession de son actif, et la transaction a pour effet de transformer les porteurs de parts du FNB en porteurs de titres de l'autre émetteur, à moins que l'ensemble des exigences suivantes ne soient satisfaites :
 - i) le CEI du FNB a approuvé la modification conformément au Règlement 81-107;
 - ii) le FNB fait l'objet d'une restructuration avec un autre fonds d'investissement auquel s'appliquent le Règlement 81-102 et le Règlement 81-107 et qui est géré par le gestionnaire ou un membre de son groupe, ou son actif est transféré à un tel fonds;
 - iii) les porteurs de parts ont reçu un avis au moins 60 jours avant la date de prise d'effet de la modification;
 - iv) la transaction est conforme avec certaines autres exigences des lois sur les valeurs mobilières applicables;
- g) le FNB entreprend une restructuration avec un autre émetteur ou acquiert son actif, pourvu que les conditions suivantes soient remplies : le FNB continue d'exister par suite de la restructuration ou de l'acquisition de l'actif, la transaction a pour effet de transformer les porteurs de titres de l'autre émetteur en porteurs de parts du FNB, et cette transaction constituerait un changement important pour le FNB;
- h) le FNB modifie sa structure de façon à devenir un fonds d'investissement à capital fixe ou un émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement;
- i) toute question qui, selon les documents de constitution du FNB, les lois s'appliquant au FNB ou toute convention, doit être soumise au vote des porteurs de parts du FNB.

De plus, l'auditeur d'un FNB ne peut être remplacé à moins que les deux exigences suivantes ne soient satisfaites :

- a) le CEI du FNB a approuvé le remplacement;

- b) les porteurs de parts ont reçu un avis au moins 60 jours avant la date de prise d'effet du remplacement.

L'approbation des porteurs de parts d'un FNB sera réputée avoir été donnée si elle est exprimée par une résolution adoptée à une assemblée des porteurs de parts du FNB, dûment convoquée au moyen d'un préavis de 21 jours et tenue aux fins d'étudier la question et si au moins la majorité des voix exprimées à cet égard l'a approuvée.

Modifications apportées à la déclaration de fiducie

Si une assemblée des porteurs de parts est requise pour modifier une disposition de la déclaration de fiducie, aucune modification proposée à l'assemblée des porteurs de parts d'un FNB ne prendra effet avant que le gestionnaire ait obtenu l'approbation préalable d'au moins la majorité des voix exprimées à une assemblée des porteurs de parts du FNB ou, si une assemblée spéciale distincte est nécessaire, à une telle assemblée des porteurs de parts de chaque catégorie du FNB.

Sous réserve de toute exigence de période de préavis plus longue des lois sur les valeurs mobilières, le fiduciaire a le droit de modifier la déclaration de fiducie en donnant un préavis d'au moins 30 jours aux porteurs de parts de chaque FNB visé par la modification proposée dans les circonstances suivantes :

- a) les lois sur les valeurs mobilières exigent qu'un avis écrit soit donné aux porteurs de parts de ce FNB avant que la modification ne prenne effet;
- b) les lois sur les valeurs mobilières n'interdiraient pas la modification;
- c) le fiduciaire croit raisonnablement que la modification proposée pourrait avoir une incidence importante sur la participation financière ou les droits des porteurs de parts de ce FNB, et qu'il est donc juste et convenable de donner aux porteurs de parts de ce FNB un préavis de la modification proposée.

Tous les porteurs de parts d'un FNB sont liés par toute modification qui touchera le FNB dès la date de prise d'effet de celle-ci.

Le fiduciaire peut, sans avoir obtenu l'autorisation des porteurs de parts d'un FNB ni leur avoir donné un préavis, modifier la déclaration de fiducie s'il croit raisonnablement que la modification proposée ne risque pas d'avoir une incidence importante sur la participation financière ou les droits des porteurs de parts du FNB ou que la modification proposée est nécessaire pour l'une des situations suivantes :

- a) s'assurer de la conformité avec les lois, les règlements ou les politiques applicables de toute autorité gouvernementale ayant compétence sur le FNB ou le placement des parts du FNB;
- b) éliminer tout conflit ou autre incompatibilité qui pourrait exister entre toute modalité de la déclaration de fiducie et toute disposition de toute loi ou politique ou tout règlement applicable et qui pourrait toucher le FNB, le fiduciaire ou ses mandataires;
- c) apporter tout changement ou toute correction dans la déclaration de fiducie qui est une correction typographique ou qui est nécessaire pour dissiper toute ambiguïté ou corriger toute disposition erronée ou incompatible ou toute omission ou erreur d'écriture dans la déclaration;
- d) faciliter l'administration du FNB en tant que fiducie de fonds commun de placement ou faire des modifications ou des ajustements compte tenu de toute modification existante ou proposée à la LIR ou à son application qui pourrait par ailleurs avoir une incidence sur le statut fiscal du FNB ou de ses porteurs de parts;
- e) protéger les porteurs de parts du FNB.

Rapports aux porteurs de parts

Le gestionnaire, agissant pour le compte de chaque FNB et conformément aux lois applicables, fournit à chaque porteur de parts de ce FNB des états financiers semestriels non audités et un rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds pour ce FNB dans les 60 jours de la fin de chaque période semestrielle ainsi que des états financiers annuels audités et un rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds pour ce FNB dans les 90 jours de la fin de chaque exercice. Les états financiers semestriels et annuels de chaque FNB comprennent un état de la situation financière, un état du résultat global, un état de l'évolution de la situation financière, un état des flux de trésorerie et un tableau des placements. Les états financiers semestriels et annuels de chaque FNB présentent également les niveaux minimum et maximum de l'effet de levier enregistrés par ce FNB au cours de la période visée par ces états financiers, ainsi qu'une brève explication sur la façon dont le FNB a utilisé le levier financier et l'importance accordée à ces niveaux pour ce FNB.

Toute information fiscale nécessaire pour que les porteurs de parts puissent préparer leur déclaration de revenus annuelle fédérale conformément à la LIR et relativement à leur placement dans les parts leur est également fournie dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice des FNB. Ni le gestionnaire ni l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts ne sont tenus d'effectuer un suivi du prix de base rajusté des parts d'un porteur de parts. Les porteurs de parts devraient s'informer auprès de leur conseiller en fiscalité ou de leur conseiller en placement sur la façon de calculer le prix de base rajusté de leurs parts et notamment sur l'incidence des désignations effectuées par le FNB sur la situation fiscale des porteurs de parts.

La valeur liquidative par part de chaque FNB est déterminée chaque jour d'évaluation par le gestionnaire et elle est habituellement publiée quotidiennement dans la presse financière.

DISSOLUTION DES FNB

Sous réserve du respect des lois sur les valeurs mobilières applicables, le gestionnaire peut dissoudre un FNB à son gré. Conformément aux modalités de la déclaration de fiducie et des dispositions des lois applicables en valeurs mobilières, les porteurs de parts recevront un préavis écrit de 60 jours portant sur la dissolution. Un FNB ne sera pas liquidé si la valeur liquidative par part est inférieure à un certain niveau.

Si un FNB est dissous, le fiduciaire a l'autorité de prendre toutes les mesures nécessaires pour effectuer la dissolution du FNB. Avant de dissoudre un FNB, le fiduciaire peut s'acquitter de toutes les obligations du FNB et distribuer les actifs nets du FNB aux porteurs de parts du FNB.

À la dissolution d'un FNB, chaque porteur de parts du FNB aura le droit de recevoir à l'heure d'évaluation, à la date de la dissolution, à partir des actifs du FNB : i) un paiement pour ses parts à la valeur liquidative par part pour cette catégorie de parts du FNB calculée à l'heure d'évaluation, à la date de la dissolution; plus ii) le cas échéant, tout produit net de placement et tout gain en capital réalisé net qui lui sont dus ou qui sont autrement attribuables à ses parts, mais qui ne lui ont pas encore été versés; moins iii) tous frais de rachat applicables et toute taxe devant être déduits. Le paiement sera fait par chèque ou au moyen d'un autre mode de paiement à l'ordre de ce porteur de parts et tiré sur la banque du FNB et peut être envoyé par la poste à la dernière adresse de ce porteur de parts qui apparaît dans le registre des porteurs de parts de ce FNB ou peut être livré par tout autre moyen jugé acceptable par le gestionnaire et ce porteur de parts.

Procédure au moment de la dissolution

À la date de la dissolution du FNB, le fiduciaire aura le droit de prélever à partir des actifs d'un FNB une provision pour l'ensemble des coûts, frais, dépenses, réclamations et demandes engagés ou qui, de l'avis du fiduciaire, sont exigibles ou deviendront exigibles dans le cadre ou découlant de la dissolution du FNB et de la distribution de ses actifs aux porteurs de parts. À partir des sommes ainsi prélevées, le fiduciaire a le droit d'être indemnisé de l'ensemble des coûts, des frais, des dépenses, des réclamations et des demandes.

MODE DE PLACEMENT

Les parts d'un FNB sont offertes en permanence par le présent prospectus et il n'est pas nécessaire d'émettre un nombre minimal ou maximal de parts du FNB à la fois. Les parts d'un FNB sont offertes à un prix correspondant à la valeur liquidative de ces parts établie après la réception de l'ordre de souscription. La monnaie de base des FNB est le dollar canadien.

La TSX a approuvé conditionnellement l'inscription à sa cote des parts du nouveau FNB. L'inscription du nouveau FNB est subordonnée au respect par le nouveau FNB de toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 15 août 2023. Les parts de HCAL et de HDIV sont actuellement inscrites et négociées à la TSX.

ENTENTES DE COURTAGE

Sous réserve de l'approbation écrite préalable du gestionnaire, le conseiller en valeurs est autorisé à ouvrir, à tenir, à modifier et à fermer des comptes de courtage au nom du FNB. Il fait appel à un certain nombre de courtiers de compensation pour négocier des opérations sur contrats à terme au nom du FNB. Une fois de tels comptes de courtage ouverts, le conseiller en valeurs est autorisé à négocier des commissions et des frais devant être versés à l'égard de telles opérations de courtage, sous réserve de l'obligation continue de rechercher et d'obtenir le meilleur prix et l'exécution et les modalités d'ensemble les plus favorables.

RELATION ENTRE LES FNB ET LES COURTIER

Le gestionnaire, agissant pour le compte d'un FNB, peut conclure diverses conventions de courtage avec des courtiers inscrits (qui pourraient être ou ne pas être le courtier désigné) aux termes desquelles les courtiers peuvent souscrire des parts du FNB, tel qu'il est décrit à la rubrique « Achats de parts » à la page 42.

Un courtier inscrit peut mettre fin en tout temps à une convention de courtage en donnant un avis en ce sens à Hamilton ETFs. Il est toutefois entendu que, sauf dans certaines circonstances, une telle résiliation ne sera pas permise après que le courtier inscrit a souscrit des parts d'un FNB et qu'Hamilton ETFs a accepté cette souscription. Aucun courtier désigné ni aucun courtier n'a participé à la préparation du présent prospectus ni n'a examiné le contenu de celui-ci. Le courtier désigné et les courtiers n'agissent pas en tant que preneurs fermes des FNB dans le cadre du placement de parts par voie du présent prospectus.

PRINCIPAUX PORTEURS DE PARTS DES FNB

CDS & Co., prête-nom de CDS, est le propriétaire inscrit des parts des FNB, qu'elle détient pour divers courtiers et d'autres personnes pour le compte de leurs clients, entre autres. À l'occasion, un courtier désigné, un FNB ou un autre fonds d'investissement géré par le gestionnaire ou un membre du même groupe que celui-ci pourrait être propriétaire véritable, directement ou indirectement, de plus de 10 % des parts d'un FNB.

INFORMATION SUR LE VOTE PAR PROCURATION RELATIF AUX TITRES EN PORTEFEUILLE

Le conseiller en valeurs exercera les votes par procuration associés aux titres en portefeuille détenus par les FNB conformément à la politique en matière de vote par procuration du conseiller en valeurs (la « **politique en matière de vote par procuration** »). Le conseiller en valeurs est responsable de la réalisation et de l'exécution de toutes les opérations de société, y compris l'exercice des votes par procuration pour le compte des FNB. Le conseiller en valeurs soutiendra généralement la direction des sociétés dans lesquelles il investit et tiendra dûment compte de l'opinion du conseil d'administration d'une société. Par conséquent, dans la plupart des cas, les droits de vote seront exercés conformément aux recommandations du conseil d'administration de la société en question.

Le conseiller en valeurs est responsable de tenir le registre de toutes les procurations exercées.

La politique en matière de vote par procuration ne sert que de cadre; elle ne peut prévoir toutes les propositions auxquelles les FNB peuvent être confrontés. Pour les questions inhabituelles, en l'absence de ligne directrice précise à l'égard d'une proposition donnée (par exemple dans le cas d'une question touchant une opération ou d'une procuration contestée), le conseiller en valeurs évaluera la question au cas par cas et exercera le droit de vote du FNB d'une façon qui, à son avis, maximisera la valeur de l'investissement du FNB.

Les conflits d'intérêts qui peuvent survenir dans le cadre de l'exercice des procurations doivent être rapportés immédiatement au chef de la conformité du conseiller en valeurs et au chef de la conformité du gestionnaire et, au besoin, être portés à l'attention du CEI. La politique en matière de vote par procuration comprend des procédures visant à faire en sorte que les procurations associées aux titres du portefeuille des FNB sont reçues et que les droits qui y sont rattachés sont exercés par le conseiller en valeurs, agissant pour le compte du FNB, conformément à la politique en matière de vote par procuration. Les droits de vote conférés par une procuration doivent être exercés en temps opportun et dans l'intérêt des clients.

Il est possible d'obtenir un exemplaire de la politique en matière de vote par procuration sur demande et sans frais, en communiquant avec le gestionnaire au numéro 416 941-9888 ou en écrivant au gestionnaire, à l'adresse etf@hamiltonetf.com.

Les porteurs de parts d'un FNB peuvent obtenir chaque année le dossier de vote par procuration du FNB pour la période commençant le 1^{er} juillet et prenant fin le 30 juin, sur demande et sans frais, en tout temps après le 31 août suivant la fin de cette période. Le registre des votes par procuration du FNB sera également affiché sur le site Web désigné des FNB, à l'adresse www.hamiltonetfs.com.

CONTRATS IMPORTANTS

Les seuls contrats importants pour les FNB sont les suivants :

- a) *Déclaration de fiducie* : pour obtenir de plus amples renseignements sur la déclaration de fiducie, y compris les dispositions pertinentes relatives à la résiliation et autres modalités importantes de la déclaration, se reporter aux rubriques « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Le fiduciaire » à la page 58, « Caractéristiques des titres – Modification des modalités » à la page 63 et « Questions touchant les porteurs de parts – Modifications apportées à la déclaration de fiducie » à la page 65;
- b) *Convention de dépôt* : pour obtenir de plus amples renseignements sur la convention de dépôt, y compris les dispositions pertinentes relatives à la résiliation et autres modalités importantes du contrat, se reporter à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion des FNB – Dépositaire » à la page 59;
- c) *Convention de licence* : pour obtenir de plus amples renseignements sur la convention de licence, y compris les dispositions pertinentes relatives à la résiliation et autres modalités importantes de la convention, se reporter à la rubrique « Convention de licence » ci-dessous.

Des exemplaires de ces contrats peuvent être consultés au siège social des FNB, à l'adresse 55 York Street, Suite 1202, Toronto (Ontario) M5J 1R7, au cours des heures normales d'ouverture.

CONVENTION DE LICENCE

Modalités de la convention de licence

FNB Hamilton a conclu la convention de licence aux termes de laquelle Solactive AG octroie à FNB Hamilton et au FNB une licence, sous réserve des modalités de la convention de licence, leur permettant d'utiliser chaque indice comme base pour l'exploitation des FNB et d'utiliser les marques de commerce de Solactive AG relativement à un indice et aux FNB. La durée de la convention de licence est indéterminée.

FNB Hamilton et Solactive AG peuvent chacun résilier la convention de licence en respectant un délai de préavis prescrit. La convention de licence prévoit également d'autres circonstances où une partie aurait le droit de résilier ladite convention. Si la convention de licence est résiliée pour quelque raison que ce soit, FNB Hamilton ne pourra plus utiliser l'indice applicable comme base pour un FNB.

Renseignements sur les marques de commerce et déni de responsabilité du fournisseur d'indices

Le FNB n'est pas parrainé, promu, vendu ni soutenu d'aucune autre façon par Solactive AG qui, par ailleurs, n'offre aucune garantie ni assurance, expresse ou implicite, quant aux résultats de l'utilisation de l'indice ou des marques de commerce associées à l'indice ou quant aux cours de l'indice en tout temps ou à tout autre égard. L'indice est calculé et publié par Solactive AG. Solactive AG prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'indice est calculé correctement. Sans égard à ses obligations envers FNB Hamilton, Solactive AG n'a aucune obligation de souligner des erreurs dans l'indice aux tiers, y compris, notamment, aux investisseurs ou aux intermédiaires financiers du FNB. Ni la publication de l'indice par Solactive AG ni la concession de licences à l'égard de l'indice ou des marques de commerce associées à l'indice aux fins d'utilisation relativement au FNB ne constitue une recommandation par Solactive AG d'investir des fonds dans le FNB, et ne représente d'aucune façon une assurance ou une opinion de Solactive AG à l'égard de tout placement dans le FNB.

POURSUITES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

Les FNB ne sont parties à aucune poursuite judiciaire, et le gestionnaire n'a connaissance d'aucune poursuite judiciaire ou procédure d'arbitrage existante ou en cours à laquelle des FNB seraient partie.

EXPERTS

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., l'auditeur indépendant des FNB, a consenti à l'utilisation de ses rapports datés i) du 15 mars 2022 à l'égard de HCAL et de HDIV et ii) du 17 août 2022 à l'égard de HUTS. KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. a confirmé qu'elle est indépendante à l'égard des FNB au sens des règles pertinentes et de leur interprétation connexe prescrite par les organismes professionnels pertinents au Canada ainsi que par les lois ou les règlements applicables.

DISPENSES ET APPROBATIONS

Un FNB peut se prévaloir d'une dispense accordée par les autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières lui permettant de faire ce qui suit :

- a) permettre à un porteur de parts d'acquérir plus de 20 % des parts du FNB au moyen de souscriptions à la TSX, sans égard aux exigences relatives aux offres publiques d'achat de la législation canadienne sur les valeurs mobilières applicable;
- b) dispenser le FNB de l'exigence d'inclure dans le prospectus du FNB une attestation des preneurs fermes;
- c) à l'égard de HCAL, lui permettre d'acheter certains titres de manière à ce que, sous réserve des modalités de la dispense, à l'issue de l'opération, plus de 20 % de l'actif net de HCAL soient investis en titres d'un même émetteur, afin de déterminer si la restriction en matière de concentration prévue au paragraphe 2.1 1) du Règlement 81-102 est respectée.

AUTRES FAITS IMPORTANTS

Déclaration de renseignements à l'échelle internationale

En vertu de l'Accord Canada-États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux intervenu entre le Canada et les États-Unis le 5 février 2014 (l'« **Accord** ») et des dispositions législatives connexes de la LIR, les courtiers par l'entremise desquels les porteurs de parts détiennent leurs parts doivent déclarer à

l'ARC certains renseignements à l'égard des porteurs de parts qui sont des résidents américains et des citoyens américains (y compris les citoyens américains qui sont des résidents ou des citoyens canadiens) et de certaines autres « personnes des États-Unis » au sens de l'Accord (exclusion faite des régimes, telle que cette expression est définie plus haut à la rubrique « Incidences fiscales – Statut du FNB »). L'ARC est censée transmettre ces renseignements à l'Internal Revenue Service des États-Unis.

DROITS DE RÉOLUTION DU SOUSCRIPTEUR OU DE L'ACQUÉREUR ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution qui ne peut être exercé que dans les 48 heures suivant la réception d'une confirmation de souscription ou d'acquisition de titres du FNB. Dans plusieurs provinces et territoires, la législation sur les valeurs mobilières permet également à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains ressorts, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus ou toute modification de celui-ci contient de l'information fautive ou trompeuse, ou si les faits relatifs au FNB ne sont pas communiqués, à condition que l'acquéreur exerce ces recours dans le délai prescrit par la législation sur les valeurs mobilières de sa province ou de son territoire.

L'acquéreur devrait se reporter aux dispositions applicables de la législation sur les valeurs mobilières de la province ou du territoire pour connaître les détails de ces droits ou consulter un conseiller juridique.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Il est ou sera possible de trouver d'autres renseignements sur un FNB dans les documents suivants :

- a) Les derniers états financiers annuels comparatifs déposés du FNB, ainsi que le rapport d'audit qui les accompagne;
- b) Les états financiers intermédiaires du FNB qui ont été déposés après le dépôt des derniers états financiers annuels du FNB;
- c) Le dernier rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds qui a été déposé pour le FNB;
- d) Tout rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds qui a été déposé pour le FNB après le dépôt du dernier rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds pour le FNB;
- e) Le dernier aperçu du FNB qui a été déposé pour le FNB.

Ces documents sont ou seront intégrés par renvoi dans le présent prospectus, de sorte qu'ils en feront légalement partie intégrante, comme s'ils en constituaient une partie imprimée. Vous pourrez obtenir sur demande et sans frais un exemplaire de ces documents en composant le 416 941-9888, ou en vous adressant à votre courtier en valeurs. Ils sont également publiés sur le site Web désigné des FNB à l'adresse www.hamiltonetfs.com. Ces documents et d'autres renseignements concernant les FNB sont aussi accessibles sur le site Web www.sedar.com.

En plus des documents énumérés ci-dessus, tout document visé par ce qui précède qui est déposé pour le compte d'un FNB après la date du présent prospectus, mais avant la fin du placement du FNB, est réputé intégré par renvoi dans le présent prospectus.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration de Hamilton Capital Partners Inc.

Objet : FNB amélioré services publics Hamilton

(le « FNB »)

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état financier du FNB, qui comprend l'état de la situation financière au 17 août 2022, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (ci-après, l'« **état financier** »).

À notre avis, l'état financier ci-joint donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du FNB au 17 août 2022, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) pour cet état financier.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit de l'état financier » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants du FNB conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état financier au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état financier

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de l'état financier conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies notables, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation de l'état financier, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du FNB à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le FNB ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du FNB.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit de l'état financier

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier pris dans son ensemble est exempt d'anomalies notables, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie notable qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme notables lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état financier prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous décelons et évaluons les risques que l'état financier comporte des anomalies notables, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie notable résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie notable résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du FNB;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude particulière liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du FNB à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude particulière, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les renseignements fournis dans l'état financier au sujet de cette incertitude ou, si ces renseignements ne sont pas adéquats, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le FNB à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu de l'état financier, y compris les renseignements fournis dans les notes, et vérifions si l'état financier représente les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

« KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. »

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Le 17 août 2022
Toronto, Canada

FNB AMÉLIORÉ SERVICES PUBLICS HAMILTON

État de la situation financière

Le 17 août 2022

Actif	
Trésorerie	16 \$
<hr/>	
Total de l'actif	16 \$
<hr/>	
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables :	
Autorisé :	
Nombre illimité de parts	
sans valeur nominale, émises et entièrement libérées	
<hr/>	
Total de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	16 \$
<hr/>	
Parts émises et entièrement libérées	1
<hr/>	
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part : de catégorie E	16 \$

Se reporter aux notes afférentes à l'état de la situation financière.

Approuvé pour le compte du conseil d'administration
d'Hamilton Capital Partners Inc., à titre de gestionnaire et
de fiduciaire du FNB amélioré services publics Hamilton;

(signé) « *Robert Wessel* »

Robert Wessel, administrateur

(signé) « *Jennifer Mersereau* »

Jennifer Mersereau, administratrice

FNB AMÉLIORÉ SERVICES PUBLICS HAMILTON

Notes afférentes à l'état financier

Le 17 août 2022

1. Constitution du FNB et parts autorisées :

Le fonds négocié en bourse suivant a été constitué le 17 août 2022 en vertu d'une déclaration de fiducie cadre datée du 17 août 2022, en sa version modifiée et reformulée.

FNB amélioré services publics Hamilton (« HUTS »)
(aussi appelé le « FNB »)

L'adresse du siège social du FNB est la suivante :
55 York Street, Suite 1202
Toronto (Ontario) M5J 1R7

a) *Structure juridique :*

Hamilton Capital Partners Inc. (le « gestionnaire » ou le « fiduciaire ») est le gestionnaire et le fiduciaire du FNB.

Le FNB est une fiducie de fonds commun de placement à capital variable et aussi un organisme de placement collectif (OPC) alternatif en vertu de la législation applicable aux valeurs mobilières. Le FNB a été constitué en vertu des lois de l'Ontario selon une déclaration de fiducie cadre décrite ci-dessus, en sa version modifiée.

Les parts du FNB dont l'émission est autorisée sont les suivantes :

- Parts de catégorie E

b) *Déclaration de conformité :*

L'état financier du FNB au 17 août 2022 a été préparé conformément aux Normes internationales d'information financière applicables à cet état financier.

La publication de l'état financier a été autorisée par le conseil d'administration du gestionnaire le 17 août 2022.

c) *Mode de présentation :*

L'état financier du FNB est présenté en dollars canadiens.

d) *Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables :*

Les parts du FNB sont rachetables au gré du porteur conformément aux dispositions prévues dans son prospectus. Si le porteur de parts détient un nombre prescrit de parts d'un FNB et si ce rachat est autorisé par le gestionnaire, les parts du FNB seront rachetées au jour d'évaluation selon la valeur liquidative des parts du FNB ce jour d'évaluation. Conformément à l'IAS 32, Instruments financiers : Présentation, les parts du FNB sont classées dans les passifs financiers, en raison de l'obligation de distribuer le revenu net et les gains en capital gagnés par le FNB.

e) *Émission de parts :*

Un total d'une part de catégorie E a été émise au gestionnaire en contrepartie d'espèces le 17 août 2022.

f) *Transactions des porteurs de parts :*

La valeur à laquelle les parts du FNB sont émises ou rachetées est calculée en divisant la valeur liquidative de la catégorie par le nombre total de parts de cette catégorie en circulation à la date d'évaluation. Les montants reçus à l'émission de parts du FNB et les montants payés au rachat de parts sont inclus dans l'état de l'évolution de la situation financière.

2. Gestion du FNB

Frais de gestion :

Chaque catégorie du FNB versera au gestionnaire des frais de gestion annuels (les « frais de gestion ») correspondant à un pourcentage de la valeur liquidative de cette catégorie du FNB, auxquels s'ajoutent les taxes de vente, de la façon décrite ci-après, calculés et cumulés quotidiennement et payables mensuellement. Le gestionnaire est responsable du paiement de ces frais au conseiller en valeurs. Les frais de gestion du FNB sont les suivants :

FNB	Catégorie	Frais de gestion
HUTS	Parts de catégorie E	0,65 % de la valeur liquidative des parts de catégorie E de HUTS, ainsi que les taxes de vente

Le gestionnaire peut réduire les frais de gestion qu'il est autorisé à percevoir pour le FNB. Cette réduction ou renonciation sera fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment le montant investi, le total des actifs du FNB sous gestion et la fréquence des mouvements du compte.

**ATTESTATION DU FNB AMÉLIORÉ SERVICES PUBLICS HAMILTON, DU FNB AMÉLIORÉ
BANQUES CANADIENNES HAMILTON ET DU FNB AMÉLIORÉ VENTE D'OPTIONS
D'ACHAT COUVERTES MULTISECTORIELLES HAMILTON (COLLECTIVEMENT, LES
« FNB »), DU GESTIONNAIRE ET DU PROMOTEUR**

Fait le 17 août 2022

Le présent prospectus, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada.

**HAMILTON CAPITAL PARTNERS INC.,
EN TANT QUE FIDUCIAIRE, GESTIONNAIRE ET PROMOTEUR
DES FNB**

(signé) « Robert Wessel »

Robert Wessel
en tant qu'associé directeur
(agissant en qualité de
chef de la direction)

(signé) « Derek Smith »

Derek Smith
Chef des finances

**AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'HAMILTON CAPITAL PARTNERS INC.**

(signé) « Jennifer Mersereau »

Jennifer Mersereau
Administratrice

(signé) « Howard Atkinson »

Howard Atkinson
Administrateur